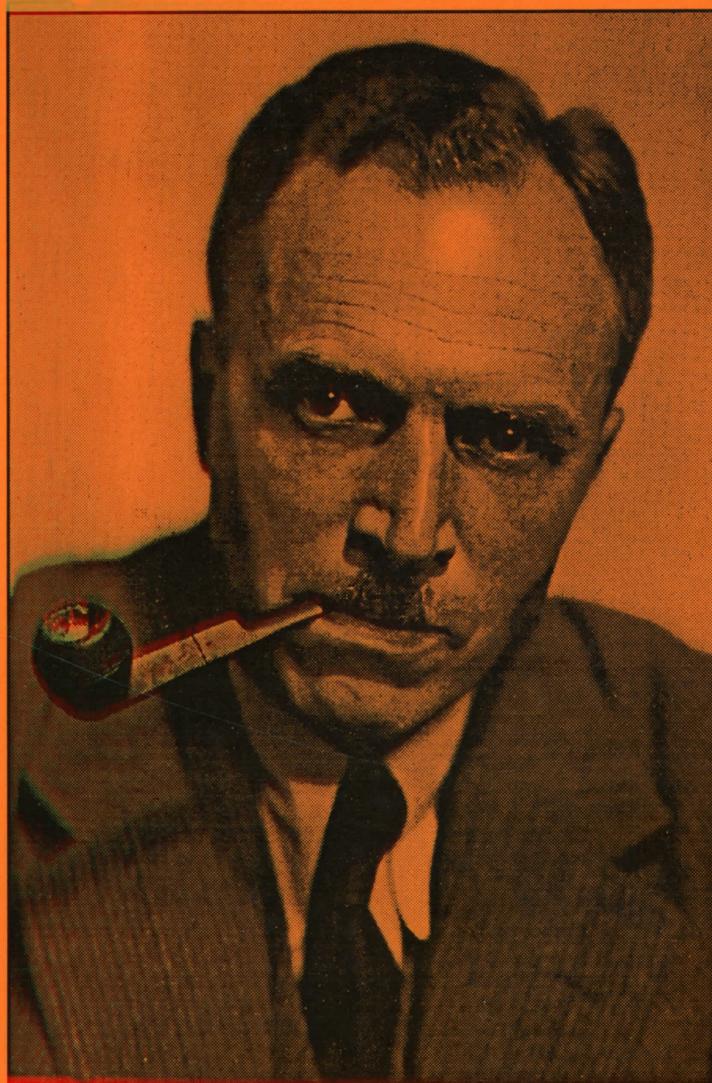


BULLETIN

- de l' "Association pour l'Étude de l'Œuvre d'Henri de Man"
- van de "Vereniging voor de Studie van het Werk van Hendrik de Man"



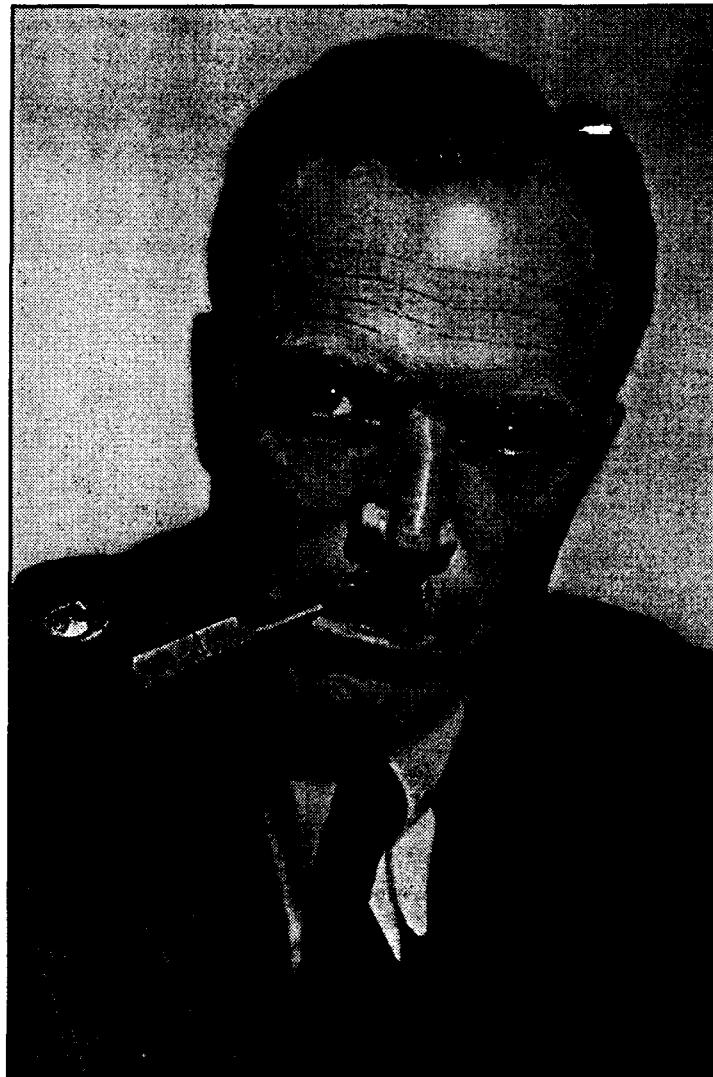
N°/ Nr. 26
octobre / oktober 2000

Index

- Editorial / Editoriaal p. 3
- *Un fascisme imaginaire* (Michel Brélaz) p. 6
- *Het "incident Rolin – de Man"* (Piet De Buyser) p. 51
- Informations / Mededelingen p. 69

BULLETIN

- de l' "Association pour l'Étude
de l'Œuvre d'Henri de Man"
- van de "Vereniging voor de Studie
van het Werk van Hendrik de Man"



N°/ Nr. 26
octobre / oktober 2000

Éditeur / Uitgever

Association pour l'Étude de l'Œuvre d'Henri de Man
Vereniging voor de Studie van het Werk van Hendrik de Man

Siège/Zetel

Département d'Histoire du Droit et des Doctrine Juridiques et Politiques,
Boulevard Carl-Vogt 102, CH-1211 Genève 4 (Suisse/
Zwitserland)

Rédacteurs responsables /**Verantwoordelijke uitgevers**

- Johnny Anthoos, Krawatenstraat 97, B-3470 Kortenaken, (Belgique/België)
- Michel Brélaz, Ch. Champs-Gottreux 8, CH-1212 Grand Lancy (Suisse/Zwitserland)
- André ver Elst, Edgar Tinelstraat 8, B-1980 Zemst (Belgique/België)

Les textes, signés ou non, n'expriment pas nécessairement les vues de l'Association, de son Comité et de ses membres. Ils peuvent être cités, moyennant l'indication de la source, mais ne peuvent être reproduits ou traduits, en tout ou en partie, qu'avec l'autorisation préalable de l'éditeur.

De teksten, al dan niet ondertekend, verkondigen niet noodzakelijk het standpunt van de Vereniging, van zijn Comité of van zijn Leden. Ze mogen worden geciteerd met vermelding van de bron, maar niet worden gereproduceerd of vertaald, noch in hun geheel, noch gedeeltelijk, tenzij na voorafgaandelijke toelating van de uitgever

Association pour l'Étude de l'Œuvre d'Henri de Man est une association scientifique et culturelle sans but lucratif fondée en 1973 et organisée selon les articles 60 et suivants du Code Civil suisse. Elle se propose d'encourager l'étude de l'œuvre d'Henri de Man, ainsi que la recherche historique sur sa genèse, son évolution et son influence, et, d'une façon plus générale, de faire connaître ce qui, dans cette œuvre, présente un intérêt pour la solution des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels actuels.

Pour obtenir les statuts de l'Association, les formalités d'adhésion et tous renseignements complémentaires, écrire à son siège ou à:

- Mr. Johnny Anthoos, Secrétaire Général, Krawatenstraat 97, B-3470 Kortenaken (Belgique)
- Mme. Marlène de Man-Flechtheim, Secrétariat pour la Belgique et les Pays-Bas, Jan Ockeghemstraat 16, B-2650 Edegem (Belgique).

Vereniging voor de Studie van het Werk van Hendrik de Man

is een wetenschappelijke en culturele vereniging zonder winstgevend doel, opgericht in 1973 en georganiseerd naar de artikelen 60 van het Zwitsers Burgerlijk Recht. Ze heeft zich tot doel gesteld om de studie van het werk van Hendrik de Man aan te moedigen, alsmede onderzoek te verrichten naar zijn ontstaan, zijn evolutie en zijn invloed, en, meer algemeen, datgene te propageren dat van belang kan zijn om een oplossing te vinden voor actuele politieke, economische, sociale en culturele problemen.

Om de statuten van de Vereniging te ontvangen, alsook de toetredingsvoorraarden en alle nadere inlichtingen, volstaat het een brief te richten aan:

- M. Johnny Anthoos, Secretaris Général, Krawatenstraat 97, B-3470 Kortenaken (Belgique)
- Mevr. Marlène de Man-Flechtheim, Secretariaat voor België en Nederland, Jan Ockeghemstraat 16, B-2650 Edegem (Belgique).

Index

- **Editorial / Editoriaal**
p. 3
- **Un fascisme imaginaire**
(Michel Brélaz)
p. 6
- **Het “incident Rolin – de Man”**
(Piet De Buyser)
p. 51
- **Informations / Mededelingen**
p. 69

EDITORIAL

Pour diverses raisons notre Bulletin n'a pas paru comme d'habitude en novembre dernier. Nous nous en excusons auprès de nos membres. Mais qu'ils se rassurent. Le Bulletin continue. Nous projetons même de le rendre plus attrayant dès 2001. Le présent numéro est en quelque sorte un numéro de transition. Son sommaire ne surprendra sans doute pas par son originalité en faisant appel aux contributions de deux anciens et fidèles collaborateurs, «blanchis sous le harnais» mais dont la curiosité et l'enthousiasme refusent de faiblir. Nous aimerions cependant rappeler que notre Bulletin n'est pas une chasse gardée. Il est largement ouvert à toute contribution extérieure en rapport avec nos buts statutaires. Les étudiants en particulier ont ici la possibilité de faire paraître un article préliminaire, intermédiaire ou final sur leur recherche. Nous faisons aussi appel aux personnes dont la mémoire ou les archives recèlent des éléments ou des documents qu'il serait dommage d'abandonner à la seule usure du temps ou à l'indifférence de gens non avertis.

L'article de Piet De Buyser sur l'incident Rolin - de Man de décembre vient à point nous rappeler un intéressant épisode des aléas de l'occupation dont on a souvent parlé sans jamais chercher à l'approfondir. En novembre 1940 l'Université Libre de Bruxelles se vit contrainte d'accepter la présence d'un commissaire allemand. Seul le corps professoral de la Faculté de droit et de l'Ecole des sciences politiques et sociales protesta, lors d'une réunion le 11 novembre, contre la «paradoxe outrecuidance» de l'occupant qui prétendait y faire

enseigner le droit international par des spécialistes allemands. Estimant préférable dans ces conditions de fermer carrément l'Université et de contribuer ainsi à développer un esprit de résistance dans le public, Henri Rolin fit adopter une résolution dans ce sens qui resta cependant sans effets immédiat. Ce n'est qu'un an plus tard que l'Université se résigna à suspendre les cours face aux difficultés croissantes de sa mise sous tutelle. L'incident dont il est question survint lorsque Henri de Man, arrivé en retard à la réunion du 11 novembre, entra dans la salle. Rolin demanda aussitôt la suspension des débats au motif que la confidentialité n'en était plus garantie. De Man pria évidemment son collègue de s'expliquer, mais le président, qualifiant l'incident de personnel, s'empressa de lever la séance. Une tentative de conciliation ayant échoué, de Man répondit alors à Rolin par une lettre datée du 2 décembre 1940 envoyée au corps professoral et dont la presse se fit l'écho. Chacun campa sur ses positions. En février 1941 Rolin fut exclu de l'Université et, fin juillet de la même année, s'exila en Angleterre. Après la guerre, il poursuivra de Man d'une rancune tenace en l'accusant de l'avoir dénoncé aux Allemands, un grief que la justice écarta faute de preuves.

Certains historiens n'en continuent pas moins de propager la version de Rolin sans plus de preuves. Dans un article, qui est au demeurant un bon historique de l'incident («Une page de l'histoire de l'Université de Bruxelles sous l'occupation : l'incident Rolin - De Man», *Mélanges Mina Martens, Annales de la Société royale d'archéologie de Bruxelles*, 1981, p. 255-263), Stengers évoque, pour justifier le

reproche de délation, une négociation au sujet de la réparation du journal *Le Peuple* dans laquelle de Man aurait requis l'«élimination» de Rolin. Il ne s'agissait en fait que de l'exclure d'une négociation qui n'avait rien à voir avec l'Université, comme Rolin finit par l'admettre, du moins en privé.

Quant à l'ouvrage collectif *25.11.1941, L'Université Libre de Bruxelles ferme ses portes*, Bruxelles, Archives de l'ULB, 1991, il ne se donne même pas la peine de justifier quoi que ce soit et garde au surplus un silence inquiétant sur la façon totalement arbitraire et inique dont de Man fut mis à pied par l'Université en 1944 – une décision qui lui dénia tout moyen de défense ou d'explication, sous prétexte qu'une instruction pénale était ouverte contre lui, et cela deux ans avant que la justice ne le condamne ! C'était pourtant au nom du droit bafoué que Rolin avait levé l'étendard de la résistance le 11 novembre 1940. Dans son étude, Piet De Buyser montre bien que l'incident fut pour Rolin l'occasion idéale de régler un vieux compte personnel avec de Man dont il avait été, comme Max Buset, un admirateur inconditionnel jusqu'en 1936 ou 1937. Pourquoi ce changement ? Il ne fait pas de doute que l'attitude d'Henri de Man en 1940 était un motif de désaccord complet, mais ce ne fut là que le prétexte de l'incident du 11 novembre. Henri Rolin n'avait en effet pas attendu l'occupation, ni le régime national-socialiste, pour afficher une hostilité de principe à l'Allemagne. Opposé à son entrée dans la SDN en 1926, il le sera à nouveau en 1954 à son intégration dans la Communauté européenne de défense. Il fut de même un adversaire résolu de la politique

d'indépendance de la Belgique, des efforts déployés par de Man pour sauver la paix et, à plus forte raison, de la «politique de présence» pratiquée par celui-ci au début de l'occupation. La position de Rolin était sans doute des plus respectables. Elle ne lui donnait pas pour autant le droit de porter à la légère contre de Man des accusations aussi graves que la délation et la trahison au service de l'occupant. Mais c'était le 11 novembre 1940, date symbole de la défaite allemande de 1918. «C'est dans les grandes villes, spécialement à Bruxelles et en Wallonie, qu'une intense propagande clandestine appelait depuis plusieurs semaines à faire du 11 novembre, en dépit des consignes, un jour férié et à manifester contre la puissance occupante» (J. Gérard-Libois et J. Gotovitch, *L'An 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, CRISP, 1971). Il n'y aurait rien à redire au coup d'éclat que Rolin fit ce jour-là et l'on en saluerait volontiers le courage, s'il n'en avait pas fait l'occasion de régler un vieux compte personnel avec de Man. En supposant que ce dernier ait réellement eu l'intention et la possibilité de lui nuire, on voit mal comment Rolin aurait pu rester en Belgique jusqu'à la fin juillet 1941 et trouver ensuite le moyen de partir en Angleterre, en bénéficiant d'ailleurs, sans le savoir, de bons d'essence que de Man lui procura par l'intermédiaire de son beau-frère Auguste Lambiotte ! (Témoignage de Mme R. Lambiotte Donhauser, mai 1999). L'étude de Michel Brélaz porte sur une période antérieure mais n'en a pas moins des liens étroits avec ce qui précède. On s'interroge depuis longtemps sur la question de savoir si l'attitude d'Henri de Man en 1940 fut le résultat d'un enchaînement de circonstances et d'une erreur d'appréciation qui devait s'avérer fatale,

ou si elle n'était pas plutôt révélatrice d'une propension plus ou moins ancienne de sa pensée vers le «socialisme national» et la «démocratie autoritaire», ce que d'aucuns n'ont pas hésité à appeler sa «dérive vers le fascisme». C'est un thème que Michel Brélaz a déjà traité à plusieurs reprises, notamment dans son livre *Léopold III et Henri de Man*, de même que dans un article «Henri de Man entre idéologie et réalité» paru dans le précédent numéro du Bulletin de novembre 1998.

Tel n'est toutefois pas le sujet de *Un Fascisme imaginaire*, du moins pas directement. Ce qui est en cause ici, c'est le regard que l'historien, en l'occurrence Zeev Sternhell, porte sur ce passé et la tentation à laquelle il n'a pas su résister de le réécrire en fonction de ses préférences idéologiques et d'une thèse à défendre à tout prix. Ce n'est pas nouveau. Dans les années 1920 et 1930 déjà, la polémique autour d'*Au delà du marxisme* avait été largement alimentée par les accusations communistes, principalement d'inspiration stalinienne, contre le «social-fascisme» au sens large, c'est-à-dire la social-démocratie, le réformisme et surtout contre le révisionnisme critique du marxisme, d'un marxisme complètement dénaturé par l'esprit totalitaire et l'absence de démocratie. Entre frères ennemis de la gauche divisée, tous les coups étaient alors permis et furent pour beaucoup dans l'échec du mouvement socialiste international face à la montée du fascisme en Europe, notamment en Italie, en Allemagne et en Espagne.

Ce qui est nouveau, c'est que des historiens n'hésitent pas aujourd'hui à recourir encore à des procédés semblables tout en se piquant de

faire la leçon à d'autres sur le bon usage des règles élémentaires de la recherche historique. C'est ainsi que Sternhell, auteur entre autres de *Ni droite ni gauche* et de *Naissance de l'idéologie fasciste*, a passablement ému le monde des historiens français dans les années 1980 en soutenant – avec talent d'ailleurs – que la France, loin d'avoir été allergique à la diffusion de l'idéologie fasciste comme ils l'affirmaient, détenait la palme de son invention. Michel Brélaz rappelle les grands traits de cette polémique qui n'empêcha pas pour autant Sternhell d'être mis en vedette par les médias et de jouer les David contre le Goliath des milieux académiques français. Et comment n'aurait-on pas éprouvé de la sympathie pour une thèse énoncée avec un brio et une érudition unanimement salués, même par ceux qui le critiquaient ? Et quand bien même ces critiques ne manquaient pas de pertinence, il était toujours permis de penser que tout cela n'était finalement qu'une de ces querelle de spécialistes qui n'en finissent pas parce qu'elles sont infinies.

Michel Brélaz va cependant plus loin. A l'aide d'un exemple particulièrement frappant, celui des deux lettres échangées par Mussolini et de Man en 1930, il montre que Sternhell fait un usage de son matériel qui n'a plus rien à voir avec la liberté de l'historien et qui constitue un détournement de la pensée d'Henri de Man, en même temps qu'une banalisation du vrai fascisme. D'aucuns trouveront que la conclusion de l'auteur est sévère. Nous sommes d'avis que cette étude devait être mieux connue, tout en laissant à Michel Brélaz la responsabilité de son analyse... et à Zeev Sternhell un large droit de réponse.

Un fascisme imaginaire¹

Par la publication en janvier 1983 de *Ni droite ni gauche*, Zeev Sternhell s'est acquis une notoriété rarement dévolue à un historien des idées politiques. Il la doit beaucoup aux remous que sa thèse provoqua chez ses collègues français, à savoir que la France, loin d'avoir été allergique au fascisme comme ils se plaisaient à le croire, détenait la palme de son invention. Il n'était pourtant pas le premier à combattre le mythe et l'oubli. D'autres avant lui avaient exploré le «fascisme français», sans lui accorder il est vrai l'importance, l'originalité et l'antériorité qu'il lui prête. Il avait d'ailleurs publié auparavant deux ouvrages de la même veine qui n'eurent pas le même écho, et l'on peut en dire autant du suivant paru en 1989.² Le date de publication fut sans doute décisive dans ce coup d'éclat. En ce début du premier septennat de Mitterrand, le syndrome de Vichy – la redécouverte périodique d'un «passé qui ne veut pas passer» – connaissait un regain d'intensité avec la parution en 1981 de *L'Idéologie française* de Bernard-Henri Lévy qui dénonçait tous azimuts, de 1930 à nos jours, un «fascisme aux couleurs de la France», flamboyant exercice d'«autodénigrement rétrospectif», «admirablement écrit mais d'un confusionnisme extrême et sur lequel règne sans partage la loi de l'amalgame».³ Un parallèle entre les deux livres ne manqua pas d'être tiré, même si Sternhell avait pris soin de récuser le bouillant polémiste. «Lévy, écrivait-il, qui a mal assimilé les travaux dont est fait son livre, qui ignore les impératifs de la recherche scientifique, ne craint pas le ridicule en disant qu'il existerait une idéologie commune à tous les Français et qui serait proche du fascisme».⁴ Malgré son aspiration à replacer le

débat sur le plan académique, l'essai de Sternhell n'en parut pas moins contestable à de nombreux critiques. On lui reprocha surtout, lui homme de gauche,⁵ d'alimenter l'argumentaire de la nouvelle droite, trop heureuse d'exploiter l'idée que le socialisme contient en germe le totalitarisme.

Bref, dans un cas comme dans l'autre, on assista à l'une de ces controverses franco-françaises rejaillissant par intermittence, à la faveur d'un film (*Le Chagrin et la pitié* de M. Ophuls ou le téléfilm américain *Holocaust*), d'une affaire ou d'un procès (Darquier, Leguay, Bousquet, Barbie, Touvier, Papon), d'un livre (*La France de Vichy* de Paxton, *Le Livre noir du communisme* de S. Courtois), ou de quelque autre incident propre à raviver l'inexpiable querelle. A tel point qu'une nouvelle spécialité historiographique est née du besoin de suivre l'«histoire de l'histoire» de Vichy, «celle de son souvenir, de sa rémanence, de son devenir, après 1944 et jusqu'à une date qu'il est aujourd'hui encore impossible de déterminer».⁶

La «mésaventure» de Sternhell rappelle assez celle de Paxton dont *La France de Vichy*⁷ avait aussi fait, dix ans plus tôt, l'objet de vives controverses, avant de s'imposer. «Par sa cohérence comme par ses excès, son livre a véritablement heurté les mentalités de l'époque, provoquant un petit scandale. (...) Génial pour les uns, caricatural pour les autres, Paxton a sérieusement (et involontairement) secoué le cocotier universitaire français». Mais les historiens de l'époque étaient au fond d'accord avec lui et semblaient surtout regretter, question de panache, que son livre n'eût pas été l'œuvre d'un des leurs.⁸

Voilà ce que personne ne fut tenté de dire de *Ni droite ni gauche*. La secousse imprimée

cette fois-ci au cocotier universitaire ne prit pas de court les intéressés qui, tout en reconnaissant généralement à Sternhell le mérite de maintenir le débat sur le terrain historique snobé par Lévy, multiplièrent les réserves dont il convenait, pensaient-ils, de discuter entre gens du métier. Les disputes académiques n'ont cependant pas le même effet que les polémiques car, exigeant patience et longueur de temps, elles collent mal à l'actualité. Commencées sous les feux de la rampe, elles se prolongent entre spécialistes dans l'indifférence générale. Le grand public en reste à son impression première. C'est pourquoi l'historien le plus consciencieux n'est jamais à l'abri d'une récupération médiatique dont il ne maîtrise pas les tenants et les aboutissants.

Mais est-ce une raison suffisante pour l'exonérer de toute responsabilité ? Et que penser de celui qui, loin de mesurer le risque, le court délibérément et qui, de surcroît, informé des objections qu'il suscite, «persiste et signe» en ignorant superbement ses contradicteurs ? En d'autres termes, y a-t-il toujours une grande différence entre le polémiste qui ne se cache pas de mener un combat personnel ou politique et l'historien qui se réclame d'impératifs scientifiques ? Telles sont quelques-unes des questions qu'on peut se poser à propos de *Ni droite ni gauche*. Pour tenter d'y répondre, je me propose d'en résumer la thèse (section 1), d'examiner les principales objections qu'elle suscite (section 2) et d'illustrer par un exemple pratique la «mécanique» de la démonstration (section 3).

1. La thèse de Sternhell

Un courant idéologique original

Par ses aspects essentiels, le «fascisme français» est selon Sternhell un courant idéologique original, autonome et autochtone. Original en ce qu'il «précède d'une bonne vingtaine d'années l'apparition d'idéologies analogues ailleurs en Europe, notamment en Italie». Autonome, car «en aucune façon il ne saurait être considéré comme une importation étrangère, voire, à partir des années vingt, comme une vague imitation du fascisme italien». Enfin, il est autochtone parce que c'est en France qu'il «se rapproche le plus du type idéal, de l'idée» de fascisme au sens platonicien du terme». C'est là que se manifeste le mieux l'affrontement entre deux réalités historiques irréductibles : «D'une part, les hommes et les mouvements qui acceptent les principes de base et les règles du jeu en vigueur en démocratie libérale – ce qui implique également une acceptation de fait de l'ordre social établi –, et, d'autre part, ceux qui les rejettent : les révoltés qui tout au long du demi-siècle précédent l'été 1940 préparent la chute de la démocratie.»⁹

Une autre particularité de ce courant idéologique est de transcender la classique division gauche / droite et d'opposer, d'un côté, gauche et droite anciennes, libéraux et conservateurs, partisans du statu quo, et de l'autre, gauche et droite nouvelles, révolutionnaires, dissidents et contestataires hostiles à l'ordre établi. Ainsi, «la volonté de rupture de l'ordre libéral est le fil conducteur qui unit la révolte boulangiste des blanquistes, anciens communards et radicaux d'extrême gauche, à celle, fascisante ou déjà pleinement

fasciste, des néo-socialistes, des frontistes ou des hommes du [P]arti populaire français». A travers plusieurs générations, c'est toujours la même école de pensée, avec «*les mêmes dévotions, les mêmes fidélités, une même mentalité*».10 A partir de là, Sternhell reconstitue méticuleusement la symbiose de cette gauche et de cette droite nouvelles en trois étapes, trois générations de penseurs qui, de 1880 à 1940, vont parachever la formulation de l'«*idéologie contestataire, séduisante, brillante, que le chercheur définit comme une idéologie fasciste même si ses adeptes ne porteront jamais la chemise brune*».11

Première étape : Dès les années 1880, une droite nationaliste révolutionnaire, notamment maurassienne, monte à l'assaut des valeurs républicaines au nom des valeurs patriotiques et plébéiennes sur fond d'antisémitisme. Elle trouve sa contrepartie à gauche dans un syndicalisme révolutionnaire inspiré par un Georges Sorel déçu par l'embourgeoisement du prolétariat et le ralliement du socialisme au réformisme et au parlementarisme. Produit de leur convergence, ce préfascisme réalise déjà pleinement la jonction du nationalisme et du socialisme qui caractérisera les fascismes aboutis de l'entre-deux-guerres. Il échoue cependant dans son aspiration au pouvoir du fait que gauche et droite traditionnelles, gardant la maîtrise des valeurs républicaines, se réconcilient *in extremis* en 1914 dans l'union sacrée pour la première grande «guerre démocratique».

Deuxième étape : Au lendemain de la première guerre mondiale, la filière sorélienne, composante de gauche de la synthèse socialiste-nationale, accentuant la révision et l'abandon du marxisme, trouve un nouveau débouché, d'une

part dans le préfascisme italien puis l'avènement du Duce, d'autre part dans le rapprochement entre néo-nationalistes et néo-socialistes des années 1930.

Troisième et dernière étape : Une nouvelle alliance sociale et nationale, quoique de moindre envergure intellectuelle que sa préfiguration d'avant 1914, porte alors l'esprit fasciste à sa pleine maturité, en profitant de surcroît de la crise du libéralisme des années 1930. Mais elle se heurte elle aussi aux forces conservatrices et démocratiques, et échoue pour des raisons similaires, achevant misérablement en 1940 son aventure ratée, du moins pour nombre de ses adeptes, au service du national-socialisme.

De même qu'il s'inscrit dans la durée de plusieurs générations, ce mouvement idéologique ne se circonscrit pas au politique mais s'étend à tous les domaines de l'activité intellectuelle. C'est une réaction tant contre le rationalisme et le positivisme que contre le libéralisme et la démocratie, contre le capitalisme et le marxisme, contre toutes les valeurs bourgeois, bref un vaste mouvement de contestation des institutions républicaines qui nie et sape toutes les valeurs traditionnelles jusqu'à leur anéantissement. Certes, le fascisme ne réussit pas en France à prendre le pouvoir comme il le fait en Allemagne et en Italie. Mais c'est là qu'il se constitue et se révèle le plus achevé, le plus proche du «fascisme pur» – une idéologie de contestation et de révolte par excellence, la plus redoutable entreprise de démolition jamais dirigée contre les Lumières, «*un reniement total du XVIII^e siècle dont le libéralisme et le marxisme sont les héritiers*».12

Un fascisme privé de pouvoir

Un premier paradoxe de la démonstration est de finir là où l'on pensait qu'elle allait trouver son éclatante confirmation – dans l'avènement du régime de Vichy. Or, surprise, dans son dernier ouvrage, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Sternhell tourne le dos au pétainisme pour explorer les origines de l'idéologie fasciste en Italie, laissant ainsi ses critiques français sur leur faim. C'était surtout là, en effet, qu'ils l'attendaient au virage, estimant qu'il ne pourrait plus alors éviter le hiatus entre sa théorie du fascisme français et une réalité qui, loin d'en signifier le triomphe, l'a efficacement muselé par son caractère de restauration conservatrice dirigée principalement contre le désordre et la décadence de la III^e République.¹³

Il y avait à vrai dire quelque naïveté, feinte ou sincère, dans cette attente déçue. Sternhell ne pouvait avoir oublié, pour le seul plaisir d'une éphémère polémique, la leçon convaincante de Paxton disant qu'il avait pu écrire la moitié de son livre sur Vichy sans recourir au terme de «fascisme». En effet, en dépit de points communs avec celui-ci, la «révolution nationale» est restée manifestement plus proche du conservatisme social; nulle part le fascisme n'est parvenu au pouvoir sans le concours des conservateurs. Or, en France, ce concours lui a fait défaut.

Vichy, relève Paxton, «recrute d'abord ses collaborateurs parmi les traditionalistes. Ils perdent du terrain avec le temps, c'est entendu, mais ils sont remplacés, non par des fascistes, mais par des techniciens, des administrateurs de métier et des hommes d'affaires déjà influents sous la III^e République. Les fascistes, certes, s'infiltrent à la propagande, inspirent

l'antisémitisme officiel et, en 1944, la lutte armée contre la Résistance, mais ils n'occupent jamais les postes clés de la révolution nationale : Finances, Affaires étrangères, Défense.»¹⁴ Les hommes de Vichy restaient attachés aux principes des Lumières et de 1789 : harmonie sociale, solidarité, positivisme, nation, science, progrès, instruction du peuple, prospérité générale. En ce sens, Vichy fut un bon frein traditionaliste au fascisme, s'inscrivant dans la continuité des régimes successifs de la France. Il est plus une parenthèse dans son histoire qu'une rupture de type fasciste.

La démonstration de Sternhell serait ainsi restée suspendue dans le vide parce que, écrit Michel Winock, il «a déplacé le problème central du fascisme : sa conquête du pouvoir et la nature de l'Etat qu'il installe. A la recherche de l'idée platonicienne du fascisme, il s'interdit d'analyser les conditions de son avènement éventuel en France. Et pour cause, puisqu'il ne se produit pas. Tout le paradoxe de l'historien des idées est qu'il étudie l'idéologie fasciste dans ce pays où précisément elle ne triomphe pas, et donc où elle ne peut être altérée par les compromissions du pouvoir : là le fascisme est à l'état pur puisqu'il ne gouverne pas. Originalité de la démarche, limites de l'entreprise. Car aux origines du fascisme n'est pas le verbe mais, comme dit Mussolini, <l'action>. L'historien a renversé la perspective; c'est son droit. C'est aussi peut-être son illusion.» «Le fascisme en tant que phénomène totalitaire de masse, constate de même Pierre Milza, est resté chez nous en France une virtualité.»¹⁵

Mais Sternhell n'a que faire de l'objection qui n'altère en rien, selon lui, l'essence du fascisme



français. Il admet volontiers que celui-ci n'a pas trouvé de dénominateur commun ni de chef et de mouvement capables de le mener au pouvoir. *«La solidité de la droite traditionnelle est telle que jamais elle ne permet aux révolutionnaires de la déborder et jamais elle ne se trouve acculée à cette extrémité que représentait ailleurs et pour d'autres conservateurs la nécessité de s'abandonner entre les mains des fascistes.»* La dernière étape aura donc été *«bien plus celle du commencement de la fin que celle de l'épanouissement»* du fascisme français, qui perd son autonomie et son authenticité puisque la victoire nazie ne lui donne pas accès au pouvoir.¹⁶

Le fascisme français a donc, si l'on ose dire, raté sa chance en 1940, en échouant dans le test final de la conquête du pouvoir. Mais qu'est-ce que cela prouve contre son antériorité,

son originalité, sa «francité» ? Rien. Cela montre seulement que, contrairement à ce qui s'est passé ailleurs, les traditionalistes n'ont pas eu besoin de se compromettre avec le fascisme «pur et dur» pour parvenir à leurs fins. Il n'en reste pas moins que si les historiens français voulaient bien commencer par le commencement, au lieu de réduire le phénomène à son échec final, ils devraient abandonner leurs illusions quant à *«l'allergie nationale au fascisme»*, *«fruit probable d'une autocensure»*,¹⁷ et reconnaître que leur pays a bien été le berceau européen de cette idéologie de contestation et de révolte *«dont le combat contre le matérialisme et ses sous-produits – le libéralisme, le capitalisme, le marxisme et la démocratie – devait saper la légitimité morale de toute une civilisation»*.¹⁸ C'est en cela que la France a été *«le grand laboratoire idéologique de l'Europe du vingtième siècle. Y compris pour le fascisme, dont la conception aurait été impossible sans la combinaison de ces deux traditions que sont le socialisme et le nationalisme français. C'est parce que la France du début du siècle était la seule grande société libérale et égalitaire que put s'y élaborer la contestation idéologique des idéaux de liberté et d'égalité.»*¹⁹ Quoi de plus naturel que le nouvel obscurantisme soit précisément apparu dans le bastion historique du libéralisme philosophique et des droits de l'homme, *«dans une société qui, à la différence des sociétés italienne et allemande, a engendré la révolution libérale la plus importante du monde et la seule du continent européen»*,²⁰ ce qui explique au surplus son exceptionnelle résistance et l'échec final de la subversion.

Une nouvelle «philosophie» du fascisme

Il est une autre illusion que Sternhell veut dissiper par la même occasion. On a beaucoup parlé des écrivains tentés par l'aventure autoritaire et qui voyaient dans le fascisme une poésie et un nouveau romantisme. «*On accorde aussi d'ordinaire l'importance qui leur revient aux ligues des années 1930 : ligues fascistes, ligues dites fascistes, ligues qui n'étaient pas fascistes mais que, pour les besoins de la cause, on affublait de ce titre. Souvent même on leur attribue une importance trop grande, au détriment de ce qui compte vraiment.*» C'est parce qu'ils se focalisent sur ces phénomènes marginaux que les historiens français minimisent l'emprise fasciste dans leur pays. Ils ne font à cet égard que perpétuer le manque de discernement des adversaires du fascisme qui lâchaient pareillement la proie pour l'ombre. «*A l'époque déjà, quand un groupe de la Solidarité française se fait photographier à l'entraînement au pistolet, toute la presse de gauche en parle pendant des semaines : un quelconque défilé de quelques dizaines de «chemises bleues» soulève alors beaucoup plus d'intérêt que le patient travail de sape d'un Thierry Maulnier ou d'un Bertrand de Jouvenel.*»²¹

Il faut en finir avec cette vision étiquetée qui dissimule l'essentiel. «*Ce qui importe véritablement dans l'entre-deux-guerres, écrit Sternhell, ce ne sont pas les démêlés des groupuscules fascistes avec les journalistes de gauche ou avec les sergents de ville parisiens, mais bien la révision du marxisme engendrée par Henri De Man et par Marcel Déat, c'est la révolte d'un Bergery, d'un Jouvenel ou d'un Maulnier, qui viennent embrouiller ce qui reste de clarté idéologique dans les années 1930. Ce*

*sont ces hommes qui, à force de vouloir à tout prix dépasser les idéologies conventionnelles, se placer «au-delà aussi bien du marxisme que du nationalisme, contribuent à forger le fascisme, assurément la plus non conformiste des idéologies du XX^e siècle.»*²²

Cette contestation, on l'a vu, n'est pas seulement politique. Elle est aussi culturelle, scientifique, éthique, esthétique, spiritualiste, universelle en quelque sorte. C'est une nouvelle philosophie qui se répand partout et menace en sous-œuvre tous les acquis des Lumières : «*Les nouvelles sciences de l'homme et les nouvelles sciences sociales, la biologie darwinienne, la philosophie bergsonienne, l'histoire selon Renan et Taine, la psychologie sociale selon Le Bon tout comme l'école italienne de sociologie politique – Pareto, Mosca, Michels – s'élèvent contre les postulats sur lesquels reposent le libéralisme et la démocratie. Les nouvelles sciences sociales (...) contribuent ainsi à la création d'un climat intellectuel qui sape considérablement les fondements de la démocratie et facilite considérablement l'emprise du fascisme. (...) Depuis Mosca et Pareto au tournant du siècle, en passant par Michels à la veille de la Grande Guerre, et jusqu'à de Man et Déat, les sciences sociales, la sociologie, l'anthropologie, la science politique et la psychologie, mais aussi la philosophie d'un Bergson, contribuent implicitement à ce qui apparaît, au moins rétrospectivement, comme un effort vers la mise en place d'une option de remplacement total au marxisme, d'un système qui puisse donner une explication d'ensemble comparable à celle de Marx. Mais, à cette longue compétition avec Marx participent non seulement des hommes comme Pareto, Michels, Mosca, mais aussi un*

*Max Weber, et implicitement un Durkheim ou un Freud. C'est sur la psychologie que s'appuie la révision du marxisme d'Henri De Man, et ce n'est pas l'effet du hasard si son oeuvre la plus importante s'intitule, dans la meilleure tradition de Gustave Le Bon, Zur Psychologie des Sozialismus.»*²³ Ajoutons-y encore, sans prétendre être exhaustif, Proudhon, Barrès, Maurras, Vacher de Lapouge, Croce, Bergery, de Jouvenel, Arturo Labriola, Lagardelle, Maulnier, Doriot, Marion, Sorel bien sûr et ses disciples, tous les «néos», beaucoup de non-conformistes des années trente, sans oublier Péguy, La Tour du Pin, Georges Valois et bien d'autres.

Cette prodigieuse énumération rassemble en un vaste faisceau – c'est le cas de le dire ! – des intellectuels d'origines et de disciplines diverses, ce qui peut sembler paradoxalement pour un courant défini comme étant homogène et typiquement autochtone. L'objection n'est cependant pas pertinente pour Sternhell dès lors que le ressort central du fascisme français n'est pas un mouvement localisé, organisé et structuré, mais un discours, une idéologie latente, un état d'esprit d'autant plus virulents qu'ils sont diffus, protéiformes et souvent même inconscients.

Manifestement, Sternhell et ses critiques ne comprennent pas le fascisme de la même façon. Tandis qu'il se met en quête d'un fascisme intellectuel modèle, mouvement rampant et diffus bien plus significatif à ses yeux que le fascisme ordinaire, les seconds se méfient des dangereux simplificateurs qui font voir l'histoire à travers le prisme d'une philosophie toute faite, d'un facteur dominant ou d'une logique interne des idées. Il n'est donc guère surprenant que le débat se soit déplacé du

terrain choisi par Sternhell, celui de la nature du «fascisme français», vers des questions de méthode et d'interprétation.

2. La méthode de Sternhell

Le constat d'échec d'une génération d'historiens

On ne fera pas aux critiques de Sternhell l'injure de prétendre qu'ils ont surtout été piqués au vif par la révélation de cette face obscure de la France qui, championne des libertés et des droits de l'homme, aurait généré elle-même l'instrument de leur perte. Mais quand bien même ils l'auraient été, les exagérations et les simplifications de la thèse leur donnaient bien d'autres motifs d'en contester la pertinence.

Et d'abord le manque de proportions entre les éléments épars d'une théorie où tout est placé sur le même pied et dans la même perspective, en fonction uniquement de ce qu'il y a lieu de démontrer, sans aucune tentative de sérier les problèmes, de comparer ce qui est comparable, de préciser les contextes, de pondérer les facteurs. Question de proportions encore lorsque, dans l'étude d'un auteur, «*on priviliege outrancièrement*, écrit Winock, *ce qui va dans le sens de la thèse, au préjudice du reste de l'oeuvre qui va d'un autre côté*». «*A lire Sternhell, on a l'impression que toute pensée, toute publication, tout individu, qui, dans la France des années trente, se refuse aux idées reçues et aux structures héritées, contribue peu ou prou à l'imprégnation du fascisme.*»²⁴ Milza parle de même d'un «*amalgame assimilant au fascisme toute critique un tant soit peu virulente de la démocratie libérale, tout effort de rénovation empruntant des voies qui*

peuvent aussi être celles du fascisme.²⁵ Le résultat est une cohérence a posteriori cristallisée dans sa structure comme dans sa durée, qui fait fi de la complexité du réel et de la fragilité des interprétations, un fascisme à géométrie variable (S. Bernstein), une «reconstruction» structuraliste (Burrin), téléologique (Winock), phénoménologique ou transcendante (Milza).

La multiplication des critiques du même ordre n'a nullement ému Sternhell. «*Même si cela doit paraître un impardonnable manque de modestie, se défend-il dans son dernier livre, j'avoue n'avoir strictement rien à changer à la démonstration faite dans Ni droite ni gauche.*»²⁶ Manque de modestie, vraiment ? Cette imperméabilité aux critiques ne serait-elle pas plutôt due à sa méthode qui, comme nous le verrons plus loin, le pousse à l'intransigeance parce qu'elle ne fonctionne qu'à ses conditions et n'en admet pas d'autres ?

Mais voyons d'abord comment Sternhell traite tout contradicteur, sommité de sa spécialité ou illustre inconnu, en éludant sans examen, systématiquement, par quelques remarques hors de propos, les objections qui lui sont faites. Les historiens français en particulier sont sommés d'en prendre leur parti et de reconnaître leur incapacité de se libérer des tabous de l'histoire universitaire française. «*Cette fixité, pour ne pas dire cette cécité, observait Jean-Pierre Rioux, étonne un peu. En effet, ce n'est pas par malveillance délibérée, on l'imagine, que les thèses de Zeev Sternhell ont été discutées, et l'on pouvait s'attendre qu'en retour il consente à répondre à ses détracteurs dans le corps du texte et non dans les notes en bas de page.*»²⁷

La dispute ne serait-elle qu'une question de

susceptibilité froissée ? «Monsieur, je ne suis pas de ceux que l'on traite dans une note de bas de page !» Plus sérieusement, la remarque de Rioux vise un procédé moins anodin qu'il n'y paraît de prime abord. Chez Sternhell, en effet, la note de bas de page revêt parfois – gardons-nous de généraliser – une fonction d'esquive fort efficace. C'est un refus d'entrer en matière, de discuter les objections, ce qui ne pourrait se faire dans le corps du texte sans un minimum d'arguments. Là, au contraire, les choses étant dites «en passant», il est naturel, brièveté oblige, de répondre à côté, de ne pas répondre ou de répondre n'importe quoi. Combien de lecteurs au demeurant, d'avance rebutés par cette lecture parallèle, y renoncent, surtout lorsque les notes sont en fin de texte. Et pourtant, on y découvre des choses étonnantes. Premier exemple. Pierre Milza, éminent spécialiste de l'histoire du fascisme et de l'Italie contemporaine, a fait dans la foulée des polémiques des années 1980 un bilan raisonnable et raisonnable du *Fascisme français*²⁸ auquel Sternhell, dans une de ses fameuses notes, veut bien reconnaître un mérite assez rare : «*La probité est la grande qualité de cette synthèse, qui n'a d'autre aspiration que de faire le point sur un débat qui dure depuis plusieurs années. Pierre Milza pose les problèmes honnêtement, sans fausser l'esprit des travaux dont il traite. C'est déjà beaucoup dans un débat qui ne revêt pas toujours cette sérénité.*» Mais, ajoute aussitôt Sternhell, Milza aurait ainsi dressé «*le constat d'échec de toute une génération d'historiens français, la sienne, présentée – et c'est la réalité – comme une nébuleuse pour l'essentiel groupée autour de René Rémond et qui comprend notamment les historiens contemporanéistes de l'université de Paris X-*

Nanterre et de l’Institut d’études politiques». (...) En d’autres termes, voilà un quart de siècle que ces historiens se sont révélés incapables d’aller au-delà de ce que leur a appris ce maître incomparable que reste René Rémond. En fait, reconnaît Pierre Milza vingt-cinq ans et plusieurs livres durant, ses collègues et lui ont renoncé à faire mieux, ou tout simplement à faire autre chose que ce que le consensus de la rue Saint-Guillaume voulait bien leur permettre.»

Bigre ! Vêtu de probité candide et de lin blanc, Milza aurait donc fait amende honorable et enfin brisé le silence qui empêchait la vérité d’éclater.²⁹ En fait, sa position est bien plus nuancée, pour ne pas dire très différente de ce qu’affirme Sternhell. S’il admet que celui-ci lui a donné matière à réflexion et a «*fait avancer la connaissance et la compréhension du phénomène fasciste dans sa version hexagonale*» (ce qu’il dit d’ailleurs aussi de Lévy), il n’en pense pas moins : «*voix provocatrice*», thèse dérangeante mais «*infiniment discutable*» et parfois «*inacceptable*», interprétation réductrice, etc. «*Sternhell se laisse entraîner sur la pente dangereuse de la généralisation et de la prédestination*», postulant «*une causalité régressive des choix politiques que démentent maints exemples contraires*». Sa «*démarche phénoménologique* (...) est d’autant plus dangereuse et condamnable qu’elle aboutit à une construction, ou à une reconstitution *a posteriori*, à partir d’éléments épars et hétérogènes qu’aucun mouvement politique n’a jamais réussi à rassembler ni à unifier durablement dans la France du premier XX^e siècle».³⁰ De cette critique sévère, Sternhell ne retient donc que l’aspect qui lui est favorable, la recon-

naissance de son apport au débat, et conclut imperturbablement au constat d’échec de «toute une génération d’historiens français», ce qui clôt la discussion. Comme Milza le constate, Sternhell veut bien, parfois, marquer les limites de son interprétation, il n’en campe pas moins toujours sur les mêmes positions. En somme, il mesure la probité de ses contradicteurs aux concessions qu’ils lui font, jamais à leurs objections dont il n’a cure.

Des règles élémentaires de la recherche

Deuxième exemple, tiré de la même note de bas de page : la sèche fin de non-recevoir opposée à Philippe Burrin, autre spécialiste moins éminent que Milza mais dont *La Dérive fasciste* a bénéficié d’un accueil très favorable auprès de ses pairs. Ayant consacré cinq cents pages à retracer minutieusement et sans complaisance la dérive fasciste de Doriot, Déat et Bergery, il a cru bon d’en utiliser trois pour exposer sobrement certains défauts de *Ni droite ni gauche*.³¹ Mal lui en a pris. En vingt-deux lignes, dont pas une ne répond à la critique, Sternhell démolit le livre par des remarques aussi perfides qu’accessoires («*Il n’était pas nécessaire d’aller jusqu’en Californie pour «découvrir» que Bergery était un poulain d’Herriot.*») Il lui reproche en gros de n’être pas sorti des sentiers battus et de n’avoir rien produit de nouveau. C’est possible. Du moins Burrin a-t-il le mérite d’analyser les idées de ses personnages dans leur contexte historique, et ce faisant d’éviter les anachronismes, amalgames et autres artifices de la méthode Sternhell. Il est même l’un des rares historiens à esquisser une théorie de la fascisation, ce qui aurait dû a priori intéresser l’auteur de *Ni droite ni gauche* en quête de type idéal. Peine perdue

aux yeux de ce dernier qui, plutôt que d'en débattre, chipote sur le menu d'un livre qui ne tiendrait pas ses promesses.³² Et encore Burrin a-t-il de la chance. Mentionnant l'ouvrage *Fascism in France. The first wave* de Robert J. Soucy, Sternhell constate charitablement, et cette fois en deux petites lignes, qu'il «est jusqu'à ce jour passé inaperçu. A juste titre». Ne l'ayant pas lu, je ne me prononce pas sur ce jugement lapidaire, mais constate que Milza le cite à plusieurs reprises en le plaçant dans la mouvance sternhellienne, ce qui manifestement ne l'a pas protégé des sarcasmes de son «chef de file».

Le troisième exemple, et je m'en excuse, me concerne personnellement. Comme Burrin, j'ai eu droit à une note de vingt-deux lignes,³³ quand une seule aurait suffi pour ce que Sternhell avait à dire de mon *Henri de Man. Une autre idée du socialisme* – vingt-deux lignes dont aucune, à nouveau, ne porte sur le fond. Il lui aurait pu dire que j'ai commis un «pamphlet» qui, «en dehors des détails biographiques qu'il contient et en dépit de ses dimensions, ne pèse vraiment pas lourd». Autant pour moi qui ai eu l'audace d'égratigner le maître dans mon avant-propos. Aussi bien, rouge de honte, n'en parlerais-je pas si cette note ne trahissait un curieux procédé. Selon Sternhell, j'aurais tenté de récupérer de Man pour le socialisme de cette fin de siècle en me servant, par un coupable anachronisme, de Duverger et de Touraine. Le fait est que je cite l'un et l'autre, très accessoirement, dans mon introduction et ma conclusion, en posant la question de l'*actualité* d'Henri de Man. Mais j'ignorais que ce fût un anachronisme que de s'interroger sur la valeur persistante – ou non – d'une pensée. Voilà un singulier reproche

venant d'un historien qui jongle avec les anachronismes d'un bout à l'autre de son essai. Mais il y a mieux. «Il aurait été sans doute plus naturel, ironise Sternhell, et plus conforme aux règles élémentaires de la recherche, de lire *De Man à la lumière d'un Gramsci*, d'un Lukács, d'un Otto Bauer, voire d'un Blum ou d'un Vandervelde.» Or tous ces auteurs sont évoqués dans mon étude, inégalement j'en conviens, mais plus souvent et beaucoup plus substantiellement que Duverger et Touraine – notamment Gramsci à qui j'ai consacré une section d'une quinzaine de pages. La conclusion s'impose : Sternhell de dénigrer ce qu'il n'a pas lu – en dehors de l'avant-propos et de la conclusion, selon une technique universitaire de lecture rapide bien connue – ou ce que ses assistants lui auront mal résumé. Nous en reparlerons des règles élémentaires de la recherche !

Un pavé dans la mare

En dépit de leurs critiques, la plupart des commentateurs de Sternhell lui ont reconnu deux mérites. L'un est d'avoir contribué à approfondir la connaissance du fascisme français, tant par ses recherches que par le stimulant apporté à d'autres. Il a provoqué, dit Milza, «le chambardement de nos certitudes». «Aussi discutables et parfois inacceptables que soient certaines des thèses qu'il développe, l'auteur de Ni droite ni gauche aura au moins réussi à faire admettre par la majorité des vingtiémistes français (...) qu'il a existé une variante hexagonale du fascisme et que celle-ci n'a été ni absolument marginale ni de pure facture étrangère.»³⁴ Avec son pavé dans la mare, le David de l'histoire contemporaine a donc à tout le moins obtenu du Goliath de la

«rue Saint-Guillaume», fief parisien des «vingtiémistes», une reconnaissance partielle de sa thèse.

Son second mérite me paraît plus discutable, mais n'en est pas moins largement attesté. Girardet, Aron, Winock, Bernstein, Julliard, Burrin, Milza, tous se sont plu à souligner la bonne facture de ses livres. Sa culture historique est impressionnante, son travail s'appuie «sur d'immenses lectures et des sources de première main» (Winock), son information est méticuleuse, ses livres ont les «qualités dites universitaires» (R. Aron). Il «met entre guillemets les textes qu'il cite, il lit les ouvrages qui figurent dans la bibliographie. Il n'éprouve aucune sympathie pour les idéologues français, mais il ne joue pas les Fouquier-Tinville».35 «Je ferai une exception, ajoutait toutefois Aron, il ne traite pas honnêtement le cas de Bertrand de Jouvenel.» Mais traite-t-il plus honnêtement les autres ? Girardet l'a contesté à propos de Barrès, Sand et Julliard de Sorel, Dodge et Pels d'Henri de Man, Comte de Mounier, Burrin de Déat. «A ce sujet, écrit Winock, les objections faites jadis à Zeev Sternhell par Raoul Girardet à propos de Barrès, je ne doute pas que d'autres les lui feront à propos de Sorel ou d'Henri de Man. Je n'insiste pas sur ce point mais ne tenons pas pour négligeable cet effet de grossissement optique du sujet par le travail et le talent mêmes de l'auteur.»36 Cela fait tant d'exceptions qu'on peut se demander ce qu'il reste au bout du compte de cette savante construction, si ce n'est un malaise assez général face au traitement sans nuances infligé à ces intellectuels et à leur présumée obsession commune de miner en sous-œuvre le régime démocratique et libéral. Comment concilier cela avec les

accessits volontiers accordés à un ouvrage de «qualité universitaire» ?

Ce n'est pourtant pas sur ce terrain-là, estime Winock, qu'il faut chercher querelle à Sternhell, car on perdrait son temps à lui objecter que le fascisme n'est pas là où il le dit, qu'il n'est pas le fait de tel ou tel protagoniste qui a ensuite protesté de son innocence, émotion inutile puisqu'il se propose précisément de démontrer que le fascisme français a d'abord été un «fascisme impensé» ou «inconscient». «Aussi je ne crois pas que ce soit ni par une querelle des sources ni par des souvenirs d'anciens combattants qu'on peut entamer l'argumentation de l'auteur. C'est sur un autre plan qu'il me paraît nécessaire d'engager le débat : celui tout à la fois de la méthode et de l'interprétation.»³⁷

La méthode sternhellienne

C'est donc sur la méthode et l'interprétation de Sternhell que se sont polarisées la plupart des critiques. «En fait, écrit Winock, l'objection la plus nette qu'on peut faire au livre de Sternhell tient au genre historiographique dont il relève: une pure histoire des idées, censée suivre son mouvement propre et conséquent, hors de portée de l'évolution générale et sans relation directe avec les événements», une «histoire idéaliste aussi impuissante que le matérialisme marxiste à rendre raison du phénomène fasciste, (...) un système d'idées qui vivrait de sa vie propre et suivrait mécaniquement son destin déductif.»³⁸

Soyons précis. Ce n'est pas, à mon sens, le genre historiographique qui doit être mis en cause, mais la conception particulière qu'en a Sternhell. L'histoire des idées politiques en tant que telle ne diffère ni par son objet ni par ses

méthodes de l'histoire générale et de ses autres spécialités. Plus encore que l'histoire des œuvres politiques ou l'histoire des doctrines politiques qui en font partie, une histoire des idées politiques «pure», coupée de l'histoire, n'est plus une histoire; ce n'est plus qu'un système réduit à sa propre logique.

C'est aussi ce que dit Milza : «*Curieuse façon d'aborder l'histoire par le biais d'un idéalisme philosophique qui incline l'auteur de Ni droite ni gauche à faire peu de cas d'un environnement factuel au demeurant décisif : la guerre, la révolution d'Octobre, la crise, etc. (...) Le recours à l'histoire sélective des idées ne suffit pas à rendre compte de la réalité politique d'une époque, surtout lorsqu'il s'agit d'une époque de crise.*»³⁹ Aron concluait de même : «*Pour expliquer pleinement cette période idéologique, il aurait fallu analyser le milieu, les événements, les partis, la crise morale. L'histoire des idées à l'état pur, en dehors de l'histoire des sociétés, est légitime, mais elle laisse bien des questions sans réponse.*»⁴⁰

On a parlé à ce sujet de démarche idéaliste, phénoménologique, transcendantale, structuraliste, télologique, platonicienne, a posteriori, de lecture en va-et-vient, de jeu verbal, de logique des mots, de catalogue fourre-tout et j'en passe. Inutile approfondir chacun de ces reproches. Ils désignent tous à peu près la même chose, à savoir que Sternhell relie entre eux des éléments idéologiques hétéroclites par une définition du fascisme qui n'est pas plus une définition que son histoire de l'idéologie fasciste n'est une histoire.

Considérant qu'il n'existe pas de définition acceptable et universelle du fascisme, il préfère les ignorer toutes⁴¹ pour ne retenir que l'aspect

négateur et récepteur de tous les refus de la pensée dominante, un peu comme si l'on définissait le socialisme ou le communisme par la seule négation du capitalisme. Il aboutit ainsi à une opposition schématique entre deux agrégats, l'un à connotation positive formé des valeurs rationnelles issues des Lumières, l'autre à connotation négative réunissant les valeurs antithétiques qui, sapant les premières dans leur substance, constituent le processus par excellence de la fascisation. Tantôt c'est l'opposition du rationalisme et de l'antirationalisme qui en est le moteur, tantôt celle du matérialisme et de l'antimatérialisme, ou tout autre couple de ces «notions terribles» propices aux généralisations, amalgames et ambiguïtés de toutes sortes : déterminisme *versus* volontarisme, matérialisme *versus* spiritualisme, libéralisme *versus* corporatisme, lutte de classe *versus* socialisme national, démocratie *versus* autoritarisme et ainsi de suite.

Fascisme et révision du marxisme

Tous ces concepts – que ce partisan des définitions infiniment élastiques et à géométrie variable se garde bien de définir – sont traités comme étant équivalents et interchangeables pour peu qu'ils soient dotés du même signe idéologique et, à l'inverse, rigoureusement incompatibles et antagoniques avec ceux du signe opposé, ce qui comporte un degré de généralisation, d'abstraction et d'indifférenciation inacceptable pour les historiens. Mais c'est grâce à cela justement que la méthode fonctionne.

Il faut qu'il y ait un antagonisme absolu entre les deux agrégats, de même qu'entre les éléments de chaque couple antithétique. La négation de l'un d'entre eux vaut ainsi négation

de tous les autres du même signe. La négation du rationalisme, du matérialisme etc. vaut négation du marxisme, de la démocratie etc., ou vice versa. Sternhell sait naturellement fort bien que la réalité est plus complexe et singulière. Mais cette complexité et cette singularité propres au fait historique ne comptent pas à ses yeux puisqu'il s'agit pour lui de dégager le ressort ultime des choses, l'antagonisme suprême entre les valeurs types de chaque agrégat, qui se résument toutes en définitive dans le marxisme pour les unes, et le fascisme pour les autres.

Jamais, par exemple, Sternhell ne s'interroge sur la validité de l'équivalence qu'il présuppose tacitement entre les «valeurs bourgeoises» et le marxisme. Celui-ci est certes un «rationalisme», un «matérialisme» et un «positivisme», mais il n'en aspirait pas moins, à l'origine, à une subversion totale de l'idéologie bourgeoise et de l'ordre établi. Ce fut précisément le mérite historique d'Henri de Man d'avoir montré que le mouvement socialiste, en confondant l'idée de révolution sociale avec l'idée de catastrophe économique, aboutissait de fait à une intégration dans la société bourgeoise et non à une rupture qui supposait un renversement éthique de la hiérarchie des valeurs sur laquelle repose la puissance du capitalisme.

Dans les années 1960, Althusser fut l'un des derniers à tenter de restaurer la pureté théorique du marxisme au prix d'un nouveau renversement dialectique, en faveur cette fois d'une philosophie ou pratique théorique qui seule, à son sens, permettait de structurer la connaissance du réel. A l'opposé, Foucault soutint dans *Les Mots et les choses* que le marxisme n'avait introduit aucune coupure réelle dans le savoir occidental. «*Le marxisme est*

dans la pensée du XIXe siècle comme poisson dans l'eau, c'est-à-dire que partout ailleurs il cesse de respirer.» (Cité par R. Aron, *Marxismes imaginaires*, Paris, 1970, p. 341). Par son constat d'équivalence, Sternhell semble au fond s'accommoder de cet échec dont il rejette la responsabilité sur les valeurs antithétiques des Lumières et du marxisme. Il y a là une grosse ambiguïté qui aurait requis une explication, si le flou qui en résulte n'était pas précisément nécessaire à sa conclusion. C'est en effet à cette seule condition que Sternhell peut, en première comme en dernière analyse, prendre pour point central de sa démonstration l'équation «révision du marxisme = dérive vers le fascisme». Là est pour lui le fin mot de l'affaire : «*C'est toujours la révision du marxisme qui constitue la dimension idéologique la plus significative du fascisme.*»⁴² Et il ajoute cette phrase assez surprenante chez un historien : «*D'ailleurs, à beaucoup d'égards, on pourrait écrire l'histoire du fascisme comme celle d'une incessante tentative de révision du marxisme, d'un effort permanent vers un néo-socialisme.*» On pourrait ? Mais c'est fait ! Et le résultat n'est rien d'autre que *Ni droite ni gauche*.

Fort de ce postulat initial qui lui sert en même temps de leitmotiv, sa démarche consiste dès lors à traquer d'une pensée à l'autre tout indice d'une négation ou simplement d'une révision du marxisme. Sous des formes qui varient sans cesse en fonction des auteurs «analysés» et des époques considérées, c'est toujours le même raisonnement circulaire et tautologique que l'on retrouve telle une obsession : le révisionnisme est la négation relative du marxisme, le fascisme sa négation absolue; et si tout révisionnisme ne conduit pas nécessairement

au fascisme, il le favorise, lui ouvre la voie et finalement, lorsque toutes les conditions de la fusion sont réunies, il en participe pleinement. Certes, Sternhell sait mettre à l'occasion de l'eau dans le vin de ses formules les plus pointues. Toute révision du marxisme, lui objecte-t-on, ne conduit pas toujours au fascisme; et il faut bien admettre que certaines formes caricaturales et sclérosées du marxisme avaient besoin d'être élaguées. Comment concilier alors la rigueur de la formule et la complexité du réel ? C'est simple. Il suffit de resserrer un peu le critère de la révision du marxisme comme vecteur de fascisation en le combinant avec d'autres valeurs équivalentes et interchangeables de l'agrégat, par exemple l'antimatérialisme ou l'antirationalisme. C'est alors la «révision antimatérialiste» ou la «révision antirationaliste» du marxisme qui devient l'élément significatif, tandis que le révisionnisme de l'espèce «matérialiste» ou «rationaliste» change simultanément de signe et de sens. *«Le trait d'union véritable entre la pensée de Georges Sorel et celle d'Henri de Man, écrit Sternhell, est cette forme de révisionnisme qui consiste à vider le marxisme de son contenu matérialiste, déterministe et hédoniste, et à le remplacer par diverses formes de volontarisme et de vitalisme.»*⁴³ Mais cette concession, loin de rendre le critère plus précis, ne fait que l'élargir aux autres valeurs équivalentes et interchangeables du modèle, en l'espèce le volontarisme et le vitalisme. Les indéterminations ont des effets cumulatifs. Au total, toute critique des Lumières devient une contribution au processus de fascisation.

Et quand cela ne suffit plus, quand il faut convenir que tous ceux qui ont défendu de telles formes de pensée ne sont pas devenus

fascistes pour autant, loin s'en faut, il reste le recours à la réversibilité du raisonnement. «*Tout antimatérialisme n'est pas fascisme*, concède Sternhell, *mais le fascisme constitue une variété d'antimatérialisme et canalise tous les courants essentiels de l'antimatérialisme du XX^e siècle.*»⁴⁴ En d'autres termes, si tout antimatérialisme ne conduit pas au fascisme, le fascisme en est une variété qui canalise à son profit toutes les autres pour peu qu'elles soient «essentielles». Et voilà pourquoi votre fille est muette.

D'où ce jeu verbal, cette logique de mots, cette lecture en va-et-vient qu'on lui reproche. De fait, jamais Sternhell n'analyse une pensée en elle-même, dans sa genèse, son évolution, son contexte historique, en un mot sa substance, avant de l'intégrer le cas échéant à l'une ou l'autre de ses catégories. Il en choisit à sa guise les éléments présumés significatifs qu'il rapporte d'autorité, moyennant force chassés-croisés, comparaisons superficielles et amalgames, à son postulat initial qui se retrouve invariablement dans ses conclusions : *«Le marxisme est un système d'idées encore bien enraciné dans la philosophie mécaniste du XVIII^e siècle. Le révisionnisme sorélien, lui, remplace les fondements rationalistes, hégéliens, du marxisme par la nouvelle vision de la nature humaine que prêche Le Bon, par l'anticartésianisme de Bergson, par la révolte de Nietzsche, par les dernières découvertes de la sociologie politique de Pareto et de Michels. Ce qui fait que quelques années plus tard, au moment où le prolétariat aura déçu ses espoirs, il ne restera plus à Sorel qu'à abandonner le cadre conceptuel du marxisme et à remplacer la notion de prolétariat par celle de nation. Ce processus sera achevé avant la guerre et sans*

aucun rapport avec elle. Tout comme cela sera le cas, dans l'entre-deux-guerres, pour De Man et pour Déat.»⁴⁵

Synthèse impressionnante, peut-être, mais synthèse de quoi ? On cherche en vain ce qui devrait la préparer, une analyse critique et historique du marxisme mécaniste, du révisionnisme sorélien, de ses inspirateurs, des notions de prolétariat et de nation, bref de tous les éléments de la dérive vers le fascisme. Seule elle pourrait autoriser Sternhell à opposer ensuite marxisme mécaniste et sorélisme, mais peut-être aussi à se demander si le premier n'était pas davantage un abandon du «cadre conceptuel» du marxisme que ne l'était le second. Ou à opposer prolétariat et nation, mais peut-être aussi à constater que, comme syndicaliste révolutionnaire, Sorel n'a jamais sacrifié le prolétariat sur l'autel de la nation. Ou encore à relever ses variations idéologiques, mais peut-être aussi à reconnaître en lui un authentique pionnier du marxisme en France et un penseur fécond dont il est trop facile de se débarrasser en le taxant de fascisme. La multiplication des exemples de cette nature, jointe à la répétition de slogans,⁴⁶ fait illusion à première vue à cause de l'érudition déployée et du style alerte de l'essai. Mais elle n'établit finalement que l'identité parfaite entre la «non-définition» et la «non-histoire» de cette idéologie fasciste.

Fascisme inconscient et fascisme imaginaire

L'une des caractéristiques de la thèse de Sternhell est la dimension inconsciente de son idéologie contestataire. Il n'attache que peu d'importance à ceux qui s'en sont expressément réclamés. «*L'idéologie fasciste constitue, en France, un phénomène de loin plus diffus que*

le cadre restreint et finalement peu important des adhérents aux groupuscules qui s'affublent de ce titre».⁴⁷ A l'en croire, le processus de fascisation est d'autant plus pervers qu'il avance masqué et inconscient de sa propre nature. Il importe donc que l'historien ne se laisse pas abuser et soit capable, par une lecture au deuxième degré, de comprendre le sens profond et inavoué des choses.

Malgré les réticences de l'histoire positive à l'égard de nouvelles techniques d'interprétation – qui tiennent à ses rapports difficiles avec la philosophie au sens large – il n'était certes pas interdit à Sternhell de rompre une lance en faveur d'une histoire plus spéculative par une relecture de l'idéologie fasciste, comme un Althusser a tenté de le faire pour *Le Capital* de Marx en se proposant de découvrir sous «*l'opacité de l'immédiat*» «*un tout autre discours, le discours de l'inconscient*».⁴⁸ Mais une telle tentative, pour peu qu'elle veuille conserver un lien avec sa discipline d'origine, est vouée à l'échec si, par un parti pris idéologique, l'esprit de système se substitue à l'esprit critique pour faire dire aux documents plus ou autre chose que ce qu'ils disent.

Il est à vrai dire assez paradoxal que Sternhell insiste tant sur le «discours de l'inconscient» dans l'idéologie fasciste, lui qui en dénonce avec véhémence l'effet pervers et destructeur sur ses valeurs de référence. «*Vous affirmez, lui disait E. Todd, que les nouvelles sciences sociales font le lit du fascisme. C'est un peu bizarre quand même.*» «*Pas du tout, tranche-t-il avec autorité. Même si Durkheim et Freud sont personnellement des bourgeois libéraux, leurs théories sapent la confiance en elle-même de la démocratie. La psychologie sociale de l'époque insiste sur l'irrationnel dans l'homme,*

sur le rôle des mobiles inconscients et des instincts. Elle détruit le modèle de l'individu conscient et rationnel construit par la philosophie du dix-huitième siècle et sur lequel reposait explicitement l'idéal libéral et démocratique. La sociologie politique et la politologie, qui sont alors à leurs débuts, découvrent les mécanismes réels de la vie politique qui n'ont que peu de chose à voir avec l'idéal du «peuple souverain».»⁴⁹

En d'autres termes, Durkheim, Freud et autres représentants des sciences sociales nouvelles étaient généralement de bons bourgeois libéraux, héritiers légitimes des Lumières, juste un tantinet schizophrènes puisqu'ils ne se rendaient pas compte que leurs théories, en mettant l'accent sur l'inconscient, l'irrationnel, les instincts, détruisaient le modèle de l'homme conscient et rationnel, faisant ainsi le lit du fascisme ! Mais lorsque Sternhell met à son tour l'accent sur le fascisme inconscient des intellectuels et prétend le débusquer derrière leurs faux-semblants, alors, du coup, la méthode subversive devient gage de vérité. En somme, de même qu'il y a un bon et un mauvais révisionnisme, il y a une bonne et une mauvaise utilisation de l'inconscient, un bon et un mauvais irrationnel, une bonne et une mauvaise psychologie sociale.

«Gauche nouvelle et droite nouvelle, en symbiose, forgent cette idéologie contestataire, séduisante, brillante, que le chercheur définit comme une idéologie fasciste même si ses adeptes ne porteront jamais la chemise brune. C'est ce qui permet à un grand nombre d'intellectuels d'être fascistes sans le savoir.»⁵⁰ En fait, c'est Sternhell lui-même qui pose cette symbiose comme réalisée, qui forge son idéologie contestataire, qui la veut

séduisante et brillante, quoique souvent inconsciente, pour les besoins de sa démonstration – non évidemment par sympathie – et qui, finalement, la réduit à sa propre définition du fascisme.

Mais voici que, ultime contradiction, il ne se contente plus de cet obscur complot contre la Raison, de cette *tabula rasa* plus ou moins (in)consciente, de ce dépotoir idéologique de tous les refus. Son «fascisme idéal» prend une authentique dimension intellectuelle. Il «possède un solide cadre conceptuel et entend fournir des réponses à des questions qui dépassent de loin celles qui se posent dans des conditions historiques bien déterminées. (...) Il constitue un système d'idées organisé pour diriger l'action politique, pour commander des choix concrets et pour façonner le monde. (...) En fin de compte, le fascisme (...) n'est pas seulement un «esprit» mais aussi une «doctrine politique». Il est également une éthique et une esthétique. En ce sens le fascisme constitue bien un système idéologique complet, enraciné dans une vision du monde totale, possédant sa propre philosophie de l'histoire et ses propres impératifs pour l'action politique immédiate.»⁵¹

Winock se demande à bon droit si Sternhell «n'a pas mis trop de cohérence sur beaucoup de confusion» car «cette «solidité» du cadre conceptuel est bien ce qui laisse le plus à désirer dans le cas du fascisme, même quand celui-ci se trouve canalisé dans un courant unifié comme en Italie. Autant le racisme nazi et le marxisme soviétique sont repérables à leur vulgate idéologique, autant le fascisme a cultivé et entretenu le flou.»⁵² Le fascisme français, observe pour sa part Milza, apparaît surtout comme la rationalisation a posteriori d'une idéologie qui fait figure de véritable

*«auberge espagnole où chacun, dès lors qu'il se range parmi les adversaires radicaux de la démocratie libérale et du marxisme, peut trouver de quoi nourrir ses propres fantasmes».*⁵³

Parti à la découverte du fascisme, Sternhell aboutit ainsi à une nébuleuse, comme il aime à dire, qui transcende la réalité historique et politique, et se substitue à l'objet réel de son investigation. Belle ambition que d'avoir voulu rechercher la quintessence de l'idéologie fasciste. Le résultat n'est hélas qu'une idéologie largement imaginaire qui donnerait presque envie de dire si la question ne nous heurtait pas par son incongruité : Le fascisme, ce n'était donc que cela ?

Type idéal et histoire

On peut toutefois se demander à ce stade de la discussion si elle ne repose pas en grande partie sur un malentendu. Les historiens ont décelé les insuffisances de cette histoire qui n'en est pas une et dont les schémas explicatifs relèvent de la philosophie ou de la théorie politique. Mais, après tout, Sternhell n'a pas prétendu écrire une histoire de l'idéologie fasciste. Aucun de ses ouvrages ne porte ce titre. Ce sont des essais sur le fascisme idéal, sa philosophie ultime, ce qui est différent. Ils traitent d'une aspiration, non d'une réalité. Il n'existe pas pour le fascisme, constate-t-il, de modèle tel que le marxisme pour le socialisme ou le communisme. «*C'est au chercheur qu'il revient de dégager le dénominateur commun, le «minimum» fasciste, dont participent non seulement les différents mouvements et idéologies politiques qui se réclament du fascisme mais aussi ceux qui déclinent l'épithète mais appartiennent néanmoins à la famille.*»⁵⁴ S'il

est donc vrai que Sternhell ne joue pas les justiciers, c'est uniquement parce que son «fascisme français» est un modèle, un type idéal, qu'il ne sent pas l'huile de ricin, la sueur et le sang, et que, faute de s'imposer aux masses et de prendre le pouvoir, il opère par la magie du verbe et de l'idée. Mais ne nous y trompons pas. Dans sa démarche, les cols blancs du fascisme sont bel et bien complices des chemises bleues, vertes ou brunes des «mouvements de masse d'une force destructrice peu commune».⁵⁵ «Complices» est d'ailleurs peu dire. Ils sont les vrais instigateurs du fascisme réel, coupables de lui avoir frayé la voie en sapant la «légitimité morale de toute une civilisation». Quand bien même ils ont été privés finalement de leur victoire par plus habiles ou plus résolus qu'eux, ce sont eux qui l'ont conçu et rendu possible en minant les défenses naturelles du corps social.

Chez Sternhell le type idéal finit donc quand même par rejoindre l'histoire et, plus grave, par se substituer à elle, puisqu'elle est réduite dans cette perspective à un projet intellectuel, à une vision philosophique unilatérale qui n'en retient que ce qui l'arrange. D'où le malaise des historiens, comme chaque fois qu'ils sont confrontés à une théorie passe-partout. C'est un dialogue qui, observait Marrou, «*se prolonge à l'infini et non sans aigreur. Il y a bien là une divergence irréductible: depuis le moment où, avec la «philosophie des lumières», au XVIII^e siècle, les philosophes se sont substitués aux théologiens comme éléments directeurs au sein de la culture occidentale, une tension polémique s'est toujours manifestée entre la philosophie de l'histoire, héritière, là même où elle se posait en adversaire, de l'ancienne théologie chrétienne, et l'histoire*

des historiens, l'histoire positive appuyée sur les recherches de l'érudition et de la critique.»⁵⁶

On comprend alors mieux pourquoi les historiens critiques de Sternhell font une distinction entre le travail d'érudition du chercheur, de bonne facture académique, et son interprétation. Le premier a pu «chambarder leurs certitudes» sans que la seconde emporte leur conviction. Ils ne peuvent se résigner à ce que «*l'histoire, avec ses faits têtus et sa chronologie incontournable ne [soit] sollicitée ici que pour les besoins de la démonstration.*»⁵⁷ «*Il n'est pas étonnant alors, écrit Burrin, que les historiens fassent preuve de beaucoup de scepticisme envers le concept de «fascisme générique» et préfèrent délaisser l'explicitation conceptuelle de leur sujet pour le traiter dans son irréductible singularité*», c'est-à-dire dans sa perspective historique. Peut-être parce qu'il est à la fois politologue et historien, Burrin ne voit cependant pas quant à lui de contradiction inéluctable entre théorie et histoire. «*Il y a pourtant place pour l'utilisation raisonnée d'une approche conceptuelle comme guide heuristique à la recherche historique*», comme celle du type idéal de Max Weber.⁵⁸

Mais attention : le type idéal weberien est un instrument de la recherche et de l'exposé historique, un moyen de rendre intelligible une réalité confuse. Il ne devrait jamais être une fin en soi. Sa démarche n'a pas pour but, par exemple, de définir un fascisme générique et abstrait représentatif de tous les fascismes réels. C'est une sélection de traits caractéristiques visant à rendre compte de la particularité des phénomènes. Bien qu'il y ait toujours quelque chose de réducteur dans le type idéal, on l'accepte parce qu'il concourt à l'investigation

historique et préserve la liberté d'interprétation de l'historien. Mais théorie ne vient au secours de l'histoire qu'à condition de ne pas se confondre avec elle. Car le danger serait alors tantôt que le type idéal devienne le «lit de Procuste» dans lequel on introduit de force l'histoire, tantôt qu'on le substitue à son objet réel.⁵⁹

Or c'est précisément ce qui est arrivé à Sternhell. Dès lors, de deux choses l'une, ou bien il est légitime de juger son type idéal selon les standards de la méthode historique, ou bien il leur échappe et devient une fin en soi, en tombant dans les travers dénoncés par Max Weber. D'une manière comme de l'autre, ce qui fait défaut chez Sternhell, «*c'est une explication qui rende compte historiquement des itinéraires singuliers et fournit en même temps un cadre de compréhension du passage de la gauche au fascisme*». Pour cela il serait nécessaire de «*recourir à une analyse qui soit à la fois politique et idéologique, en même temps que de faire appel à l'histoire des mentalités, à l'histoire des représentations et des aspirations, des climats culturels et des sensibilités collectives d'une époque*».⁶⁰

Retour du dogmatisme

Il faudrait au demeurant avoir la mémoire courte pour ne pas remarquer que la thèse de Sternhell s'inscrit dans le droit fil du discours des années trente, lorsque collectivistes et libéraux sur le plan économique, marxistes et fascistes sur le plan politique se livraient sans compromis à des tirs croisés contre les solutions intermédiaires, les états mixtes, espérant chacun de leur côté triompher sans partage. Tout système intermédiaire était par nature instable et inopérant, inéluctablement poussé

à dériver vers l'extrême où il inclinait.

Un économiste libéral comme M. A. Heilperin (on pourrait citer tout aussi bien von Mises, Hayek ou d'autres) ne reconnaissait de cohérence intellectuelle qu'au libéralisme pur ou au collectivisme pur : «*La cohérence intellectuelle – et la stabilité pratique – peut seulement s'accomplir soit dans un système économique libéral, dans lequel l'Etat ne tente pas d'être l'architecte du système économique, soit dans un système collectiviste, dans lequel l'Etat est tout à la fois l'architecte, l'administrateur et le juge.*»⁶¹ Ce type de raisonnement binaire, construit sur le principe du tiers exclu, apparaît chaque fois qu'un courant de pensée cherche à s'imposer comme seule opinion correcte. A la limite il ne subsiste que deux catégories d'hommes, de penseurs, de régimes politiques pour aborder la «lutte finale», l'élimination de l'une par l'autre. Tout ce qui est en dehors de l'orthodoxie est par définition hérésie. Il n'y a pas de milieu, pas d'alternative.

Le réservoir des idéologies étant limité, on constate sans surprise aujourd'hui que, pour les chantres du libéralisme et de la mondialisation débarrassés de la hantise du communisme, il n'y a toujours pas d'alternative. Aux Etats-Unis, désormais détenteurs du monopole idéologique, on a même trouvé le moyen d'économiser beaucoup d'encre et de salive en résumant l'idée dans l'acronyme TINA: «*There is no alternative*». ⁶² Bien entendu, ce n'est là qu'un discours de théoricien, de doctrinaire ou de propagandiste, qui peut s'accommoder à l'occasion d'une pratique plus réaliste, parce que le dilemme entre «liberté spontanée» et «liberté organisée» reste obstinément insoluble hors de l'imperfection et de l'instabilité des

systèmes intermédiaires. Mais cela n'affecte guère les positions de principe qui sont de l'ordre de la croyance, non de l'opinion.⁶³ «*Tandis qu'une opinion peut accepter la divergence d'autres opinions, la croyance s'adosse à une vérité dont il serait absurde d'admettre qu'elle s'accommode de son contraire. La croyance peut être tolérante, mais ce qu'elle tolère ce n'est pas une autre vérité, c'est l'erreur de ceux qu'elle ne rallie point elle-même.*»

Telle était aussi la thèse du marxisme orthodoxe de l'entre-deux-guerres, plus spécialement du communisme international qui, de 1928 à 1935, répéta la formule lancée par Staline en 1924 : «*Social-démocratie et fascisme sont frères jumeaux*»,⁶⁴ dont on sait les conséquences dramatiques qu'elle eut en Allemagne. Jusqu'à la chute de la République de Weimar, le Parti communiste appliqua le mot d'ordre du Komintern : «*On ne peut lutter contre le fascisme qu'en menant une lutte à mort contre la social-démocratie*». ⁶⁵ En 1934, l'économiste soviétique Eugène Varga fut appelé à la rescoufle par les communistes belges pour éclairer les ouvriers sur la véritable signification du Plan du Travail adopté par les socialistes. Dans une section intitulée sans ambages «le Plan de Man fraye la voie au fascisme», il écrivait : «*Le Plan prétend renforcer les bases de la démocratie. En réalité, la réforme politique qu'il préconise, la transmission des fonctions les plus importantes du parlement aux «commissariats» bureaucratiques et le renforcement de tout l'appareil bureaucratique, sont conçus entièrement dans l'esprit du fascisme le plus classique.*»⁶⁶ Certes, par la suite, les communistes nuancèrent leur position, non pas qu'ils eussent vraiment

reconnu l'erreur tactique commise en assimilant social-démocratie et social-fascisme, mais en vertu d'un opportun changement de stratégie – trop tard malheureusement pour le combat décisif qui avait d'ores et déjà été perdu en Allemagne.

Un demi-siècle plus tard, Sternhell leur fait écho avec un surprenant mimétisme : «*Intrinsèquement, il n'y a aucune raison qu'il [le planisme] aboutisse au fascisme. [...] Mais, dans les années trente, alors qu'il se présente comme une alternative à la fois au socialisme démocratique et au libéralisme, tout en intégrant le corporatisme et l'autoritarisme politique, le planisme contribue à nourrir la mentalité fasciste.*»⁶⁷ Je ne veux pas dire par là que Sternhell serait un cryptocommuniste bloqué au stade de la théorie des frères jumeaux. Ma comparaison s'arrête à l'analogie de son raisonnement avec ceux des libéraux et des marxistes purs et durs de l'époque qui se rejoignaient sur l'incohérence théorique et l'impossibilité pratique d'un état intermédiaire entre leurs logiques, à quoi s'ajoutaient pour les seconds le carcan de l'organisation. Du moins ceux-ci avaient-ils pour excuse d'être les acteurs d'une histoire avec ses pesanteurs politiques et stratégiques, alors que Sternhell, à l'en croire, n'obéit qu'à des règles scientifiques.

Henri de Man, âme du complot antimarxiste
Parmi les protagonistes les plus représentatifs du fascisme imaginaire de Sternhell, Henri de Man figure en bonne place, la première pour ce qui concerne la génération de l'entre-deux-guerres. L'auteur d'*Au delà du marxisme* est présenté comme le chaînon indispensable entre le premier révisionnisme gauchiste du mar-

xisme, la filière sorélienne, et le révisionnisme technocratique, «managériel», planiste, néosocialiste, des années trente, «en tous points déjà fasciste», dont il est le véritable idéologue.⁶⁸

Pour donner un semblant de cohérence à sa vaste nébuleuse intellectuelle, antithèse de l'ordre établi, Sternhell devait lui prêter une conception du monde nouvelle, totalisante et subversive, quelque chose de l'envergure du marxisme. Tel est le rôle dévolu à Henri de Man dans *Ni droite ni gauche*. A l'inverse de ses prédecesseurs marxistes, qui tous étaient enclins à minimiser sa révision du marxisme, Sternhell aurait plutôt tendance à la magnifier, à s'extasier devant elle, à la trouver «séduisante» et «brillante», bref à lui assigner une place de choix au cœur de la révision «organique» appelée à subvertir la pensée rationaliste et matérialiste. Cette promotion – «cet effet de grossissement optique du sujet par le travail et le talent mêmes de l'auteur»⁶⁹ – n'a cependant pas pour but de nous éclairer sur la portée d'une telle révolution dans la pensée occidentale. Elle vise seulement à donner plus de poids et de crédibilité à l'alternative, «en tous points fasciste», que de Man aurait opposée à la vision marxiste de l'histoire.

Une telle étude n'était pas a priori dénuée de pertinence. La pensée d'Henri de Man s'est forgée à une époque de bouleversements et d'innovations qui ont fortement remis en cause, dans tous les domaines, le positivisme et le scientisme du siècle précédent. L'histoire du fascisme en fait lui aussi partie. Il n'est donc pas inconvenant d'examiner dans quelle mesure la pensée de de Man (ou celle de Sorel, Déat, etc.) a subi l'attraction du fascisme, de même qu'elle a participé de toute l'évolution

remplirait forcément les conditions d'un «fascisme idéal» puisqu'elle sert à le définir, alors que la question est tout entière dans la propre structure idéologique de Sternhell. Je ne dis donc pas qu'il n'a pas le droit de la poser comme il le fait; je dis seulement que sa méthode est le contraire d'une méthode historique, l'image de ce qu'il dénonce lui-même chez les autres comme un pamphlet et un défi aux règles élémentaires de la recherche.

C'est ce que je voudrais maintenant illustrer au moyen d'un exemple particulièrement frappant de la manière dont Sternhell procède en transgressant constamment les limites pourtant très larges de la liberté d'appréciation de l'historien. Tel est l'objet de la dernière section.

3. Mussolini et de Man

Remarques préliminaires

Le 21 juillet 1930 Mussolini écrit à de Man au sujet de son livre *Au delà du marxisme*. De Man lui répond le 23 août.⁷⁴ A cela se borne, autant que je le sache, leur correspondance. On peut se demander si ces lettres, certes intéressantes mais mineures en regard de textes fondamentaux, permettent d'apprécier les positions de leurs auteurs. L'exemple n'est-il pas trop étroit pour être significatif ? Je ferai à ce sujet trois remarques préliminaires.

1° Personne ne contestera qu'une lettre privée n'a pas l'importance d'un ouvrage de base. Sternhell rappelle lui-même cette règle de bon sens : «(...) *Aux yeux de l'historien des idées, une lettre privée, le compte rendu d'un livre, un article parmi d'autres ne peuvent en aucun cas remplacer l'ouvrage que l'auteur lui-même considère comme son oeuvre majeure.*»⁷⁵ Il n'y a cependant pas de hiérarchie immuable et une

lettre qui contredirait l'«oeuvre majeure» ne serait pas négligeable pour autant. Mais ce qui est en cause ici n'est pas la pensée d'Henri de Man ou celle de Mussolini; c'est uniquement le regard de l'historien sur des documents dont il importe peu, à cet égard, qu'ils soient mineurs ou majeurs.

2° En choisissant cet exemple, je ne fais que suivre Sternhell qui en tire un argument essentiel pour sa thèse, et cela non pas accessoirement dans le courant de sa démonstration, mais d'une part dans l'introduction de *Ni droite ni gauche*,⁷⁶ d'autre part dans le chapitre final de *Naissance de l'idéologie fasciste*⁷⁷, emplacements stratégiques par excellence. Cela vaut tout spécialement pour le second ouvrage qui, exception faite de rares références ponctuelles dans le corps du texte, n'évoque Henri de Man qu'en relation avec ces lettres et la convergence d'idées entre les deux hommes que, prétendument, elles signifient.

3° Au demeurant, si elles démontrent bien ce que Sternhell en déduit, à savoir que Mussolini a trouvé dans *Au delà du marxisme* une «*caution sans prix*» et une «*certaine forme de légitimité*» pour le fascisme, et que de Man ne les lui a pas marchandées dans sa réponse – si tel est bien leur sens, alors Sternhell aura eu raison de les mettre en évidence.

En avril 1929 *Au delà du marxisme* paraît chez Laterza à Biari sous le titre de *Il Superamento del marxismo*.⁷⁸ Cette édition fut le fruit d'une initiative personnelle d'Alessandro Schiavi qui, s'étant procuré la première édition en français sur le conseil de Vandervelde, décida de la traduire «*dans un but culturel et de divulgation des idées*».⁷⁹ Il s'ouvrit de son projet à Benedetto Croce, qui consacra au livre une

notice bibliographique dans sa revue *Critica*, le recommanda à son éditeur et, semble-t-il, suggéra le titre italien pour mieux rendre l'idée dialectique de «dépassement» et de «conservation» du marxisme.

L'intervention de Croce semble avoir été efficace puisque Laterza opta pour une édition intégrale en deux tomes, alors que Schiavi avait envisagé, et de Man accepté, d'en résumer certains chapitres. Sans Schiavi et Croce le livre n'aurait jamais paru en Italie. Ce fut d'ailleurs l'une des dernières éditions d'*Au delà du marxisme*, seules la danoise et la yiddisch étant postérieures. On ne saurait donc dire que l'Italie se soit jetée sur ce «*classique de la révision du marxisme*» censé avoir contribué «*puissamment à la cristallisation de l'idéologie fasciste*». C'est en été 1930, plus d'une année après sa parution, et non à sa sortie comme le dit Sternhell, que Mussolini lut le livre, tout au moins le premier tome, et écrivit à de Man. Voilà qui ne témoigne pas, là non plus, d'un empressement particulier, d'autant que le Duce, qui parlait fort bien le français, et même paraît-il l'allemand, n'aurait pas été obligé d'attendre la traduction italienne pour se faire une opinion. Outre qu'il avait à l'évidence d'autres chats à fouetter, la lecture d'*Au delà du marxisme* ne fut donc certainement pas pour lui une priorité, si ce n'est qu'il semble avoir été effectivement pressé d'écrire à de Man puisqu'il n'attendit pas d'avoir achevé sa lecture pour lui faire part de ses remarques.

C'est aux **annexes 1 à 3**, non aux publications antérieures, que renvoient les références entre crochets dans mon exposé. Les lignes des lettres sont numérotées à cet effet. Les références *M1* à *M43* renvoient à la lettre de Mussolini (annexe 1), les références *H1* à *H69* à celle

d'Henri de Man (annexe 2). Les commentaires de Sternhell figurent dans l'annexe 3, l'extrait de *Ni droite ni gauche* dans la colonne A, celui de *Naissance de l'idéologie fasciste* dans la colonne B. J'en ai subdivisé la matière en huit points [A1 à A8, B1 à B8]. Un condensé en *italiques* précède mes commentaires, eux-mêmes répartis pour cette raison en autant de points. Les lettres de Mussolini et de de Man sont examinées successivement (points 2° à 4° pour le premier, points 5 à 7° pour le second, les points 1° et 8° étant l'introduction et la conclusion de Sternhell qui n'appellent pas ici de commentaires complémentaires).

La lettre de Mussolini

1° De Man idéologue du révisionnisme antimatérialiste

[A1/B1]. *La révision du marxisme constitue la dimension idéologique la plus significative du fascisme. Dans l'entre-deux-guerres, lorsque paraît Au delà du marxisme, Henri de Man est incontestablement le véritable idéologue du révisionnisme antimatérialiste [A1], l'héritier le plus authentique du sorélisme franco-italien [B1], le plus brillant représentant de la nouvelle génération socialiste.*

Cette introduction prépare le point 2° sur le «profond intérêt» de Mussolini pour *Au delà du marxisme* et sa convergence idéologique avec de Man. Elle n'appelle pas de commentaires complémentaires particuliers.

2° Une critique pertinente et définitive

[A2/B2]. *Mussolini ne s'y trompe pas [B2] et exprime son profond intérêt pour l'ouvrage [A2/B2]. Il met tout de suite le doigt sur l'essentiel [B2] : cette critique du marxisme,*

bien plus pertinente que celle des réformistes [A2], est définitive et démolit ce qui lui restait de «scientifique» [A2/B2].

Mussolini dit effectivement que le livre l'a «fortement intéressé» [M4] – un compliment usuel et plutôt banal pour qui prend l'initiative d'écrire à un auteur. Admettons-le sincère et voyons pourquoi il l'a intéressé. La critique de de Man est bien plus «pertinente»⁸⁰ que celle des réformistes allemands ou italiens [M5-6] et elle est «définitive» parce qu'elle vient après les événements de 1914-1919 qui ont démolit ce qui restait de «scientifique» dans le marxisme (c'est Mussolini qui met les guillemets et souligne le mot) [M6-8].

Il lui reconnaît donc une qualité de pertinence, sans autre explication que la comparaison globale avec les réformistes allemands et italiens. Il est plus précis sur le caractère définitif de la critique et nous allons y revenir. Mais là s'arrête son «profond intérêt» pour *Au delà du marxisme*, sous réserve de l'«élimination de la distance psychologique» dont il sera question au point 3°. Contrairement à ce qu'affirme Sternhell, on ne peut inférer de cet intérêt un lien quelconque entre la critique de Man et le fascisme, moins encore un apport du type légitimité ou caution de l'une à l'autre.

La différence entre les deux versions de Sternhell est à cet égard très significative. Dans [A2], où l'appréciation du Duce est citée textuellement, il n'y a pas d'équivoque possible. Dans [B2], en revanche, Sternhell tronque la citation et n'en conserve que les derniers mots, ce qui en modifie entièrement le sens. Cela commence par du Sternhell : Mussolini «met tout de suite le doigt sur l'essentiel : cette critique a démolí...», et finit par du Mussolini : «...ce qui restait de

«scientifique» dans le marxisme», là où le Duce a écrit en réalité que la critique «est définitive aussi, parce qu'elle vient après les événements 1914-1919, qui ont démolit ce qui restait de «scientifique» dans le marxisme» [M6-8]. Ce n'est donc pas, selon Mussolini, la critique qui a démolit le marxisme, comme le lui fait dire Sternhell dans [B2] à rebours du bon sens, mais les événements de 1914-1919, dont la critique n'a fait en somme que tirer les conséquences. Cette erreur s'est produite lorsqu'il a fondu l'appréciation de Mussolini dans son propre commentaire. Probablement involontaire, elle n'en constitue pas moins un lapsus qui traduit bien la tendance au durcissement du jugement dans *Naissance de l'idéologie fasciste*. Non seulement Sternhell «persiste et signe», mais il s'est tellement pénétré de sa thèse sur la liquidation du marxisme qu'il finit par lire ce qu'il veut entendre.

Il ne s'agit pas là d'un détail négligeable. D'abord, pour commencer par le moins important, Mussolini relativise fortement l'aspect «définitif» de la critique : démolir et prendre acte de la démolition ne sont en effet pas une seule et même chose. La critique prend simplement acte d'un effet de la guerre. C'est pourquoi il dit à mon sens (voir note 80) qu'elle est bien plus «patente», plus évidente, et donc «définitive», et non pas plus «pertinente», plus juste que celle des réformistes. De Man partageait-il cet avis ? Oui dans le sens que, pour lui aussi, la guerre marquait une césure essentielle dans le mouvement socialiste, mais il n'a jamais pensé pour autant que sa critique fût définitive.

Ensuite, plus fondamentalement, tandis que Mussolini relativise la critique et en fait un «éloge tempéré», Sternhell la magnifie en

faisant dire au Duce dans [B2] qu'elle aurait démolí ce qui restait de scientifique dans le marxisme. Et comme cela ne lui suffit pas, il ajoute que Mussolini aurait ainsi mis «*tout de suite le doigt sur l'essentiel*». Certes, il ne commet pas la même erreur dans *Ni droite ni gauche*, mais seulement parce que la citation n'y est pas tronquée par son commentaire. Pour le reste, c'est bien la même idée qu'expriment les deux versions – l'«essentiel» selon Sternhell – où l'on reconnaît sans peine le postulat sur la révision du marxisme, dimension idéologique la plus significative du fascisme.

Enfin, la petite phrase de Mussolini a une portée tout à fait générale, non pas certes dans l'échange épistolaire lui-même dont ce n'est pas l'objet comme on va le voir, mais bien pour son interprétation. En effet, lorsqu'on veut établir un parallèle entre deux pensées, la moindre des choses est d'examiner loyalement dans quelle mesure elles coïncident ou s'écartent l'une de l'autre, dans quelle mesure aussi elles cadrent avec les faits. Il aurait donc fallu ne pas se contenter d'un rapprochement hasardeux entre des formules à l'emporte-pièce sur la liquidation du «marxisme scientifique», mais aborder la problématique même de la guerre mondiale et de ses répercussions sur le mouvement socialiste international. On comprendrait alors que la phrase de Mussolini sur la critique définitive, si elle met à juste titre l'accent sur la guerre, ne se confond pas avec les vues d'Henri de Man sur la question.

En résumé : L'«intérêt profond» de Mussolini pour Au delà du marxisme se limite à un compliment d'usage assez banal sur l'évidence de la critique et son caractère définitif, dont Sternhell fausse le sens dans [B2] par une citation tronquée.

3° L'incidente sur l'élimination de la distance psychologique

[A3/B3]. *Mussolini estime que le corporatisme fasciste élimine «cette distance psychologique dans laquelle, plus que dans l'antagonisme des intérêts économiques, vous [de Man] voyez justement le germe de la lutte des classes».*

Ce second exemple du «profond intérêt» de Mussolini pour la critique d'Henri de Man est le seul passage de sa lettre où est esquissé un parallèle entre révisionnisme et fascisme. Cette fois-ci, la citation [M33-36] est textuellement correcte dans les deux versions. Mais c'est l'esprit qui est trahi.

Certes, Mussolini relève l'accent mis par de Man sur les aspects psychologiques du socialisme. Remarquons toutefois qu'il s'exprime prudemment : «[...] éliminant cette distance psychologique dans laquelle, plus que dans l'antithèse des intérêts économiques vous voyez justement le germe de la lutte des classes» [M33-36]. Le «*plus que*» relativise l'antagonisme économique, il ne le nie pas. Je ne sais si c'est dû à un hasard de la plume ou à un réel souci de précision, toujours est-il que Mussolini ne confond pas l'élimination de la distance psychologique, synonyme d'abandon de la lutte des classes, par le corporatisme fasciste, et l'analyse des mobiles du socialisme chez de Man qui, précisément parce qu'elle procède d'aspects éthiques et psychologiques, exclut son accomplissement tant par un déterminisme économique ou social comme dans le marxisme que par des décisions d'autorité comme dans le fascisme.

Sternhell, lui, ne s'embarrasse pas de la nuance. Isolant l'incidente de son contexte critique, il la transforme en une marque de convergence idéologique et de justification réciproque. Or,

elle fait partie d'une très longue phrase principale [M24-41] traitée au point 4° ci-après, que Sternhell se garde bien de mentionner ou de résumer parce que Mussolini, invoquant les acquis de la révolution fasciste, reproche à de Man d'exécuter celle-ci comme un retour au moyen âge.

Un compliment mal interprété et faussé par une citation tronquée (point 2°), une prétendue convergence de vues sur l'élimination de la «distance psychologique» et de la lutte des classes obtenue en isolant une incidente de son contexte (point 3°), voilà au demeurant tout ce que Sternhell retient de la lettre de Mussolini, soit approximativement un cinquième du texte et sa partie accessoire. Le reste, qui est le principal et le véritable objet de la lettre, est tout simplement escamoté et passé sous silence, dans les deux versions, parce que c'est à la fois une critique et une rectification d'*Au delà du marxisme*. Cette manipulation permet à Sternhell de faire d'une lettre de protestation une lettre d'approbation profonde.

En résumé : L'opinion de Mussolini sur l'élimination de la distance psychologique entre les classes est exprimée incidemment dans une phrase principale qui reproche à de Man d'ignorer les aspects positifs du fascisme. En sortant l'incidente de son contexte, Sternhell transforme une lettre critique en lettre d'approbation et de convergence idéologique.

4° Une incise assassine

[A4/B4]. *Mussolini a «parfaitement compris la nature et la profondeur du révisionnisme d'Henri de Man» [A4], «la nature et l'importance de cette nouvelle vague révisionniste» [B4]. Il sait que l'oeuvre apporte au fascisme une «certaine forme de légitimité» [A4], une «caution qui n'a pas de prix» [B4].* Nous avons vu aux points 2° et 3° de quelle manière Sternhell fausse le sens de la lettre de Mussolini, d'une part au moyen d'une citation tronquée dans [B2], d'autre part en montant en épingle une incidente mal interprétée et isolée de son contexte critique. C'est par cette double falsification qu'il tente de donner corps à son postulat central, à savoir que révisionnisme et fascisme sont tout un. On pourrait se contenter après cela de tirer l'échelle s'il ne s'agissait que d'apprécier le procédé, mais ce qu'il cache est encore plus intéressant que ce qu'il montre. Poursuivons donc l'analyse là où Sternhell l'interrompt tout à sa guise.

Je ne reviens pas ici sur la «parfaite compréhension» que Mussolini aurait eue du révisionnisme demanien, ce qui, on l'a vu, ne ressort ni de sa lettre, ni de ce que l'on sait plus généralement du personnage. Dans l'optique même de Sternhell la question est d'ailleurs secondaire. Parfaite ou non, la compréhension du Duce ne sert qu'à accréditer l'idée de la prétendue «caution» ou «légitimité» qu'il aurait trouvée dans *Au delà du marxisme*. A supposer d'ailleurs qu'il en eût été ainsi, encore aurait-il fallu démontrer qu'une telle lecture du livre traduisait bien une convergence idéologique. Mais ce ne fut précisément pas le cas, pour la simple et bonne raison que rien de tel ne se trouve dans l'ouvrage de de Man et que ce n'est pas non plus ce que Mussolini y cherchait.

Alors qu'y cherche-t-il et surtout qu'y trouve-t-il ?

Le fait qu'*Au delà du marxisme* ne contienne que de rares allusions au fascisme. Si Mussolini n'avait manifestement que faire de considérations critiques, il aurait pu par contre s'intéresser à l'analyse du mouvement socialiste, comme l'indique l'incidente sur la distance psychologique évoquée au point 3°. Mais sa lettre a un tout autre motif. Son véritable et seul objet est un très court fragment sur le contenu émotif de l'idée de révolution qui rend les révoltés sensibles à l'action suggestive de tout exemple révolutionnaire :

*«C'est ce qui explique, lit-on dans *Au delà du marxisme*, le propos attribué à Trotsky sur Mussolini – ce même Mussolini qui peut se vanter à bon droit d'avoir écrasé le communisme et le socialisme en Italie – : «Il est notre allié, car il a fait une révolution.» Même si cette parole est apocryphe, l'esprit en resterait caractéristique de toute la politique étrangère du communisme russe, dont l'essence est de sympathiser avec n'importe quelle révolution, même si elle poursuit des buts nationalistes et veut porter au pouvoir une caste militaire ou féodale.»*⁸¹

L'idée vient aussitôt que ce passage, et surtout l'incise assassine («ce même Mussolini qui peut se vanter à bon droit d'avoir écrasé le communisme et le socialisme en Italie»), aurait pu être supprimé ou censuré dans l'édition italienne, que ce soit par courtoisie ou par prudence. C'était facile. De Man avait d'avance accepté la proposition d'une édition abrégée. Si Schiavi lui avait dit : «Ecoutez, je suis désolé, mais on ne peut pas publier cette phrase en Italie», de Man se serait sans doute incliné et le plus

simple eût encore été de biffer ce paragraphe accessoire, susceptible de valoir des ennuis à l'éditeur comme au traducteur. Or il y figure bel et bien.

En fait de légitimité et de caution, Mussolini était donc servi. Vexé il s'empresse d'écrire à de Man pour rectifier sa déplorable opinion sur la révolution fasciste qui, lui dit-il, «*n'a pas porté, ne veut pas porter, ne portera jamais au pouvoir une caste militaire ou féodale*» [M16-22 avec les «trois bonnes raisons» invoquées à l'appui]. Voilà l'unique passage d'*Au delà du marxisme* qui fait réagir Mussolini et lui dicte sa lettre. C'est tellement évident que, son compliment initial expédié, il va droit au but : «*Mais à la page 143 de votre volume, il y a une affirmation que je me crois en devoir de rectifier.*» [M9-10] Trop orgueilleux pour se justifier personnellement, il se garde évidemment de faire allusion à l'«incise assassine» et critique seulement le propos de Trotsky «sur [sa] personne» et le commentaire de de Man [M10-15] qui s'applique en fait à «n'importe quelle révolution» avec laquelle le communisme russe est tenté de sympathiser. D'où l'hypothèse que j'ai formulée plus haut sur son peu d'empressement à lire le livre. Il ne le lit pas pour y trouver une légitimité ou une caution dont il n'a rigoureusement rien à faire. Il le lit parce qu'il découvre, par hasard ou sur indication d'un tiers, ce fragment perdu qui l'atteint dans son «orgueil hypertrophié» (A. Tasca). Voilà ce qu'il estime pressant de faire savoir à l'auteur, au point de ne pouvoir attendre d'avoir fini sa lecture. Dépité par ce qu'il lit, Mussolini fait la leçon à de Man : «*Je dois constater, à mon regret, que vos renseignements sur la Révolution fasciste ne sont pas up to date.*» [M23-24] Et d'énumérer

les grands acquis sociaux du fascisme : une législation sociale avancée «selon le témoignage non suspect de M. Albert Thomas du B.I.T. de Genève», la loi sur le règlement juridique des conflits collectifs du travail, la Charte du Travail et la loi sur les corporations [M24-33]. Une telle révolution, proteste-t-il enfin, «ne peut pas être exécutée en quatre lignes comme un retour au moyen âge» [M36-38].

Tout cela, hormis l'incidente sur la «distance psychologique» (point 3°), est omis par Sternhell, parce qu'on y voit que Mussolini, loin de chercher un «lien de parenté entre l'analyse d'Au delà du marxisme et la démarche fasciste» [B5], se soucie uniquement de laver l'affront personnel qui lui est fait. Il se méprenait d'ailleurs sur l'exécution «en quatre lignes» de la révolution fasciste. De Man avait une trop haute opinion du Moyen Age pour le comparer avec elle. «Porter au pouvoir une caste militaire ou féodale» est pour lui synonyme de dictature, point. Qu'elle fût fasciste ou non n'y changeait rien, pas plus que le poids respectif des facteurs psychologiques et des facteurs économiques dans la lutte des classes que la dictature avait précisément pour but d'étouffer. Ce que Mussolini n'a pas compris, ou feint de ne pas comprendre, c'est qu'il s'agissait bien moins de l'exécution de la révolution fasciste en quatre lignes que de sa propre «exécution», et en une seule ligne, comme exécuteur du communisme et du socialisme en Italie.

En résumé : Contrairement à ce que Sternhell affirme, Mussolini ne cherche dans Au delà du marxisme ni lien de parenté avec le fascisme, ni légitimité ou caution. Il n'y trouve qu'une

critique du fascisme (et de sa personne) et n'écrit à de Man que pour la contester avec véhémence, tout en feignant d'ignorer l'incise assassine l'accusant d'avoir écrasé le communisme et le socialisme. Escamotant ce qui est le seul et véritable objet de la lettre du Duce, Sternhell accentue sa falsification par omission de l'essentiel.

La réponse d'Henri de Man

5° Les objections au fascisme

[A5/B5]. *De Man ne fait rien pour désavouer [A5] ou détromper [B5] le Duce, qui s'est «intelligemment appliqué à montrer le lien de parenté entre l'analyse d'Au delà du marxisme et la démarche fasciste» [B5]. Au contraire, sans cacher ses objections, il est prêt à admettre les aspects qu'il estime positifs du fascisme.*

Ayant bien compris que la lettre de Mussolini est une protestation et non une approbation, de Man n'a évidemment pas à le détromper quant à la légitimité ou à la caution qu'il aurait trouvée dans son livre, puisqu'il ne s'y trouve rien de tel et que, au contraire, le Duce se plaint d'une critique du fascisme jugée trop expéditive. Pourtant, de Man le détrompe quand même, mais sur tout autre chose.

Après le compliment d'usage initial [H1-4], il commence par rectifier la lecture que Mussolini a faite du passage de son livre dont il a été question au point 4° [H4-11]. Ce jugement, lui dit-il, ne s'applique pas spécifiquement au fascisme et a une portée beaucoup plus générale. Il songeait en premier lieu à la politique russe à l'égard du Proche et de l'Extrême Orient. Mais le fait est que le fascisme était quand même bien un peu visé aussi, ne fût-ce qu'à

travers le propos, apocryphe ou non, de Trotsky sur Mussolini : «*Il est notre allié, car il a fait une révolution*». Broutille que cela pensera-t-on. Oui, mais broutille qui provoque la lettre du Duce et l'explication de de Man. Le côté cocasse de la chose est que l'un et l'autre cernaient ainsi sans la désigner, mais en ne pensant qu'à elle, l'incise assassine sur la liquidation du communisme et du socialisme par Mussolini.

Non content de détromper le Duce à ce propos, de Man ajoute que ses objections au fascisme sont de «*toute autre nature, et ressortent de l'ensemble de [son] texte, notamment du chapitre sur la démocratie et du passage sur les «mobiles» à la page 281 du second volume italien*» [H11-15]. Il ne pouvait dire plus clairement que Mussolini se trompait de cible et que ses objections étaient bien plus fondamentales que le fragment incriminé.

Certes, il ne les précise pas, mais il n'avait pas à le faire dans une telle lettre, d'autant moins que Mussolini n'avait pas encore lu le second volume. Il pousse cependant l'obligance, sinon l'ironie, jusqu'à lui en désigner les passages clés. On jugera d'après cela si, comme l'affirme Sternhell, de Man ne fait rien pour détromper Mussolini. Sans doute Sternhell note-t-il en passant que de Man ne cache pas ses objections à Mussolini. Il ne dit toutefois pas lesquelles, de même que, précédemment, il omet celles de Mussolini. C'est que les unes et les autres démentent à l'évidence la convergence d'idées que Sternhell fabrique de toutes pièces, en écartant soigneusement dans les deux lettres ce qui la dément.

On a vu au point 3° comment Sternhell change le sens de l'incidente sur l'élimination de la

distance psychologique en l'isolant de la phrase principale. Ici, c'est le procédé inverse mais avec le même résultat : d'une phrase principale sur les objections (H11-15) il fait un élément accessoire et anodin, et cela devient : «*Tout en ne cachant pas ses objections, de Man est prêt à admettre les côtés qu'il estime positifs dans le fascisme.*» [B5] En d'autres termes : A quoi bon parler d'objections, puisque ce qui importe, ce sont les côtés positifs du fascisme que de Man est prêt à admettre. Le moins que l'on puisse dire est que le procédé est bancal et tendancieux.

En résumé : Sternhell affirme que de Man ne fait rien pour détromper Mussolini. De Man n'a pas à désavouer une prétendue convergence idéologique, puisque le Duce ne lui dit rien de semblable, tout au contraire. Mais il le détrompe bien en lui faisant observer que ses objections au fascisme sont d'un tout autre ordre que la remarque accessoire critiquée par lui, qu'elles relèvent plus fondamentalement de sa conception de la démocratie et des mobiles du socialisme.

6° Indices d'une dérive vers le fascisme

[A6/B6]. Sternhell enchaîne avec un extrait de la lettre, remarquablement long dans Ni droite ni gauche, raccourci de moitié dans Naissance de l'idéologie fasciste, où de Man dit qu'il suit l'expérience fasciste avec un «souci ardent d'information objective» et un «intérêt passionné». Appartenant comme Mussolini à la «génération du front» et influencé comme lui par les idées de Sorel, il ne craint pas de rendre justice à certains aspects organisateurs de l'œuvre fasciste.

Là résident en substance les indices d'une adhésion aux aspects positifs du fascisme. Sternhell les cite sans les analyser et se borne à en déduire tacitement, plus exactement à leur faire dire à l'aide d'une citation structurée en conséquence ce qu'il lui convient d'entendre. Aucun de ces indices n'est en soi caractéristique d'une dérive vers le fascisme. Ils ne le deviennent que par un jugement rétroactif qui projette dans le passé d'Henri de Man les mobiles supposés de son attitude de 1940, censée parachever toute son évolution révisionniste antérieure. Une telle méthode est injustifiable du point de vue historique car, postulant ce qu'il y a lieu de démontrer (la dérive), elle conclut de son aboutissement au bien-fondé du postulat initial, par ce raisonnement en boucle dont il a été question plus haut et qui se substitue entièrement à son objet. En un mot comme en cent, la dérive prouverait la dérive.

Tout de même, dira-t-on, un «souci ardent d'information», un «intérêt passionné» pour l'œuvre fasciste, «rendre justice» à ses aspects organisateurs, n'est-ce pas avouer un certain penchant vers le fascisme ? Eh bien pas du tout, et même Sternhell ne l'affirme pas aussi directement, sachant bien ce qu'on lui objecterait : que le «souci ardent» se rapporte à l'«information objective», qu'un «intérêt passionné» pour quelque chose n'entraîne pas son approbation et qu'il est permis de «rendre justice» de quelque chose à quelqu'un sans nécessairement partager ses vues.

Mais là n'est pas l'essentiel. De Man a fort bien compris que la lettre de Mussolini est une réaction de dépit. Il pourrait lui répondre en lui opposant ses objections de principe, en mettant l'accent sur le déficit du fascisme en matière de démocratie et de liberté, mais il sait bien

que ce serait peine perdue. Il préfère saisir cette occasion unique de lui faire à son tour la leçon, en lui adressant un appel, dont la nature commande le ton qui doit être persuasif plutôt qu'inutilement agressif. Aussi s'acquitte-t-il rapidement dans le premier alinéa de sa réponse à la critique de Mussolini (point 5°). Pour avoir une chance de passer, il faut que le message soit «positif», flatte l'orgueil du Duce et sollicite son attention. La suite et l'essentiel de la lettre est organisé autour de l'appel qu'il lui lance. Mais cela n'intéresse pas Sternhell, dont on va voir une fois de plus comment il recueille les éléments susceptibles de servir sa thèse et omet ou écarte le principal.

Commençons par les citations faites par Sternhell [*A6/B6*] des deuxième et troisième alinéas de la lettre [*H16-25, H26-43*]. Les lignes [*H16-19*] (le souci ardent d'information objective) sont dans les deux versions, de même que les lignes [*H26-31*] (l'influence de Sorel, l'intérêt passionné et la justice à rendre à certains aspects organisateurs). Les lignes [*H20-25*] manquent dans les deux versions. Le troisième alinéa [*H26-43*] figure intégralement dans [*A6*], tandis que [*B6*] n'en reprend que la première phrase [*H26-31*]. Bien sûr, la citation intégrale des deux alinéas eût été trop longue. Mais ce qui est en cause ici n'est pas la longueur, c'est la structure, qui est loin d'être innocente. Dans [*B6*], la citation est beaucoup plus courte que dans [*A6*], ce qui ne l'empêche pas de reprendre tous les indices supposés de dérive, sauf un toutefois, curieusement oublié dans les deux versions. Procédons par ordre. Pour ce qui est du deuxième alinéa, les deux versions sont identiques. Elles citent le souci ardent d'information objective et omettent la phrase suivante [*H20-25*] dans laquelle de Man

explique que les brèves allusions de son livre à «*l'oeuvre doctrinale et politique dont vous êtes l'ouvrier*» [H19] ne disent pas tout ce qu'il en pense, «*ni pour ce qui en sépare naturellement un socialiste épris de liberté, ni pour ce qu'elle comporte d'enseignements quant aux méthodes de réalisation d'une époque où les procédés du parlementarisme bourgeois sont devenus inadéquats*» [H21-25]. L'omission de ce passage est de prime abord surprenante. Le second «ni» offre en effet un indice de dérive de bien meilleure veine que ceux repris par Sternhell, puisqu'il y est question du parlementarisme bourgeois. L'antiparlementarisme était un thème récurrent de la dérive. Il est vrai que parler de procédés inadéquats du système parlementaire est le contraire chez de Man d'une opposition à la démocratie dont il faisait un principe du socialisme, comme je l'ai rappelé à propos de ses objections au fascisme (point 5°). Mais ce genre de distinctions n'a généralement pas cours chez Sternhell.

Comme de Man ne précise pas à quels «aspects positifs» du fascisme il ne craignait pas de rendre justice [H29-30] – ce qui ne veut pas encore dire qu'il y souscrivait – on en est réduit à supposer qu'il songeait à certaines méthodes d'économie dirigée et d'organisation, à la législation sociale et au règlement pacifique des conflits du travail. Il faut rappeler ici le contexte historique. Le régime fasciste se vantait d'avoir accompli «*une révolution doctrinale fondamentale, apportant la solution aux antagonismes sociaux, que le marxisme ou le réformisme n'avaient pu résoudre*». «*Un des aspects positifs du système fut, dans le cadre des contrats collectifs, l'élaboration d'une législation sociale qui avait, jusque-là, fait presque complètement défaut à l'Italie et dont*

les grands traits ont subsisté jusqu'à nos jours.»⁸² Cela méritait considération à une époque où les démocraties inquiètes et en panne d'inspiration subissaient l'influence croissante de régimes jeunes et dynamiques, à droite comme à gauche. On était au début de la grande crise économique. Moscou et Rome devenaient des lieux de pèlerinage à la mode.

De Man vivait alors en Allemagne et voyait poindre des temps difficiles. Il était normal pour lui de s'intéresser aux méthodes nouvelles de l'Italie et de ne pas les condamner a priori, sans les connaître. C'est cela qu'il écrit à Mussolini dans le deuxième alinéa, non sans lui rappeler ce qui le sépare de lui en tant que socialiste épris de liberté [H21-22] et de démocratie. Sternhell pouvait difficilement (même s'il n'hésite pas à le faire ailleurs) ne retenir que l'allusion à la crise du parlementarisme bourgeois sans devoir préciser les objections qui l'accompagnent. Il aura préféré omettre le tout. Le traitement du troisième alinéa [H26-43] n'est pas moins intéressant. En effet, dans [A6], il est cité intégralement malgré sa longueur, ce qui est tout à l'honneur de Sternhell. Là, le lecteur peut se faire une idée exacte de ce que de Man dit de l'intérêt passionné qu'il porte à l'expérience fasciste. «*Cette passion procède et de mon angoisse, et de mon espoir*» [H32]. Son angoisse, c'est que les gouvernements ne réussissent pas à donner aux hommes plus de liberté concrète et d'unité politique [H32-36]. Son espoir est que Mussolini soit trop possédé par la force révolutionnaire de l'esprit et son idéal de jeunesse pour ne pas mettre son oeuvre au service de la liberté et de la paix [H37-43]. Illusion ou aveuglement de sa part ? Plutôt flatterie pour la bonne cause, pour faire passer le message. Ce n'est pas dans le fascisme que

de Man place son espoir, mais dans la liberté et la paix. Là est, dit-il en substance, la tâche révolutionnaire par excellence, celle sur laquelle les dirigeants politiques seront jugés. Dans [B6] il ne subsiste que la première phrase de l'alinéa avec l'intérêt passionné pour l'œuvre fasciste [H26-31], sans le développement qui seul lui donne son sens [H32-43], mais qui aurait été gênant pour arriver à la conclusion voulue. S'il est vrai que l'argument ne vaut pas pour *Ni droite ni gauche* où l'alinéa, intégralement cité, parle de lui-même, cela ne fait que confirmer mon sentiment que, dans son dernier ouvrage, Sternhell durcit son jugement et n'hésite pas (comme il le fait aussi au point 2°) à amputer la citation du passage où de Man explique pourquoi il suit, avec angoisse et espoir, le cours des événements.

En résumé : Par le biais d'une citation, Sternhell énumère les aspects positifs que de Man reconnaît au fascisme, mais il omet, partiellement dans une version, systématiquement dans l'autre, ce qui en précise le sens. En réalité, il ne s'agit ni d'aspects positifs, dont de Man ne parle pas, ni d'indices de dérive, mais l'expression d'un souci d'objectivité et d'une absence de préjugés par lesquels il cherche à convaincre Mussolini que sa responsabilité d'homme politique est de se mettre au service de l'organisation de la liberté et de la paix.

7° L'influence de Sorel

[A7/B7]. Ce n'est pas par hasard si de Man «fait appel à la mémoire de Sorel» et insiste sur son «influence à long terme» [A7/B7], ni

s'il écrit au Duce «sur un ton de complicité historique» [A7]. C'est «en toute lucidité qu'il exprime sa compréhension au chef du fascisme italien» [B7]. Dès 1919, de Man n'a jamais caché que le but de son apostasie était la révision du marxisme [B7]. Réponse à la crise du capitalisme et à l'impuissance du socialisme orthodoxe, le réformisme planiste, qui est aussi celui de Déat, ne diffère pas du révisionnisme de Sorel et du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre, d'où sans doute la similitude de leurs cheminements intellectuels [A7].

La référence à Sorel est évidemment pain bénit pour Sternhell qui range de Man dans la mouvance du «préfascisme» de gauche d'avant la première guerre mondiale. La filière sorélienne occupe une place privilégiée dans sa démonstration dont elle est le fil conducteur et le pilier central. Sans elle sa thèse s'effondre. Il conviendrait donc qu'elle soit solidement étayée et ne repose pas uniquement sur des comparaisons superficielles, ce petit jeu d'influences croisées qui sert aux historiens à mettre de l'ordre dans leur abondante matière en dégageant des tendances, des courants, des familles de pensée. Pourquoi pas ? si l'exercice ne se résume pas à un «formatage» des individus, version moderne du lit de Procuste. Or, s'il est vrai que les pensées de Sorel et de de Man présentent des analogies, comme la critique du matérialisme mécaniste et déterministe, le volontarisme, le rôle du mythe comme idée-force, elles comportent également, même sur ces points, des différences notables et parfois antithétiques tant dans leur analyse du mouvement ouvrier que dans leurs conclusions. Par exemple, la violence prolétarienne, exaltée par Sorel comme «le plus haut idéal moral que l'homme ait jamais

conçu», objet d'un rejet non moins absolu par de Man; leurs conceptions totalement divergentes de la démocratie; le rôle tout à fait accessoire du christianisme chez Sorel dont de Man fait au contraire l'une des racines du socialisme, etc. Leurs révisionnismes comme leurs cheminements intellectuels, loin d'être similaires, sont en réalité très dissemblables, pour peu qu'on ne s'en tienne pas à une lecture superficielle.

On a vu que, pour Sternhell, le rapprochement temporaire qui s'opéra vers 1909-1910 entre Sorel et le Cercle Proudhon de Valois, un groupuscule de droite, est un élément essentiel du premier fascisme français. Cette dérive est contestée par de bons spécialistes.⁸³ Gramsci parlait d'adhésion «*mal assurée et disons même platonique*», de «*coquetteries avec les jeunes éléments de la tendance monarchique et cléricale*». Il fallait, conseillait-il, redécouvrir la pensée de Sorel «*par dessous les incrustations parasites qu'ont déposées sur sa pensée des admirateurs dilettantes et intellectuels, ce qu'elle contient de plus essentiel et de plus permanent*».⁸⁴

Sorel fut avant tout un solitaire, un autodidacte, un marginal, sans doute génial, mais impulsif et imprévisible, si bien que, quand on le croyait à gauche, il était à droite, et vice-versa, inclassable en quelque sorte. Après son flirt avec les prudhoniens de droite et les maurassiens, on aurait pu penser qu'il emboucherait les trompettes de l'union sacrée. Ce fut le contraire, autre différence fondamentale avec de Man. Il mourut leniniste. «*De nouvelles Carthages ne doivent pas l'emporter sur ce qui est maintenant la Rome du prolétariat.*»⁸⁵ Quant à son apport au fascisme, ou ce que celui-ci prétendit en avoir reçu, c'est

sans commune mesure avec son apport à la pensée de gauche. A en croire Gramsci, Mussolini n'avait avant 1914 que mépris pour Sorel. C'est une fois au pouvoir qu'il exploita sa popularité en Italie et s'en réclama comme d'un maître. Mais qu'est-ce que cela signifiait pour celui qui se glorifiait de n'avoir que le fait pour toute doctrine ?

Indépendamment des variations de Sorel, il resterait au demeurant à démontrer que de Man s'inscrit bien dans cette filière, ce qui n'est pas moins contestable que la dérive droitière de celle-ci. Son «sorélisme» était plutôt dû à l'influence profonde du prudhonisme sur le socialisme belge qui freina et limita la pénétration du marxisme dans le mouvement ouvrier, comme de Man en fit l'expérience lorsque, avant 1914, il tenta avec quelques autres de le propager. Il est vrai que, pour Sternhell, Proudon et Sorel, c'est bonnet blanc, blanc bonnet, deux pensées ambiguës, ni de droite ni de gauche et suspectes de dérive vers le fascisme. Mais cela montre justement à quel point son type idéal est fragile et arbitraire.

Hormis peut-être dans sa période marxiste (1905-1914) au cours de laquelle de Man s'inspira surtout du marxisme orthodoxe de la social-démocratie allemande, sa pensée est bien plus qu'on ne le croit souvent tributaire de ses premières années de formation en Belgique et de militantisme au sein du Parti Ouvrier Belge (POB) dont il gardera toujours l'empreinte. Et ce qui caractérisait ce parti, c'était un éclectisme doctrinal que Vandervelde, le rédacteur de la Déclaration de principes de 1893-1894 ou Charte de Quaregnon, reconnaissait volontiers : «*La «Déclaration de principes» (...) n'est pas d'un marxisme sans alliages. On y découvre l'influence de César De Paepe ou de*

Benoît Malon, et, dans une certaine mesure, de prudhoniens comme Hector Denis ou Guillaume De Greef. De plus, nombre de thèses «révisionnistes», que Bernstein développera plus tard, se trouvent en germe dans la Grande Charte du Parti Ouvrier.»⁸⁶ Tandis que les programmes politiques s'adaptaient aux circonstances, la Charte continuait immuablement à servir de fondement théorique ou, comme l'a écrit Marcel Liebman, de «fondement théoriquement théorique, parce que plutôt que d'éclairer et d'orienter l'action politique, elle servira souvent à voiler une pratique dégagée de contraintes doctrinaires»⁸⁷.

Mais revenons à nos moutons. Si de Man invoque dans sa lettre l'influence de Sorel, ce n'est pas pour ce qu'il lui devait ou qu'il pensait que Mussolini lui devait. C'est tout simplement parce que, voulant le convaincre qu'il n'a pas de préjugés à son égard, il cherche à l'atteindre par deux passerelles communes, la «génération du front»⁸⁸ et Sorel, dans l'espoir d'être mieux entendu. Sternhell en conclut aussitôt que de Man «insiste sur l'influence à long terme» de Sorel [A7/B7]. L'influence ne suffisant pas, il faut que de Man «insiste», il faut que l'influence soit «à long terme». Où va-t-il chercher cela ? Sorel et la génération du front ne sont en l'occurrence qu'un code d'accès, un mot de passe. Toute la première phrase du troisième alinéa [H26-31] n'a pour but que d'amadouer Mussolini et de le préparer à la suivante sur l'angoisse et l'espoir.

S'il y a quelque chose sur quoi de Man insiste et raisonne à long terme, c'est bien sur ces tâches de la civilisation : «donner aux hommes plus de liberté concrète et à l'humanité plus d'unité politique» [H35-36], ainsi que sur la

«tâche révolutionnaire par excellence : l'organisation de la liberté et de la paix» [H41-43]. Par une astuce langagière (l'influence à long terme de Sorel) et un renversement de sens (l'appel devenant approbation), Sternhell occulte le sens de l'alinéa et le transforme en une compréhension exprimée en «*toute lucidité*» – lucidité qui, dans la lettre de de Man, ne porte nullement sur les aspects positifs du fascisme, dont elle ne dit absolument rien, mais sur la mission du dirigeant politique.

Comme je l'ai déjà dit, la longue citation de *Ni droite ni gauche* [A6] permet au lecteur de «rectifier par lui-même» et de remarquer le décalage entre la lettre et le commentaire qui suit [A7/B7]. Cela n'a certainement pas échappé à Sternhell et c'est peut-être pour cette raison que, dans *Naissance de l'idéologie fasciste* [B6], il tronque la citation [H26-43] et n'en garde que la première phrase [H26-31], c'est-à-dire l'entrée en matière qui peut à la rigueur s'accorder avec son commentaire. Trop longue la citation ? Sternhell en retranche purement et simplement toute la partie qui le contredit, alors qu'il aurait fallu à tout le moins résumer l'argument, quitte à l'assortir d'une de ces restrictions mentales (*même si...*) dont il sait si bien se servir... quand elles le servent.

Mais c'est encore pire pour ce qui est de la suite et de la fin de la lettre. Dans les deux éditions, le couperet tombe sans hésitation sur le quatrième alinéa [H44-60] qui, en renforçant le précédent, en insistant sur la responsabilité de l'homme politique, anéantirait la conclusion à laquelle Sternhell veut arriver. De Man écrit : «*Il y a quelques mois, aux cours universitaires internationaux de Davos, j'ai entendu un savant italien défendre la doctrine fasciste par ces mots : «Nous aimons tant la liberté que nous*

avons osé y renoncer pour mieux y revenir. Je me suis dit alors que toute la saveur de ce paradoxe resterait celle d'une amère ironie jusqu'au jour où la promesse des trois derniers mots deviendrait une réalité. Vous savez, en homme qui connaît l'histoire, que jusqu'à présent aucun conducteur d'hommes n'a réussi à vraiment effectuer ce passage de l'organisation de l'autorité à l'organisation de la liberté. En homme qui fait de l'histoire, vous êtes mieux placé que quiconque pour connaître les obstacles, surtout psychologiques, qui rendent particulièrement difficile la réalisation de cette dernière partie de la formule. Je souhaite, pour vous et pour le peuple italien que j'aime, que vous ayez la gloire d'être le premier à vaincre ces obstacles, et à remporter ainsi la plus belle – et la seule durable – des victoires qu'un homme puisse remporter.» [H44-60] Et de Man de conclure : «Vous m'excuserez, j'espère, de vous avoir écrit sur ce ton de liberté; en m'écrivant comme vous l'avez fait, pour ainsi dire d'historien à historien, sous le signe de la recherche de la vérité, et de la justice à rendre aux actes, vous m'avez porté à croire qu'une telle réponse pourrait trouver chez vous un intérêt semblable à celui que vous avez si aimablement manifesté à mon livre.» [H61-67] De tout cela, qui constitue l'essentiel de la réponse, pas un mot chez Sternhell, si ce n'est que, non content de dissimuler au lecteur le fond de la lettre, il en altère le sens et transforme subrepticement en un «ton de complicité historique» [A7] – ou une compréhension exprimée en toute lucidité [B7] – le «ton de liberté» [H61-62] que de Man emploie pour mettre Mussolini au défi de faire en sorte que le paradoxe de Davos ne reste pas une amère ironie, et d'accomplir la seule révolution qui

compte : l'organisation de la liberté et de la paix. Par une coïncidence assez symbolique, cette dernière astuce de l'historien s'exerce aux dépens de la recherche de la vérité sous le signe de laquelle de Man a voulu répondre à Mussolini, comme il le lui dit dans le dernier alinéa.

En résumé : Au lieu d'évoquer le fond de la lettre de de Man, Sternhell insiste sur l'un des indices de la dérive qu'est selon lui l'allusion à Sorel. Elle n'est en réalité qu'un mot de passe au moyen duquel de Man cherche à faire passer son message. Sternhell l'ignore pour mieux conclure à un «ton de complicité historique» entre les deux hommes, là où de Man emploie un «ton de liberté». En y voyant de la compréhension pour le Duce, Sternhell parachève ainsi le détournement de la lettre au profit de sa thèse.

8° Conclusion

[A8/B8]. Dans ce contexte, l'attitude d'Henri de Man en 1940 et la dissolution du Parti ouvrier belge paraissent moins surprenants. Son Manifeste aux militants socialistes constitue un «classique de la littérature fasciste» qui n'est ni une rupture ni une aberration dans son évolution idéologique. Pendant des années, il avait préconisé la liquidation du marxisme et développé une idéologie «en tous points déjà fasciste.»

Sans rapport direct avec les lettres, la conclusion de Sternhell n'appelle pas ici d'autres commentaires.

Résumé général : Vexé par un fragment critique d'Au delà du marxisme sur la

révolution fasciste – et plus encore, mais sans l'avouer, par une remarque assassine sur sa personne – Mussolini écrit à de Man pour lui reprocher son jugement trop hâtif. De Man lui répond que ses objections au fascisme sont d'une tout autre nature, qu'elles tiennent à sa conception de la démocratie et des mobiles du socialisme. L'assurant qu'il suit son action avec intérêt et sans préjugés, il en appelle à sa responsabilité d'homme politique et l'invite à servir l'organisation de la paix et de la liberté. Par diverses astuces (citations tronquées, omissions etc.), Sternhell transforme la protestation de Mussolini et le défi que lui lance de Man en une profonde convergence idéologique, commettant ainsi un faux intellectuel.

Remarques finales

Prenant ceci, rejetant cela, taillant une interprétation des deux lettres à son entière convenance, Sternhell fabrique de toutes pièces une fallacieuse justification de sa thèse. Pour arriver à ses fins, il n'hésite pas à tronquer et à truquer tant le texte que l'esprit de documents qui disent en réalité le contraire de ce qu'il affirme – un renversement de sens à cent quatre-vingts degrés qui situe l'ampleur de la manipulation.

Une telle violation des règles de la recherche historique, auxquelles il s'entend si bien à renvoyer promptement ses contradicteurs, est consternante. C'est tout simplement, si l'on n'a pas peur des mots, une tricherie. Et il ne s'agit pas d'un cas fortuit, d'une erreur ou d'une omission occasionnelle, mais d'un procédé systématique appliqué à tous les stades de la démonstration dont il fait partie intégrante.

Est-ce de propos délibéré ? L'explication la plus favorable me semble être plutôt que Sternhell a péché par présomption et autosatisfaction. Il s'est laissé emporter par son esprit de système. Trop de sûreté a anesthésié chez lui le sens de l'*epokhè*, cette capacité de «se mettre entre parenthèses», de se taire pour écouter, avant de parler.⁸⁹

Je me suis posé plus haut la question de savoir comment les historiens français avaient pu, en dépit de leurs nombreuses objections à l'égard de la méthode et de l'interprétation, considérer les ouvrages de Sternhell comme des contributions de «qualité académique» à l'histoire des idées politiques, des livres utiles et dignes d'attention, bref des références quasi obligées sur le sujet. Une explication possible est que l'ampleur de son champ de recherche divise ses contradicteurs qui, très fermes dans leur domaine de compétence, se taisent modestement dès qu'ils en sortent. Les critiques ont ainsi pu s'accumuler sans s'additionner.

Une autre circonstance atténuante est que Sternhell s'abstient effectivement de jouer les Fouquier-Tinville. C'est comme si l'on avait affaire à deux Sternhell, l'un historien des idées politiques qui s'emploie à les restituer, parfois même avec une sorte d'admiration sincère, l'autre idéologue qui s'en sert, les agence et les modèle pour en faire finalement une synthèse de son crû, au-delà de l'histoire et du fascisme réels. Le problème est que ces deux Sternhell se fondent en un seul pour parler d'une même voix, celle de l'idéologue qui s'exprime toujours en dernier ressort. Il n'y a pas séparation nette entre les deux discours. Le second interfère constamment avec le premier, lui dictant son orientation et ses choix. Les «vingtiémistes», les spécialistes de tel auteur

ou de tel mouvement, sont certes en mesure de distinguer les parties du discours provenant de l'un et celles provenant de l'autre, celles qui exposent les idées et celles qui en disposent. Ils ont même pu y trouver un certain profit et une source de réflexion. Mais ces lecteurs suffisamment avertis pour «rectifier par eux-mêmes» quand il le faut sont une petite minorité. Les autres peuvent difficilement se forger une opinion indépendante et demeurent le plus souvent sous le «charme secret» de l'auteur d'un bout à l'autre de la démonstration. Certes, aucune histoire n'est idéalement objective. La liberté d'interprétation de l'historien est grande, mais elle a ses limites et sa contrepartie. La façon dont Sternhell traite les lettres échangées par Mussolini et de Man est une illustration caricaturale du passage de la liberté à l'arbitraire. Ce n'est plus seulement la méthode et l'interprétation qui sont en cause ici, laissant intacte la «valeur académique». C'est la substance même de l'oeuvre qui est faussée.

Ou alors – car l'historien peut éprouver le besoin d'une récréation hors de la dure discipline qui est d'ordinaire la sienne – il faut avoir le courage de ses partis pris, reconnaître qu'on change de registre et qu'on écrit des livres partisans, non une contribution à l'histoire des idées politiques. Il faut en somme, comme B.-H. Lévy, s'affranchir des impératifs de la méthode historique. Lui aussi, si l'on en croit Pierre Milza, peut se targuer d'avoir obligé «*les historiens de profession à rouvrir le dossier un peu vite classé du fascisme à la française*». Et Milza d'ajouter: «*Plus troublante, et peut-être plus difficilement excusable dans ses traits les plus forcés, parce que venant précisément d'un*

professionnel de la recherche historique, est la démarche effectuée par Zeev Sternhell.»⁹⁰ Ce que fait Sternhell en substance est un procès en hérésie, dans lequel de Man joue le rôle de fossoyeur du marxisme dont l'affublaient déjà ses adversaires des années 1920 – «*l'homme qui assassina Karl Marx*».⁹¹ La formule me rappelle une réplique du chef-d'oeuvre cinématographique de John Ford, *L'Homme qui tua Liberty Valance*, que le cinéaste ne reprend d'ailleurs pas à son compte : «*Quand les faits se sont transformés en légende, on publie la légende.*»

Sternhell a choisi la légende. Pour les besoins de sa construction *sui generis*, il prête à de Man des attitudes et des intentions qui relèvent de l'affabulation. Ainsi s'opère sous nos yeux la métamorphose d'un penseur qui, pour dépasser le marxisme, aurait exprimé, entraîné par sa propre pente, la quintessence de l'idéologie fasciste et dont l'attitude en 1940 ne serait que le dernier acte d'une longue et patiente préméditation. Mais le plus fâcheux est moins cette fabrication que son résultat involontaire. Car si le socialisme éthique, le planisme, la collaboration des classes, le corporatisme, le socialisme national, la démocratie autoritaire et *tutti quanti* peuvent aussi aisément se muer en concepts fascistes à coups de baguette magique, on n'est pas seulement en présence d'un détournement de pensée. C'est aussi et surtout, à l'opposé sans doute de l'intention réelle de l'historien, une inquiétante banalisation du fascisme par la dissolution de sa vraie nature dans un amalgame de valeurs aux contours flous qui finit par englober indistinctement tout ce qui pense en dehors des schémas dominants.

Michel Brélaz

- 1 Version abrégée de M. Brélaz, *Un Fascisme imaginaire*, Genève, Ed. des Antipodes, 2000.
- 2 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983. *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Paris, Colin, 1972. *La Droite révolutionnaire. Les origines françaises du fascisme. 1885-1914*, Paris, Seuil, 1978. (Avec M. Sznajder et M. Asheri) *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard, 1989.
- 3 P. Milza, *Fascisme français*, Paris, Flammarion, 1990, p. 25. H. Roussel, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990, p. 205.
- 4 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 316 (note 50).
- 5 Né en 1935, professeur à l'Université de Jérusalem, Sternhell a adhéré au Parti travailliste en 1977. Se situant à l'extrême gauche du parti, il défendait une politique de modération dans les rapports avec le monde arabe et, au plan interne, «une politique aussi socialiste que possible». E. Todd, «Le Fascisme et la France» (entretien avec Sternhell), *Le Monde* (Paris), 14.1.1983.
- 6 H. Roussel, *Le syndrome de Vichy*, p. 9.
- 7 Robert O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973.
- 8 H. Roussel, *Le Syndrome de Vichy*, p. 289-292.
- 9 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 40-1.
- 10 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 29, 22.
- 11 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 311.
- 12 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 291.
- 13 Cf. Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, p. 220-224.
- 14 Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, p. 222.
- 15 M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 1990, p. 285-286. P. Milza, *Fascisme français*, p. 440.
- 16 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 19 et 20.
- 17 M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p. 272.
- 18 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 312.
- 19 E. Todd, «Le Fascisme et la France» (entretien avec Sternhell), *Le Monde* (Paris), 14.1.1983.
- 20 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 42.
- 21 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 9.
- 22 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 10.
- 23 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 47-48.
- 24 M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p. 279.
- 25 P. Milza, *Fascisme français*, p. 38.
- 26 Z. Sternhell, *Naissance de l'idéologie fasciste*, note 81, p. 400.
- 27 J.-P. Rioux, «Zeev Sternhell persiste et signe», *Le Monde*, 27.1.1989.
- 28 P. Milza, *Fascisme français*, Paris, Flammarion, 1990. Il a publié récemment une monumentale biographie du Duce, *Mussolini*, Paris Fayard, 1999.
- 29 Z. Sternhell, *Naissance de l'idéologie fasciste*, p. 400 (note 81).
- 30 P. Milza, *Fascisme français*, p. 9, 28-29, 38-40.
- 31 P. Burrin, *La Dérive fasciste*, p. 25-27.
- 32 Z. Sternhell, *Naissance de l'idéologie fasciste*, p. 400 (note 81).
- 33 Z. Sternhell, *Naissance de l'idéologie fasciste*, p. 397-8 (note 74).
- 34 P. Milza, *Fascisme français*, Paris, Flammarion, 1990, p. 24, 28.
- 35 R. Aron, «L'imprégnation fasciste», *L'Express*, 4-10.2.1983, p. 32-34.
- 36 M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p. 279.
- G. Comte, «Zeev Sternhell, «historien» du fascisme en France», *Le Monde diplomatique*, mars 1985. P. Dodge, «Post hoc, propter hoc : A critique of Sternhell on de Man», *Bulletin de l'Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri de Man*, N° 14, mai 1987. D. Pels, «Dezelfk van het socialisme», *Socialisme en Démocratie*, 1984, N° 11. P. Burrin, *La Dérive fasciste*, p. 157.
- 37 M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p. 278.
- 38 M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p. 281.
- 39 P. Milza, *Fascisme français*, p. 37-38.
- 40 R. Aron, «L'imprégnation fasciste», *L'Express* (Paris), 4-10.2.1983.
- 41 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 17.
- 42 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 34.
- 43 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 152.
- 44 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 293.
- 45 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 95-96.
- 46 Comment qualifier autrement telle ou telle assertion reprise inlassablement de chapitre en chapitre quand ce n'est pas de page en page ? Dans le seul chapitre consacré au socialisme éthique d'Henri de Man, Sternhell ne répète pas moins d'une quinzaine de fois, sur tous les tons, que le révisionnisme conduit au fascisme (Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 136-159).
- 47 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 310.
- 48 L. Althusser, E. Balibar, *Lire le Capital*, vol. I, Paris, Maspero, 1971, p. 10 s.
- 49 E. Todd, «Le Fascisme et la France» (entretien avec Sternhell), *Le Monde* (Paris), 14.1.1983.
- 50 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 311.
- 51 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 297-8.
- 52 M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p. 279.
- 53 P. Milza, *Fascisme français*, p. 54-5.
- 54 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 18.
- 55 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 312.
- 56 H.I. Marrou, «Qu'est-ce que l'histoire ?», *L'Histoire et ses méthodes*, Paris, Gallimard, Encyclopédie de la Pléiade, 1961, p. 29.
- 57 P. Milza, *Fascisme français*, p. 27. Cela est dit à propos de Lévy mais vaut aussi pour Sternhell.
- 58 P. Burrin, *La Dérive fasciste*, p. 14.
- 59 P. Burrin, *La Dérive fasciste*, p. 14-15. Raymond Aron, *La Philosophie critique de l'histoire*, Paris, Librairie philosophique, J. Vrin, 1969, p. 228 s.
- 60 P. Burrin, *La Dérive fasciste*, p. 20-21.
- 61 Cf. M. Brélaz, *Henri de Man. Une autre idée du socialisme*, p. 655.
- 62 D. Singer, *Whose Millennium ? Theirs or ours ?* New York, Monthly Review Press, 1999, cité d'après le compte rendu publié dans *Le Monde diplomatique*, octobre 1999, p. 30.
- 63 G. Burdeau, *Méthode de la science politique*, Paris, Dalloz, 1959, p. 395.
- 64 I. Deutscher, *Staline*, Paris, Gallimard, 1966, p. 488.
- 65 O.L. Flechtheim, *Le Parti communiste allemand sous la République de Weimar*, Paris, Maspero, 1972, p. 318.
- 66 E. Varga, *Le «Plan»*, Bruxelles, CDL, 1934, p. 65.
- 67 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 159.
- 68 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 36-38.
- 69 M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p. 279.
- 70 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 34, 40.
- 71 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 153-154.
- 72 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 148 et 154-159.
- 73 P. Dodge, «Post hoc, propter hoc : A critique of Sternhell on de Man», *Bulletin de l'Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri de Man*, N° 14, mai 1987, p. 23-34.
- 74 Ces deux lettres ont été publiées la première fois sous le titre «Lettres d'Henri de Man», dans les *Écrits de Paris* (Paris), juillet-août 1960, p. 79-96, avec une courte présentation anonyme probablement d'Yves Lecocq, son gendre. Elles ont été reprises dans P. Dodge, *Beyond Marxism. The faith and works of Hendrik de Man*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1966, p. 244-246. La lettre de Mussolini est reproduite dans *Hendrik de Man. Een portret. 1885-1953*, Anvers, Archives et Musée de la culture flamande, 1985. L'original fait partie des archives privées de Mme E. de Man, de même que la copie de la lettre d'Henri de Man dont l'original n'a pas été retrouvé à ce jour.
- 75 Z. Sternhell, *Naissance de l'idéologie fasciste*, p. 54.
- 76 Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 36-38.
- 77 Z. Sternhell, *Naissance de l'idéologie fasciste*, p. 330-333.
- 78 H. de Man, *Il Superamento del Marxismo*, Bari, G. Laterza, 1929, 2 vol.
- 79 Lettres de A. Schiavi à E. Vandervelde, 23.8.1928 et à H. de Man, 15.1.1929, Fonds Hendrik de Man, N° 209, Institut international d'histoire sociale, Amsterdam. Je n'ai pas d'autres informations sur Schiavi, sinon qu'il habitait alors à Forli (Emilie) et entretenait de bonnes relations avec Croce. Quant à ce dernier, on sait qu'il avait vu d'un œil favorable les débuts de Mussolini comme de nombreux intellectuels libéraux mais qu'il prit assez rapidement (1925) et publiquement position contre le régime. Dans l'optique binaire de Sternhell, Croce n'en fait évidemment pas moins partie de la «nébuleuse» révisionniste qui fraie la voie au fascisme.
- 80 Je lis pour ma part : «Votre critique du marxisme est bien plus patente...» là où les versions imprimées indiquent «pertinente», ce qui est une erreur de lecture. Bien que les deux termes ne soient pas synonymes (une critique patente est évidente, une critique pertinente est judicieuse), je maintiens le second pour simplifier.
- 81 H. de Man, *Au delà du marxisme*, Paris, Seuil, 1974, p. 137 (p. 100 de l'édition française de 1929 chez Alcan).
- 82 P. Guichonnet, *Mussolini et le fascisme*, Paris, PUF, 1993, p. 53.
- 83 M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p. 328 et s. D. Lindenbergh, *Le Marxisme introuvable*, Paris, Calmann-Lévy, 1979, p. 141 et s. L. Portis, *Georges Sorel*, Paris, Maspero, 1982.
- 84 Gramsci dans le texte, Paris, Editions sociales, 1975, p. 296.
- 85 G. Sorel, «Pour Lénine» (1919) in *Réflexions sur la violence*, Paris, Rivière, 1972, p. 388.
- 86 *La Charte de Quaregnon, déclaration de principes du Parti Socialiste Belge. Histoire et développements*, Bruxelles, Ed. Fondation Louis de Brouckère, 1980, p. 149.
- 87 M. Liebman, *Les Socialistes belges. 1885-1914*, Bruxelles, Vie Ouvrière, p. 199.
- 88 Sur l'idéologie de la génération du front, voir Dan S. White, *Socialists of the Front Generation 1918-1945*, Cambridge Mass./London, Harvard University Press, 1992.
- 89 H.I. Marrou, «Comment comprendre le métier d'historien», *L'Histoire et ses méthodes*, Paris, Gallimard, Encyclopédie de la Pléiade, 1961, p. 1491.
- 90 P. Milza, *Fascisme français*, p. 38.
- 91 Charles Rapport, «La doctrine et l'histoire - De Man, l'homme qui assassina... Karl Marx», *L'Humanité* (Paris), 5.2.1928.

ANNEXE 1

LETTRE DE MUSSOLINI À DE MAN

IL CAPO DEL GOVERNO

Monsieur,

Je viens de lire le premier volume de votre livre *Au delà du marxisme*, dans l'édition italienne «*Il Superamento del marxismo*», Edizione Laterza, Bari 1929.

Permettez-moi de vous dire qu'il m'a fortement intéressé.

Votre critique du marxisme est bien plus patente¹ que celle des réformistes allemands ou italiens : elle est définitive aussi, parce qu'elle vient après les événements 1914-1919 qui ont démolî ce qui restait de «*scientifique*» dans le marxisme.

Mais à [la] page 143 de votre volume, il y a une affirmation que je me crois en devoir de rectifier. En reportant un jugement de Trotzky sur ma personne et sur la Révolution fasciste vous dites que «*l'esprit du Communisme russe est celui de sympathiser avec toute espèce de révolution, même si celle-ci a des visées nationalistes et veut porter au pouvoir une caste militaire ou féodale*».

Or, la Révolution fasciste n'a pas porté, ne veut pas porter, ne portera jamais au pouvoir une caste militaire et féodale, pour ces trois bonnes² raisons :

1° Les chefs de la Révolution fasciste ne sont ni militaires, ni féodaux.

2° Le programme de la Révolution fasciste n'a jamais envisagé rien de semblable.

3° La matière première nous manque pour ce qui concerne ces deux catégories sociales.

Je dois constater, à mon regret, que vos renseignements sur la Révolution fasciste ne sont pas *up to date*. Une Révolution, comme celle fasciste qui a à son actif

a) la législation sociale la plus avancée, selon le témoignage non suspect de M. Albert Thomas du B.I.T. de Genève

b) la loi [du] 3 avril 1926 sur le règlement juridique des conflits collectifs du travail

c) la C[h]arte du Travail du 21 avril 1927

d) la loi sur le Conseil National des Corporations où les représentants du Capital et du Travail siègent à la même table en parfaite parité de droits et de devoirs – éliminant

cette distance psychologique dans laquelle, plus que dans l'antithèse des intérêts économiques vous voyez justement le germe de la lutte des classes, une Révolution qui a ces lois fondamentales ne peut pas être exécutée en quatre lignes comme un retour au moyen[n]âge (dont les systèmes de travail sont du reste assez bénévolement jugés par vous qui les comparez à la mécanisation outrée et avilissante de certaines branches de l'industrialisme moderne).

Cela dit, je vais lire le deuxième volume de votre ouvrage.

Agréez Monsieur mes salutations distinguées.

Mussolini

Roma 21 luglio 1930 – VIII

¹ Voir note 80, p. 31.

² Mot omis dans les publications antérieures.

ANNEXE 2

LETTRE DE DE MAN À MUSSOLINI

Frankfurt a. M.
Holzhausenstrasse 11 I.
le 23 août 1930

Monsieur le Chef du Gouvernement,

Je vous remercie d'avoir bien voulu m'écrire après la lecture du premier volume de mon livre «Au delà du marxisme». Outre que je me félicite d'avoir intéressé un lecteur aussi illustre et aussi compétent, cela me fournit l'occasion de mettre au point un jugement que vous auriez raison de réfuter s'il s'appliquait au régime fasciste. Mais la phrase qui reproche au communisme russe de sympathiser avec toute espèce de révolution, «même si elle a des visées nationalistes et veut porter au pouvoir une caste militaire ou féodale», a une portée beaucoup plus générale. En écrivant «caste militaire ou féodale», je songeais en premier lieu à la politique russe à l'égard du Proche et de l'Extrême Orient. Mes objections au fascisme sont de toute autre nature, et ressortent de l'ensemble de mon texte, notamment du chapitre sur la démocratie et du passage sur «les mobiles» à la page 281 du second volume italien.

Ceci dit, je vous prie de croire qu'aucun préjugé ne m'empêche de suivre jour par jour – autant qu'on peut le faire par la lecture –, avec un souci ardent d'information objective, l'œuvre doctrinale et politique dont vous êtes l'ouvrier. Je n'ai pas besoin de vous dire que les brèves allusions qu'y fait mon livre ne disent pas tout ce que j'en pense, ni pour ce qui en sépare naturellement un socialiste épris de liberté, ni pour ce qu'elle comporte d'enseignements quant aux méthodes de réalisation d'une époque où les procédés du parlementarisme bourgeois sont devenus inadéquats.

C'est précisément parce que, appartenant comme vous à la «génération du front», et influencé comme vous par les idées de Georges Sorel, je ne ferme mon esprit à aucune manifestation de force créatrice, c'est précisément parce que je ne crains donc pas de rendre justice à certains aspects organisateurs de l'œuvre fasciste, que j'en suis le cours avec un intérêt passionné. Cette passion procède et de mon angoisse, et de mon espoir.

Angoisse, parce que je crois que l'histoire ne portera à l'actif des dirigeants de notre époque que ce qu'ils auront fait pour la réalisation des deux grandes tâches de notre civilisation : donner aux hommes plus de liberté concrète et à l'humanité plus d'unité politique. Espoir, parce que je ne puis m'empêcher de croire qu'un homme de votre dynamisme intellectuel est trop possédé par les forces éternellement révolutionnaires de l'esprit pour ne pas chercher le perfectionnement et la perpétuation de son oeuvre – et sa sanction devant son propre idéal de jeunesse – dans la tâche révolutionnaire par excellence : l'organisation de la liberté et de la paix. Il y a quelques mois, aux cours universitaires internationaux de Davos, j'ai entendu un savant italien défendre la doctrine fasciste par ces mots: «Nous aimons tant la liberté que nous avons osé y renoncer pour mieux y revenir.» Je me suis dit alors que toute la saveur de ce paradoxe resterait celle d'une amère ironie jusqu'au jour où la promesse des trois derniers mots deviendrait une réalité. Vous savez, en homme qui connaît l'histoire, que jusqu'à présent aucun conducteur d'hommes n'a réussi à vraiment effectuer ce passage de l'organisation de l'autorité à l'organisation de la liberté. En homme qui fait de l'histoire, vous êtes mieux placé que quiconque pour connaître les obstacles, surtout psychologiques, qui rendent particulièrement difficile la réalisation de cette dernière partie de formule. Je souhaite, pour vous et pour le peuple italien que j'aime, que vous ayez la gloire d'être le premier à vaincre ces obstacles, et à remporter ainsi la plus belle – et la seule durable – des victoires qu'un homme puisse remporter.

Vous m'excuserez, j'espère, de vous avoir écrit sur ce ton de liberté; en m'écrivant comme vous l'avez fait, pour ainsi dire d'historien à historien, sous le signe de la recherche de la vérité et de la justice à rendre aux actes, vous m'avez porté à croire qu'une telle réponse pourrait trouver chez vous un intérêt semblable à celui que vous avez si aimablement manifesté à mon livre.

Je vous prie de croire, Monsieur le Chef du Gouvernement, à ma considération très distinguée.

Henri de Man

ANNEXE 3

EXTRAITS DE

NI DROITE NI GAUCHE¹ ET NAISSANCE DE L'IDEOLOGIE FASCISTE²

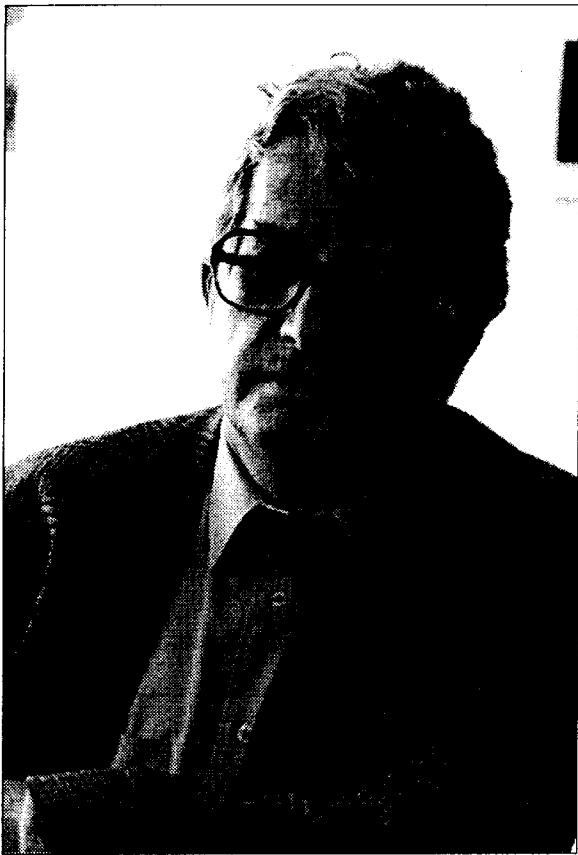
<p>[Le texte de Sternhell est en romains, les citations des lettres en italiques. Les éléments résumés ou ajoutés par moi sont entre crochets.]</p>	
[A] NI DROITE NI GAUCHE	[B] NAISSANCE DE L'IDEOLOGIE FASCISTE
[1] [La révision du marxisme constitue la dimension idéologique la plus significative du fascisme. Entre les deux guerres de Man est incontestablement le véritable idéologue de ce révisionnisme antimatérialiste.]	[1] [Entre les deux guerres de Man est le théoricien le plus important de la révision antimatérialiste du marxisme et l'héritier le plus authentique du soréisme franco-italien.]
[2] En 1926, De Man publie <i>Au delà du marxisme</i> . Quatre ans plus tard, à la sortie de la traduction italienne du livre, Mussolini exprime, dans une lettre à l'auteur, son profond intérêt pour l'ouvrage: « <i>Votre critique du marxisme est bien plus pertinente que celle des réformistes allemands ou italiens: elle est définitive aussi, parce qu'elle vient après les événements 1914-1919, qui ont démolí ce qui restait de «scientifique» dans le marxisme.</i> » [M5-8]	[2] Mussolini ne s'y trompe pas. Lorsque paraît la traduction italienne d' <i>Au delà du marxisme</i> , ce livre qui fait vraiment date dans la révision antimatérialiste du marxisme, l'ancien chef de la gauche révolutionnaire italienne fait parvenir une lettre au militant socialiste belge dans laquelle il lui dit son profond intérêt pour l'ouvrage. Il met tout de suite le doigt sur l'essentiel : cette critique a démolí « <i>ce qui restait de «scientifique» dans le marxisme</i> ». [M8]
[3] Mussolini estime notamment que l'organisation corporative et les nouveaux rapports entre le Capital et le Travail éliminent « <i>cette distance psychologique dans laquelle, plus que dans l'antithèse des intérêts économiques, vous voyez justement le germe de la lutte des classes</i> »... [M33-36]	[3] Mussolini estime notamment que l'organisation corporative et les nouveaux rapports entre le Capital et le Travail éliminent « <i>cette distance psychologique dans laquelle, plus que dans l'antithèse des intérêts économiques, vous voyez justement le germe de la lutte des classes</i> ». [M33-36]
[4] Mussolini avait parfaitement compris la nature et la profondeur du révisionnisme d'Henri De Man. Il savait que l'oeuvre du socialiste belge fournissait au fascisme, qu'on le veuille ou non, une certaine forme de légitimité.	[4] L'ancien directeur d' <i>Avanti!</i> , pour être passé par là, comme les syndicalistes révolutionnaires de son milieu, comprend tout à fait la nature et l'importance de cette nouvelle vague révisionniste. Il sait que l'oeuvre du plus brillant représentant de la nouvelle génération socialiste – Gramsci et Lukács, eux, sont communistes – apporte au fascisme une caution qui n'a pas de prix : celle des hommes venus à la théorie marxienne et au militantisme socialiste au lendemain de la guerre.
[5] Il est vrai que De Man ne fait rien pour le désavouer, au contraire. Tout en ne cachant pas ses objections au fascisme, il est prêt à admettre les côtés qu'il croit positifs dans le fascisme.	[5] Dans sa réponse, De Man ne se sent nullement tenu de détricher le Duce qui s'était intelligemment appliqué à montrer le lien de parenté entre l'analyse d' <i>Au delà du marxisme</i> et la démarche fasciste. Au contraire. Tout en ne cachant pas ses objections, De Man est prêt à admettre les aspects qu'il estime positifs dans le fascisme.

¹ Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 36-38.

² Z. Sternhell, *Naissance de l'idéologie fasciste*, p. 330-331.

UN FASCISME IMAGINAIRE (ANNEXE 3)

<p>[6] «Ceci dit, je vous prie de croire qu'aucun préjugé ne m'empêche de suivre jour par jour – autant qu'on peut le faire par la lecture –, avec un souci ardent d'information objective, l'oeuvre doctrinale et politique dont vous êtes l'ouvrier.» [H16-19] Et De Man poursuit : «C'est précisément parce que, appartenant comme vous à la «génération du front», et influencé comme vous par les idées de Georges Sorel, je ne ferme mon esprit à aucune manifestation de force créatrice, c'est précisément parce que je ne crains donc pas de rendre justice à certains aspects organisateurs de l'oeuvre fasciste, que j'en suis le cours avec un intérêt passionné.</p> <p><i>Cette passion procède et de mon angoisse, et de mon espoir. Angoisse, parce que je crois que l'histoire ne portera à l'actif des dirigeants de notre époque que ce qu'ils auront fait pour la réalisation des deux grandes tâches de notre civilisation : donner aux hommes plus de liberté concrète et à l'humanité plus d'unité politique. Espoir, parce que je ne puis m'empêcher de croire qu'un homme de votre dynamisme intellectuel est trop possédé par les forces éternellement révolutionnaires de l'esprit pour ne pas chercher le perfectionnement et la perpétuation de son oeuvre – et sa sanction devant son propre idéal de jeunesse – dans la tâche révolutionnaire par excellence: l'organisation de la liberté et de la paix.» [H26-43]</i></p>	<p>[6] «Ceci dit, je vous prie de croire qu'aucun préjugé ne m'empêche de suivre jour par jour – autant qu'on peut le faire par la lecture –, avec un souci ardent d'information objective, l'oeuvre doctrinale et politique dont vous êtes l'ouvrier. [H16-19] (...) C'est précisément parce que, appartenant comme vous à la «génération du front», et influencé comme vous par les idées de Georges Sorel, je ne ferme mon esprit à aucune manifestation de force créatrice, c'est précisément parce que je ne crains donc pas de rendre justice à certains aspects organisateurs de l'oeuvre fasciste, que j'en suis le cours avec un intérêt passionné.» [H26-31]</p>
<p>[7] Ce n'est pas l'effet du hasard si De Man fait appel à la mémoire de Sorel et insiste sur l'influence à long terme de l'auteur de <i>Réflexions sur la violence</i>, ni s'il écrit au chef du fascisme italien sur un ton de complicité historique. Le réformisme planiste d'Henri De Man, comme celui de Marcel Déat, est une réponse aussi bien à la crise du capitalisme qu'à l'incapacité du socialisme orthodoxe de répondre au défi que constitue cette crise. Le problème de fond auquel s'attaque ce nouveau révisionnisme ne diffère pas de celui qui préoccupait Sorel et les syndicalistes révolutionnaires d'avant-guerre. D'où, sans doute, la similitude de leurs cheminement intellectuels respectifs.</p>	<p>[7] C'est tout à fait consciemment que De Man fait ici appel à la mémoire de Sorel et insiste sur l'influence à long terme de l'auteur des <i>Réflexions sur la violence</i>, et en toute lucidité qu'il exprime sa compréhension au chef du fascisme italien. Car Henri De Man n'a jamais dissimulé ses buts. «Afin que nul doute ne subsiste quant à mon apostasie, écrit-il en 1919, je l'intitulerai : la révision du marxisme.» Quelques années plus tard, en présentant au lecteur son ouvrage le plus célèbre, il est plus explicite encore : à la fin des années 20, De Man préconise tout simplement «la liquidation du marxisme».</p>
<p>[8] Dans ce contexte, les événements de l'été 1940 paraissent moins étonnantes, et la dissolution du parti ouvrier belge par son président, moins inexplicable. [Suivent des extraits du Manifeste aux membres du P.O.B., «un classique de la littérature fasciste» qui «ne constitue ni une rupture ni une aberration dans l'évolution idéologique de toute une école du socialisme francophone. Pendant des années, de Man avait développé une idéologie politique en tous points déjà fasciste.»]</p>	<p>[8] [Le rappel de l'évolution d'Henri de Man jusqu'en 1940 est semblable à celui de [A] mais un peu plus développés du fait que de Man n'est pas le sujet du livre.]</p>



Michel Brélaz

Né en 1934 en Suisse il vit à Genève. Diplômé de l’Institut international de hautes études internationales et de l’Université de cette ville où il a été assistant en histoire des doctrines politiques, il est l’auteur de *Henri de Man. Une autre idée du socialisme* (sa thèse de doctorat), *Léopold III et Henri de Man, Le «Dossier Léopold III» et autres documents sur la période de la seconde guerre mondiale, Un Fascisme imaginaire* et divers articles sur la même période. Aujourd’hui retraité, il poursuit ses recherches historiques et rassemble des archives pour la préparation de son prochain ouvrage sur les années d’exil d’Henri de Man. Il est cofondateur et ancien secrétaire général de l’Association pour l’étude de l’œuvre d’Henri de Man.

Piet De Buyser

werd geboren in Willebroek op 5 november 1925 in een arbeidersgezin. Na de bevrijding in 1944 werd hij lid van de socialistische jongerenbeweging en secretaris van de Jong-

Socialisten. In april 1945 trad hij in dienst van de Algemene Centrale (ABVV) waar hij ge- last werd met de organisatie van de sociale dienst, de militantenvorming en de pers. Hij was tevens politiek commentator van het socialistisch weekblad “Voor Allen” (1962-1974) en van het dagblad “Vooruit” (1973-1986). In deze hoedanighéid werd hij waarnemend lid van het Nationaal Bureau van de Belgische Socialistische Partij (BSP), later S.P.

Piet De Buyser verleende ook zijn medewerking aan verschillende publicaties zoals “Opvoeding” en “Mens en Taak”. Hij was tevens redactielid van “De Nieuwe Maand” en “Doorbraak 80”.

Bovendien was hij docent aan de “Arbeidershogeschool”, thans Erasmushogeschool, waar hij de cursus “Menselijke problemen bij de arbeid” verzorgde.

Als redactiesecretaris van “De Nieuwe Weg”, het maandblad van de Jong-Socialisten, gaf hij, samen met de schrijfster Janine De Rop, in april 1959 een speciaal De Man-nummer uit dat heel wat opschudding verwekte.

Piet De Buyser woonde in juli 1973 het Internationaal Colloquium te Genève bij, dat aanleiding gaf tot de oprichting van onze vereniging. Hij werd in mei 1974 als lid aanvaard en werd kort nadien opgenomen in het Comité. Wegens zijn verdiensten in de Vereniging werd hem in november 1997 het ondervoorzitterschap toevertrouwd.

Publicaties in verband met de figuur en de werken van H. de Man

- “De Nieuwe Weg” maanblad van de Jong-Socialisten

April 1959 : Met kwaadwillig opzet of te goeder trouw ?

Juni-juli 1959: Verantwoording (stellingname ten gunste van H.de Man namens de redactie)

December 1960: Hendrik de Man, groot socialistisch denker.

Juli 1960: Met mijn scherpe pen ... (kritiek op viering 75 jaar Socialistische Partij, waarbij H. de Man onrecht werd aangedaan.)

• “Mens en Taak”

- # 1964 - nr 1: Enkele ideeën van Hendrik de Man na de Tweede Wereldoorlog
- # 1966 - nr. 1: Boekbespreking “Voor Klaartje” door Yvonne de Man
- # 1970 - nr. 3: De houding van Hendrik de Man tijdens de bezetting
- # 1978 - nr 3 : Hebben we een Plan van de Arbeid nodig ?
- # 1981 - nr. 1: Socialistische voorvechters in de Vlaamse strijd.

• “Voor Allen”

- # 7 juli 1963: Levende socialistische ideeën
- # 3 februari 1963: Het Plan van de Arbeid na dertig jaar
- # 17 augustus 1968: Pleidooi voor een socialistisch denker
- # 30 juni 1973: Portret van een socialistisch denker

• “Volksgazet”

- # 29 april 1978: Hendrik de Man : Persoon en ideeën.

• “De Nieuwe Maand”

- # September 1979: Een omstreden figuur (boekbespreking biografie Hendrik de Man door Mieke Van Haegendoren)

• Vermeylenfonds

- # (speciale uitgave over “De actualiteit, van H.de Man, januari 1986): De invloed van Hendrik de Man op de socialistische cultuurbeweging.

- Publicatie Stadsbibliotheek Antwerpen / Archief en Museum voor het Vlaamse Cultuureven - # SBA/AMVC - 10 (1985): Hendrik de Man en de socialistische jongerenbeweging.

• “Doorbraak 80” (maandblad S.P.)

- # Maart, 1992: Enkele kanttekeningen 50 jaar later (commentaar op artikel over het oorlogs-bureau BSP van Rik Hemmerijckx)

• “Doen” (maandblad SP)

- # Juni 1993: Hendrik de Man is terug.

- # December 1993: Met het Plan de crisis te lijf (60 Jaar Plan van de Arbeid)

• Dagblad”Vooruit “ (Editoriaal)

- # 20 juni 1973: Hendrik de Man nog actueel ?
- # 19-20 oktober 1974: Beter laat dan nooit.

• “Bulletin de l’ Association pour l’Étude de l’Œuvre d’Henri de Man”

- # nr 15 (december 1988): Voorbij het Nationalisme

- # nr 16 (november 1989): Der Eiffluss Hendrik de Man’s auf die Sozialistische Kulturbewegung (Vortrag Gent 17 Juni 1986 für Mitglieder “Neuen Gesellschaft Westfalen”) (plus) Briefwisseling met Jef Rens

- # nr 18 (november 1991): In memoriam Leo Magits (o.m. zijn relatie met Hendrik de Man)

- # nr 19 (november 1992): Enkele kanttekeningen 50 jaar later (zie ook “Doorbraak 80”); (plus) Massificatie en democratie

- # nr 22 (december 1995): Socialistische gepensioneerden over Hendrik de Man.

- # nr 23 (november 1996): Eerherstel voor Hendrik de Man?

- # nr 24 (november 1997): De politieke inmenging in het proces de Man.

- # nr.25 (november 1998): Het proces de Man.



Het “incident Rolin-de Man” herschreven

Op 11 november 1940 kwam het in de “Université Libre de Bruxelles” (ULB) tot een scherpe woordenwisseling tussen de professoren Henri Rolin (1) en Hendrik de Man (2).

Van dit incident heeft de historicus Jean Stengers in 1981 een versie gegeven, die aan de hand van de gegevens waarover we thans beschikken, niet langer houdbaar is (3).

De auteur baseerde zich op verklaringen van de heer Rolin, waarvan kan worden aangetoond dat ze strijdig zijn met de waarheid. Zijn conclusie dat Henri Rolin ingevolge de ruzie met de Man uit de Universiteit werd gezet en dat deze laatste zich als een “verklikker” (un délateur) zou hebben gedragen is volledig uit de lucht gegrepen.

Het relaas van deze gebeurtenis dient te worden herschreven en bovendien in de historische context geplaatst, waarin ze heeft plaatsgehad. Wat heeft zich op die bewuste 11 november voorgedaan ?

De beheerraad van de ULB had op die dag het professorenkorps van de Faculteit Rechten en van de School voor Politieke Wetenschappen bijeengeroepen om na te gaan hoe gereageerd moest worden op de dreigbrief die ze van de Duitse overheid had ontvangen.

De Militärverwaltung had enkele dagen voor-dien rector Van den Dungen (4) gewaarschuwd “dat in talrijke kringen van de bevolking de wens werd uitgedrukt om de Universiteit te sluiten, gezien ze door haar radicaal-links en maçonniek karakter een bestendig gevaar voor de vrede betekende. De militaire bevelhebber beweerde “de ernst van de ingeroepen motieven niet te kunnen ontveinzen, maar voegde eraan toe dat hij desondanks zou trachten de

Universiteit in de hoofdstad te behouden”. (5) De ULB kwam hierdoor onder zware druk te staan en de bespreking verliep vrij moeilijk. Toen Hendrik de Man laattijdig binnenging, stelde Henri Rolin voor de vergadering op te heffen “omdat door diens aanwezigheid het geheim van de besprekingen ten overstaan van de bezetter niet langer meer gewaarborgd werd”.

Hendrik de Man vroeg de Voorzitter Lucien Graux of Rolin de gevoelens van de vergadering vertolkte, ofwel uit eigen naam sprak. Deze antwoordde dat het hier om een persoonlijke aangelegenheid ging en sloot de zitting gezien de agenda uitgeput was (6).

Vermits de voorzitter Rolin’s bemerking voor diens rekening had gelaten wou de Man, op een ogenblik dat de belangen van de Universiteit op het spel stonden, het incident niet op de spits drijven (7). Hij verliet de vergadering, maar voelde zich niettemin in zijn eer gekrenkt. Hij schreef de volgende dag een brief naar de Rector waarin hij vroeg dat zou worden uitgemaakt of zich onder het professorenkorps een “verklikker” bevond, zoals de heer Rolin beweerde, ofwel een “lasteraar” (8). Rector Van den Dungen liet hem weten dat hij heel waakzaam erop zou toezien dat aan zijn schrijven spoedig een duidelijk gevolg zou worden gegeven (9).

Op 18 november ontving Hendrik de Man een brief van de heer E. Bogaert – die de zieke Rector Van den Dungen verving – en die op zijn beurt bevestigde dat het absoluut nodig was de onhoudbare atmosfeer die door dit incident op de Universiteit was geschapen zo snel mogelijk op te klaren. Hij vroeg de Man of hij bereid was de oplossing ervan toe te vertrouwen aan Erevoorzitter Jean Servais (10), die

hij hiervoor de meest geschikte persoon achtte (11). Hendrik de Man liet hem onmiddellijk weten dat hij zijn instemming kon betuigen met dit voorstel.

Een mislukte verzoeningspoging

Rolin en de Man werden door de heer Servais uitgenodigd om bijeen te komen in de club van de Fondation Universitaire in de Egmontstraat op 24 november om 9 u. 30 (12).

De verzoeningspoging was van korte duur en bracht geen toenadering tussen beide protagonisten. Het enig rapport van wat daar gezegd werd, is dit van Henri Rolin zelf (13). Van zijn kant verklaarde Hendrik de Man dat hij loyaal getracht heeft naar een oplossing te zoeken in een ontspannen sfeer die vrij zou zijn van elke politieke hartstocht en waarin enkel de belangen van de Universiteit in acht zouden genomen worden, maar dat hij daarin niet gelukt is vermits Henri Rolin per se een politiek proces wilde voeren (14).

Verder liet hij Erevoorzitter Servais weten dat hij, na het dovermans gesprek, het nut van verdere besprekingen niet inzag. Op de suggestie om het geschil door een jury van drie leden te laten beslechten. (één lid aangeduid door beide partijen, de derde in onderling akkoord met de twee vorige) wou Hendrik de Man evenmin ingaan omdat ze onvermijdelijk op een nieuwe mislukking zou uitlopen (15). Henri Rolin wilde kennelijk het debat een andere wending geven. Hij wenste een politiek proces met als voornaamste inzet het manifest dat Hendrik de Man op 28 juni 1940 tot de leden van de BWP had gericht. In die voorwaarden kon onmogelijk een unaniem akkoord tussen de juryleden worden bereikt, en zou de procedure voor elkeen slechts tijdverlies betekenen. Vermits op

dat ogenblik Rolin al heel wat ruchtbaarheid aan het incident had gegeven, kondigde H. de Man aan dat hij niet langer wou wachten om zelf de lasterlijke aantijgingen van Rolin te weerleggen. Dienstdoende rector E. Bogaert stuurde hierop een brief naar Hendrik de Man waarin hij preciseerde dat het om een persoonlijk incident ging tussen twee politieke personaliteiten in verband met aangelegenheden, die met de Universiteit geen uitstaans hadden en voegde eraan toe : “L’Université comme telle ne peut s’y intéresser que pour regretter et réprover que des questions personnelles soient évoquées surtout en termes désobligeants au cours d’une réunion académique” (16).

Dit laatste betekende duidelijk een blaam voor Henri Rolin, die dat ook zo heeft aangevoeld en woedend reageerde (17).

Meer gegevens over het onderhoud van de heer Servais met de Man en Rolin zijn behoudens het verslag van deze laatste niet gekend.

De eminente erevoorzitter van de ULB schijnt tijdens zijn verzoeningspoging een weinig actieve rol te hebben gespeeld en heeft ook nooit verslag uitgebracht over zijn opdracht.

In hoever het rapport van Henri Rolin betrouwbaar is, blijft een open vraag, want die heeft ongetwijfeld zijn eigen versie willen doordrukken. Gezien hij echter het document aan de heer Servais heeft overgemaakt, kan nochtans verondersteld worden dat – zelfs indien hij het naar eigen hand heeft gezet – de inhoud ervan betrekking heeft op de werkelijk aangeraakte punten.

Henri Rolin heeft vooral getracht een aantal argumenten naar voor te schuiven waarmee hij wou aantonen dat Hendrik de Man met de Duitse bezetter collaboreerde en dus een potentiële verklikker was.

Zijn uitspraak : “dat het even ontoelaatbaar zou zijn in de Man’s aanwezigheid bepaalde aangelegenheden te bespreken als in deze van Reichs-Commissaris Walz” (18) laat hierover niet de minste twijfel.

De historicus Jean Stengers houdt zich voor wat de woordenwisseling tussen beide partijen betreft enigszins op de vlakte, wat hem door Dr. Robert Devleeshouwer, biograaf van Henri Rolin, niet in dank werd afgenoomen (19).

De heer Stengers – die een bewonderaar is van Rolin – had nochtans hiervoor zijn redenen. Hij wist dat de verwijten, die Rolin naar het hoofd van de Man had geslingerd, kant noch wal raakten en wilde klaarblijkelijk vermijden dat aan de reputatie van zijn vriend schade werd toegebracht.

Het feit dat Devleeshouwer de uitspraken van Rolin wel ernstig neemt, wijst op een onvoldoende kennis van het dossier.

Rolin beschuldigde de Man ervan dat hij “de arbeiders in juni 40 had uitgenodigd alle weerstand te staken en het feit van de Duitse overwinning te aanvaarden en dus op een ogenblik dat het land in oorlog was een afzonderlijke vrede te hebben gesloten.” Dr. Devleeshouwer had moeten weten dat op hetzelfde ogenblik de regering Pierlot-Spaak voorstelde om met de Duitsers over een afzonderlijke vrede en over de terugkeer van de soldaten te onderhandelen (20), wat bewijst dat ze de zienswijze van de koning vervoegeerde volgens dewelke het land niet meer in staat van oorlog was.

Henri Rolin verweet de Man “diens reizen naar Berlijn” terwijl intussen onomstootbaar bewezen is dat betrokken nooit met de bezetter is gaan onderhandelen, noch in Berlijn, noch elders in Duitsland.”

Rolin had de Man voor de voeten geworpen

dat hij Otto Abetz, de Duitse ambassadeur in Parijs, had ontmoet en in diens aanwezigheid een papier met Léon Degrelle had ondertekend (21).

Rolin’s biograaf, Robert Devleeshouwer vond het eigenaardig dat dit bezwarend feit niet door de historicus Jean Stengers werd vermeld (22). Deze zal echter wel geweten hebben dat Hendrik de Man in overleg met Leopold III contact had genomen met deze vooraanstaande Duitse ambtenaar om meer te vernemen over het toekomstig lot van België en de terugkeer van de krijgsgevangenen. Bovendien was de ontmoeting met Rex-leider Degrelle daar toevallig geweest (23). In de door Degrelle en de Man ondertekende verklaring – die nooit officieel werd bekendgemaakt – was enkel de wens uitgedrukt dat de koning zijn vrijheid zou terugvinden om politiek op te treden (24). Drie weken nadien was de Man, aan de hand van nieuwe inzichten, een andere mening toegedaan en verklaarde hij tegenstander te zijn van een politieke actie van de koning (25).

Rolin had eveneens zich laten ontvallen dat hij over de Man’s activiteiten door de socialistische senator H. Vos was ingelicht, waaruit Robert Devleeshouwer de conclusie trok dat hij hierdoor deze laatste aan dezelfde risico’s als de zijne blootstelde... Hierdoor wordt nogmaals aangetoond dat de auteur tegenover de Man bepaalde vooroordelen koesterde en niet op de hoogte was van diens vriendschapsbanden met Herman Vos (26).

Oude vijandschap

De vraag dient gesteld waarom Henri Rolin het incident van 11 november heeft uitgelokt. Was het een spontane opwelling van verontwaardiging ten overstaan van iemand die in zijn ogen

een verrader was geworden ? Liet hij zich leiden door de bezorgdheid om de Universiteit of heeft hij een tactisch manoeuvre uitgevoerd om eigen doeleinden te bereiken ?

Ons inziens lijkt vooral deze laatste thesis de meest voor de hand liggende.

Rolin stond wel bekend om zijn opvliegend karakter (27). Pierre Vermeylen beschreef hem als de politicus die zijn opvatting wilde doen zegevieren zonder zich om het resultaat te bekommeren en nooit moeite deed om anderen rond zich te scharen. Hij was een tamelijk lastig, onverzoenlijk persoon die regelmatig zowel met mede- als tegenstanders in botsing kwam (28).

Hij had voor de oorlog het leven van P. H. Spaak zuur gemaakt (29). Toen hij in 1941 de regering in Londen had vervoegd, joeg hij zodanig zijn collega's tegen hem in het harnas dat hij ontslag moest nemen (30). Na de bevrijding kreeg hij tegenwind van zijn eigen familieleden toen hij als Minister van Justitie de Prins-regent adviseerde het genadeverzoek van August Borms te verwerpen en de oude man liet fusilleren (31).

Zelfs toen hem door het "Journal des Tribunaux" hulde werd gebracht, kon de krant niet nalaten op te merken dat hij scherp, hardvochtig en minachtend zijn tegenstanders met een grenzeloze verachting afmaakte (32).

Voor wat de Man betreft, had hij alleszins deze bedoeling. Rolin haatte Hendrik de Man en heeft dit tijdens zijn politieke loopbaan menigmaal in nauwelijks verholen bewoordingen laten verstaan.

Ze waren beiden socialistisch senator, die niet rechtstreeks waren verkozen, maar omwille van hun kennis en intellectuele eigenschappen via coöptatie door de partij werden aangeduid.

Henri Rolin was een bekwaam jurist; de Man een groot socialistisch theoreticus.

Beiden kwamen uit een burgerlijk milieu, maar Rolin uit de francofone Gentse bovenlaag die haar kinderen katholiek opvoedde; de Man uit de kringen van de Antwerpse vrijzinnige liberaal.

Ze volgden ook niet dezelfde weg: Rolin sloot zich aan bij de liberale jeugd, werd antiklerikaal en zocht een onderkomen op het kabinet van de liberale minister van Binnenlandse Zaken Paul Hymans; de Man vervoegde van jong af de socialistische jongerenbeweging en ging, om zijn studies te betalen in Engeland werken als fabrieksarbeider en als vertaler en redacteur in Duitsland.

Hoewel ze beiden, bij het uitbreken van de Eerste Wereldoorlog zich als vrijwilliger hadden gemeld, namen ze na de Duitse nederlaag ten opzichte van de Weimar-Republiek een andere houding aan. Rolin verzette zich tegen de opname van Duitsland in de Volkenbond (33). De Man daarentegen was van oordeel dat men de jonge republiek een kans moest geven en niet mocht laten ten onder gaan door de zware herstelbetalingen en de economische beperkingen die haar door het Verdrag van Versailles waren opgelegd.

Waar Hendrik de Man resoluut opkwam voor de Vlaamse rechten, kon men Henri Rolin veel eer aan de zijde vinden van de Wallingant Jules Destrée, die trouwens zijn toetreding tot de BWP heeft bewerkstelligd en zijn coöptatie als senator heeft voorgesteld.

De verwijdering tussen beide politici situeerde zich vooral op het ideologisch vlak en was reeds voelbaar op het ogenblik dat ze beiden zich effectief inschakelden in de werking van de BWP.

Bij de opstelling van het Plan van de Arbeid, het zogeheten Plan de Man, ging Rolin dwarsliggen in de Commissie voor de Hervorming van de Staat. Hij kon zich geenszins verzoenen met het toekennen van bijzondere machten aan de regering en versterkte actiemiddelen tegen de economische misbruiken.

De kloof tussen beide “partijgenoten” voltrok zich toen de Man minister werd in de regering Van Zeeland (najver speelde hierbij een niet onbelangrijke rol) maar werd definitief toen de Man loyaal achter de onafhankelijkheidspolitiek van P.H. Spaak stond. Henri Rolin bestreed radicaal het beleid van de minister van Buitenlandse Zaken. Ook kantte hij zich heftig tegen de opvatting van Spaak en de Man volgens dewelke de taken van het socialisme in een nationaal kader moesten worden geplaatst, omdat in hun opvatting de Socialistische Internationale en de Volkenbond geen greep meer hadden op de gebeurtenissen.

Het feit dat Hendrik de Man – op initiatief van de Koning – op vredesmissies werd gestuurd om onderhandelingen tussen de Oslo-landen en de grote naties voor te bereiden, viel evenmin bij Rolin in goede aarde. Toen Hendrik de Man in mei 1939 partijvoorzitter was geworden en hardnekkig de neutraliteitspolitiek van de regering bleef verdedigen, schreef Rolin een brief naar de nationale secretarissen van de BWP met het verzoek de Algemene Raad bijeen te roepen om daar de Man’s houding te laten afkeuren (34). Hij viseerde vooral het artikel “Genoeg sabotage van de onzijdigheid” dat Hendrik de Man in het oktobernummer van “Leiding” had gepubliceerd.

Hendrik de Man werd door de socialistische volksvertegenwoordiger van Charleroi Georges Bohy ervan verwittigd dat Rolin een offensief

tegen hem voorbereidde (35).

Op het Kerstcongres van de BWP in 1939, waarop H. Rolin verslaggever was voor de buitenlandse politiek, trachtte hij dan ook de Man te isoleren en bij het opstellen van de resoluties de neutraliteitspolitiek af te zwakken (36).

Het was dus te verwachten dat na de publicatie van de Man’s manifest van 28 juni ‘40, de bruggen tussen de beide vooraanstaande socialisten definitief zouden worden opgeblazen.

Henri Rolin had zijn “cher collègue”, wel nog uitgenodigd om zich in verband met zijn houding te komen rechtvaardigen bij enkele socialistische parlementariërs op het kabinet van Marius Renard, (37) maar de Man zag hiervan het nut niet in. Het was op dat ogenblik immers een kleine minderheid die negatief op zijn manifest had gereageerd (38).

Tenslotte zou Rolin ook stokken in de wielen steken van de Man toen deze plannen koesterde om “Le Peuple” opnieuw uit te geven.

Kortom, Henri Rolin beschouwde zijn gewezen partijvoorzitter als iemand, die gewoon de collaboratie met Hitler voortzette, die volgens hem reeds voor de oorlog begonnen was (39). De professorenvergadering in de ULB op 11 november 1940 was voor Rolin een unieke gelegenheid om lucht te geven aan zijn jarenlange opgekropte haat tegenover de Man. Wat hij nooit had gekund, omwille van het partijbelang, kon hij – nu de politieke vleugel van de BWP was ontbonden – zich ongestoord veroorloven. Het incident was dus voorspelbaar.

Rolin heeft echter niet uit een spontane opwelling van verontwaardiging gehandeld maar er doelbewust voor gekozen de Man te vernederen en hem ten overstaan van het professorenkorps als een onbetrouwbaar element te be-

stempelen.

Dit lag in de lijn van een weloverwogen strategie die verband hield zowel met zijn eigen situatie als met zijn zienswijze over de verdere werking van de universiteit.

Een universiteit onder Duitse controle

Eerst en vooral wist H. Rolin dat zijn aanwezigheid op de universiteit nog enkel een kwestie van tijd was. Het was te verwachten dat hij een van de eerste slachtoffers zou worden van de “sluipende strategie”, van de militaire overheid die de universiteit, die in haar ogen een bolwerk van marxisten en vrijmetselaars was, een nieuwe oriëntering wilde geven.

Als het Hitler's bedoeling was binnen de Belgische ruimte “eine germanisch-deutsche Westmark” te ontwikkelen, dan was het nodig in de hoofdstad een universiteit te behouden als intellectueel centrum van de Germaanse wetenschap.

Een radicale sluiting van de ULB wilden de Duitsers vermijden. Dit zou immers de Leuvense Universiteit ten goede komen en de invloed van de kerk en de kardinaal versterken en dat paste niet in de nationaal-socialistische ideologie. Door een verder doorgedreven vervlaamsing en een stelselmatige “zuivering” van het professorenkorps wilde de militaire overheid haar doel bereiken.

Met deze strategie werd reeds in juli 1940 een aanvang genomen, toen de Militärverwaltung liet weten dat ze zich het recht voorbehield om die professoren te wreken die in mei het land waren ontvlucht.

De maand nadien werd het ontslag van de heer Frerichs, voorzitter van de beheerraad geëist en werd aangedrongen op de vervanging van afwezige professoren, maar de beheerraad wei-

gerde hierop in te gaan (40).

Er werd een Reichsverwalter, een zekere Dr. Walz van de Universiteit van München, aangesteld die erop moest waken dat aan de ULB alle politieke bedrijvigheid werd stopgezet. Hij kreeg ook de opdracht alle joodse professoren te verwijderen, alsmede al diegenen die in hun cursussen of geschriften van een vijandige houding tegenover Duitsland blijk hadden gegeven (41).

In oktober volgde dan de officiële bevestiging dat alle joodse leraren uit het onderwijs dienden te worden geweerd.

Begin november ontving Rector Van den Dungen de bedekte dreiging tot sluiting waarvan reeds eerder sprake (42). De vergadering van de professoren van de Rechtsfaculteit en van de School van Politieke wetenschappen op 11 november was precies bijeengeroepen om na te gaan hoe op dit ultimatum moest worden gereageerd. Henri Rolin had – alvorens Hendrik de Man binnengewand – vooropgesteld dat de Universiteit geen toekomst meer had en in de gegeven omstandigheden het onbegonnen werk was de cursussen te hervatten. “Het was beter,” betoogde hij, “de Universiteit te sluiten en door dit gebaar bij te dragen tot het ontwikkelen van een geest van weerstand bij het publiek” (43). Hij werd echter in dat opzicht door de andere professoren niet gevolgd.

De meesten onder hen waren van oordeel dat op grond van onze Belgische wetten tegen de Duitse aanspraken moest worden gereageerd en de instelling – in afwachting van betere tijden – haar opdracht moest voortzetten, zelfs indien hiertoe enkele aanpassingen nodig zouden blijken.

Rolin persona non grata

De extreme houding van Henri Rolin hield verband met zijn eigen situatie. Door een collectieve sluiting van de Universiteit zou immers ook vermeden worden dat de Duitse overheid te zijnen opzicht een individuele uitwizzingsmaatregel diende te nemen. Want zoveel was reeds duidelijk: Henri Rolin wist dat hij tot de “ongewenste elementen” behoorde en dat zijn ontslag onvermijdelijk was geworden. Hij zal wel niet zo naïef geweest zijn te veronderstellen dat de Duitse geheime diensten geen weet hadden van zijn vroegere politieke stellingnamen en zijn krachtdadig verzet tegen het agressieve Hitler-regime. De SIPO – die zich intussen in het land had gevestigd – was er ongetwijfeld van op de hoogte dat deze socialistische senator de enige is geweest die in het Belgisch Parlement reeds in de zomer van 1938 ervoor gepleit had om de Franse troepen doorgang te verlenen op Belgisch grondgebied indien de Franse regering zou besluiten haar militaire verplichtingen tegenover Tsjechoslowakije na te komen ingeval dit land door de Duitsers onder de voet zou worden gelopen (44).

Na de inval van de Duitsers in Polen in september 1939, ondertekende Henri Rolin samen met een aantal intellectuelen, een manifest waarin ze hun sympathie betuigden met Frankrijk en Engeland die de oorlog aan Duitsland hadden verklaard (45).

Toen de Franse Premier Paul Reynaud in het voorjaar van 1940 voorstelde de geallieerde legers in de mogelijkheid te stellen de Siegfriedlijn te omzeilen via het Belgisch grondgebied en P.H. Spaak aan dit verzoek geen gevolg gaf, hekelde Henri Rolin de houding van ons land.

Bovendien liet hij uitschijnen dat men in de omgeving van de koning (later noemde hij generaal Van Overstraeten) zinnens was om in geval van een Duitse inval ons leger maar in een beperkte mate weerstand te laten bieden (46). Na de Achtiendaagse Veldtocht zou hij trouwens, in de aanwezigheid van Koningin Elisabeth en talrijke verantwoordelijken van het Rode Kruis bevestigen dat, naar zijn opvatting, het Belgisch leger in de strijd tegen de Duitsers in gebreke was gebleven.

Hij was tevens van oordeel dat de capitulatie een verkeerde beslissing was (47) en verkondigde deze mening openlijk in de wandelgangen van het Brussels Justitiepaleis!

Zijn biograaf Robert De Vleeshouwer preciseert hierbij dat hij ook daar onbevreesd uiting gaf aan zijn anti-Duitse gevoelens, waardoor hij geschuwd werd door collega's die zich op het pad van de collaboratie hadden begeven, terwijl de andere het voorzichtigheidshalve bij korte contacten hielden (48).

Rolin had eveneens, op grond van juridische argumenten, namelijk de afwezigheid van de verantwoordelijke uitgevers, zich verzet tegen het opnieuw uitgeven van “Le Soir” zodat de collaboratiejournalist Raymond De Becker ertoe gedwongen werd de Duitse Propaganda-Abteilung in te schakelen en de krant te stelen (49).

Als men dit allemaal op een rijtje zet, kon het niet anders of Henri Rolin stond bij de Militärverwaltung op de lijst van de personen, die op termijn uit het openbaar leven moesten verwijderd worden.

Bovendien was ook zijn situatie op de Universiteit uitzichtloos geworden.

In zijn brief van 12 september 1940 aan Recteur Van den Dungen liet Rolin zelf daarover

geen twijfel bestaan : “Je crois devoir attirer votre attention toute spéciale au sujet des difficultés que va comporter le cours de droit des gens qui m'est confié. Vous n'ignorez pas, sans doute, que le pouvoir occupant, ou plus exactement le parti au pouvoir en Allemagne se réclame en cette matière, d'une doctrine qui s'écarte considérablement des idées habituellement reçues. Je suis bien entendu disposé à en faire l'exposé et la critique dans un esprit d'objectivité toute scientifique, mais je ne puis me dissimuler que cette objectivité même ne sera pas suffisante sans doute pour éviter des difficultés de la part des autorités allemandes” (50).

Met andere woorden: Henri Rolin wist dat de opvattingen over mensenrechten, zoals hij ze doceerde, sterk afwijken van deze die in Duitsland door de nazi's werden toegepast en dat hem dus moeilijkheden te wachten stonden. De directie van de ULB gaf zich rekenschap van de ernst van de toestand en trachtte Rolin ervan te overtuigen dat het beter ware zijn cursus in het eerste doctoraat naar het tweede jaar te verschuiven. Hierop liet Rolin aan de voorzitter van de beheerraad weten dat hij wel kon gissen dat zo'n dubbelzinnige en voorlopige oplossing werd ingegeven door de voorzichtigheidspolitiek van zijn collega's en hij ze enkel met tegenzin kon aanvaarden (51): “Je m'y suis rallié comme à un pis-aller ...”

Rolin koos voor sluiting ULB

Alles wees erop dat Henri Rolin de houding van zijn collega's, die essentiële activiteiten van de Universiteit wilden voortzetten, niet kon waarderen.

Nu kon men in de zomer van 1940 zich nauwelijks een idee vormen wat de Duitsers met

de Universiteit op oog hadden. Men wist niet wat het toekomstig lot van België zou zijn en hoelang de bezetting zou duren. In afwachting wensten de meeste professoren de cursussen te laten doorgaan zelfs mits enkele toegevingen te aanvaarden.

Henri Rolin voelde zich op dat ogenblik door elkeen in de steek gelaten.

Tenslotte kwam hij ook met de Reichsverwalter Dr. Walz in botsing. Deze had, in zijn hoedanigheid van professor van Internationaal Recht, voorgesteld als gastdocent enkele voordrachten te geven over deze materie. Rolin betoogde dat men onmogelijk kon aanvaarden dat een Duitser het woord zou voeren over een materie die hem was toevertrouwd, daar waar zijn cursussen voorzichtigheidshalve dienden opgeschorst.

“In die voorwaarden” – aldus H. Rolin – heeft de universiteit de keuze: ofwel de Duitse commissaris verzoeken van zijn voorstel af te zien, ofwel hem toe te laten zijn cursussen te geven, met dien verstande dat ook ik de mijne kan hervatten. Ik zou de conferenties van die Duitser bijwonen en er zou me telkens de mogelijkheid geboden worden in een volgende zitting hem van repliek te dienen. Dit werd als “onvoorstelbaar” beschouwd, besloot Rolin – mijn voorstel werd afgewezen maar had tot gevolg dat Dr. Walz eveneens gedwongen werd van zijn plannen af te zien” (52). Onnodig te zeggen dat – indien dit verhaal juist is – Rolin het ook verkorven had bij diegene aan wie de Duitse overheid het toezicht van de Universiteit had opgedragen.

Uit wat voorafgaat blijkt duidelijk dat Henri Rolin, op het ogenblik dat hij het incident uitlokte, niets te verliezen had bij een sluiting van de instelling, maar integendeel hierdoor kon

vermijden dat tegen hem sancties zouden worden getroffen.

Ook vreesde hij dat de beheerraad van de ULB eventueel beroep zou doen op Hendrik de Man om te bemiddelen in het geschil met de militaire overheid. Deze kon inderdaad als de geschikte persoon worden beschouwd om zo'n moeilijke opdracht te vervullen. Hij kende het wereldje van de Duitse universiteiten vermits hij zelf jarenlang had gedoceerd te Darmstadt en Frankfurt-am-Main. Hij had reeds voor Hitler aan de macht kwam persoonlijke contacten gehad met generaal von Craushaar (53) die in de zomer van 40 in ons land bevoegd was voor het toezicht op het onderwijs en de cultuur. Bovendien had hij bewezen met de Duitse overheid op het hoogste niveau te kunnen onderhandelen vermits hij van de militaire bevelhebber, generaal von Falkenhausen himself bepaalde garanties had gekregen in verband met de werking van onze instellingen (54).

Het is hoegenaamd niet ondenkbaar dat Henri Rolin zijn rivaal heeft afgeschilderd als een onbetrouwbaar element, in dienst van de vijand, om te vermijden dat deze voor een bemiddelingsopdracht in aanmerking zou komen.

Het incident, dat normaal binnenskamers had kunnen geregeld worden, kreeg meer aandacht dan het verdiente. Enkele oorlogskranten namen de gelegenheid te baat om kritiek te spuiven op de ULB (55). De Duitse overheid zelf had geen boodschap aan een ruzie tussen twee professoren, die enkel schade kon toebrengen aan de faam van de instelling, die ze voor eigen doeleinden wou winnen.

Van zijn kant voelde Hendrik de Man zich gegriefd door de ongegronde verdachtmakingen

Henri Rolin



van Rolin in de aanwezigheid van talrijke professoren en betreurde dat de academische overheid niet over de middelen beschikte om haar professoren hiertegen te beschermen (56).

De heer Servais had inmiddels wel zijn spijt uitgedrukt over de mislukking van zijn bemiddeling (57), maar dit verstrekte Hendrik de Man weinig voldoening. Daarom liet hij weten dat hij zelf zou reageren. Hij zou namelijk zijn collega's, die de bewuste 11 november - vergadering hadden bijgewoond, de werkelijke drijfveren laten kennen, die Rolin ertoe hadden aangezet om hem verdacht te maken.

Hij deed het in een brief die hij op 2 december tot Professor Henri-Albéric Rolin richtte en waarvan hij een gestencild exemplaar naar zijn collega's stuurde (58).

Hierin bevestigde H. de Man de stelling dat de ware reden van diens aantijgingen moest ge-

zocht worden in het feit dat Rolin, niet alleen sedert de publicatie van het manifest, maar reeds lang voordien, zijn politieke zienswijze bestreed, d.w.z. een kwestie die de Universiteit hoegenaamd niet interesseerde (59).

Op 6 december zond Rolin op zijn beurt een open brief naar de professoren waarin hij voorhield dat hij Hendrik de Man niet als een eventuele verklikker, maar als een collaborateur en een deelgenoot (associé) van de bezettende macht beschouwde en betreurde dat deze laatste niet was ingegaan op het voorstel om de oplossing van het conflict toe te vertrouwen aan een drieledige jury (60).

Al met al werd aan deze zaak een ruchtbaarheid gegeven, die niet zonder gevolgen is gebleven.

Rolin exit

Begin februari 1941 werd Henri Rolin door de rector van de Universiteit ervan verwittigd dat de Duitse overheid hem de toegang tot de Universiteit had verboden, wat in het kader van de door de nazi's geplande hervormingen te verwachten was.

Hoewel hij geen aansluiting zocht met zijn socialistische vrienden in de clandestiene beweging, kwam hij op de lijst van de te nemen gijzelaars terecht. Hiervan op de hoogte gesteld, kon hij in 1941 nog tijdig via een vluchtroute Londen bereiken, waar hij tijdens een korte periode, de regering Pierlot-Spaak vervoegeerde als onderstaatssecretaris voor Landsverdediging, functie, die hij wegens de gebrekkige orde en tucht in het leger, moest opgeven. Daarna maakte hij samen met een aantal andere de Man-haters, zoals Antoine Delfosse, Paul Tschoffen en Marcel Grégoire (61) deel uit van de repressiecommissie, die de juridische basis

zou leggen van de maatregelen die toelieten personen te vervolgen voor politieke misdrijven, die nog niet in de Belgische wetgeving waren voorzien.

Voor de Man, die wegens zijn onafhankelijke houding eveneens bij de bezetter in ongenade was gevallen, volgde het ontslag later. Hij had om aan de greep van de Gestapo te ontsnappen in november 1941, het land verlaten en zich teruggetrokken in een berghut van de Franse Alpen, waar hij verschillende werken schreef (62).

Onterechte beschuldigingen

De nasleep van "het incident" heeft zich voor de Man eerst na de bevrijding laten gevoelen toen Henri Rolin een belangrijke rol was gaan spelen in de voorbereiding van het proces dat tegen hem werd ingesteld.

De senaatscommissie die zich over de opheffing van de parlementaire onschendbaarheid diende uit te spreken werd door Rolin voorgezeten. Van een eminent jurist had men minstens mogen verwachten dat hij zou geweigerd hebben mede een uitspraak te doen over een kwestie waarbij hijzelf rechtstreeks betrokken was. In zijn ijver om de Man te vervolgen, vergat hij deze elementaire deontologische regel. Erger, nadat hij de functie van Minister van Justitie had waargenomen, aarzelde hij niet zich persoonlijk in het onderzoek te mengen.

Zo schreef hij o.m. op 12 juni 1946 aan Eerst-aanwezend Substituut Henri Tulkens dat zijn collega Marius Renard, burgemeester van Anderlecht, bepaalde documenten had bewaard, die betrekking hadden op de pogingen van Hendrik de Man om op "Le Peuple" de hand te leggen (63). Uit het onderzoek bleek echter dat Renard enkel in het bezit was van

een uitnodiging om een vergadering van de Raad van Bestuur bij te wonen (64). Op 13 juni 1946 maakte Rolin ook de namen en adressen van Jean Nihon, Léon Delsinne en Herman Vos bekend opdat ook die tegen de Man zouden komen getuigen (65) wat inderdaad gebeurde, echter zonder enig doorslaggevend resultaat (66). Rolin voelde zich klaarblijkelijk in zijn schik in de rol van overbriever.

Het meest ergerlijke feit is wel dat hij overal en dus ook tegen de onderzoeksrechter is gaan vertellen dat zijn verwijdering uit de Universiteit, die door de Duitsers was bevolen, het gevolg was van het incident met Hendrik de Man. In de archieven van het Krijgshof bevindt zich inderdaad een "Pro Justitia" (67) met een verklaring die Henri Rolin voor Eerstaanwezend Substituut Tulkens onder eed heeft afgelegd waarin hij dit bevestigt.

Naar hij verklaarde had hij destijds Rector Van den Dungen verzocht navraag te doen naar de redenen waarom hem verboden werd nog op de Universiteit te komen en had hieraan toegevoegd dat indien de tegen hem genomen maatregel door het incident De Man was ingegeven, hij niet zou aandringen.

"De heer Van den Dungen," aldus Rolin, "telefoneerde me, enkele dagen later, dat deze veronderstelling bewaarheid was geworden" (68).

De heer Tulkens, die in zijn onderzoek naar harde bewijzen tegen de Man zocht, vroeg niet beter dan dit door de rector zelf bevestigd te zien, maar het werd een tegenvaller.

Inderdaad, de heer Van den Dungen verklaarde op 7 juni 1946 – eveneens onder eed – dat Rolin hem wel verzocht had bij de Reichscommissaris, Dr. Walz naar de redenen van zijn beslissing te vragen, maar die werden hem niet

gegeven: "Ik herinner me niet dat hij daar meer over gezegd heeft of hij hierbij de naam van de Man zou hebben vernoemd" – aldus Van den Dungen "indien hij dat gedaan had, dan denk ik dat me dit zou opgevallen zijn". Wel wist de rector te melden dat hij nadien Rolin had ingelicht van het feit dat hij niets te weten was gekomen (69).

Rolin had bovendien de Krijgsauditeur doen geloven dat de beslissing van de Duitse overheid niets te maken had met de inhoud van zijn cursussen, hierbij aanstippend "dat de objectiviteit van zijn onderwijs meestal erkend was geworden in Duitsland" (70). Dat dit volledig haaks stond op zijn vroegere verklaring scheen hem niet te deren. Men herinnert zich zijn brief van 12 september '40 waarin hij duidelijk stelde dat zijn cursussen afweken van de nazi-doctrine over het recht (71).

Henri Rolin had wel gezworen "zonder haat of vrees te spreken en de waarheid en niets anders dan de waarheid te zeggen" maar achter de vraag of hij dat gedaan heeft kan – na wat voorafgaat, een groot vraagteken worden geplaatst.

Rolin liet eveneens uitschijnen dat de Man hem tijdens de verzoeningsvergadering van de heer Jean Servais zou hebben bedreigd met de woorden: "Si j'avais autant à dire auprès des Allemands que vous le prétendez, il y a longtemps que vous seriez en prison" (72).

De enige die zou kunnen bevestigd hebben of de Man zo'n uitspraak heeft gedaan en of, in voorkomend geval, dit als een bedreiging of als een boutade moest worden opgevat, was de bemiddelaar Jean Servais, maar die werd, eigenaardig genoeg, na de bevrijding door Henri Rolin niet als getuige ten laste aangewezen. Het feit dat deze eminente jurist deel uitmaakte van

de Informatie-commissie, die door Leopold III werd ingesteld – en dus voor Rolin een tegenstander was geworden – is wellicht hieraan niet vreemd.

Tenslotte beweerde Henri Rolin dat hij in februari '41 de enige was – die op grond van de speciale Verordening van 18 juli 1940 (73), uit de Universiteit werd gezet en het incident met de Man hem deze “primeur” had bezorgd (74). Ook dit was fout: de Militärverwaltung was al voordien met haar sluipende strategie van politieke zuivering begonnen. Zo werd in de ULB Professor Renaux, die de cursus “bactériologie” verzorgde, reeds op 22 november – d.w.z. twee maanden voordien – geschorst wegens het feit dat hij vermeld stond op een lijst van intellectuelen die een manifest tegen de capitulatie hadden ondertekend (75).

Henri Rolin zal ook wel geweten hebben dat zijn collega, de advocaat Marcel Houtman reeds op 1 september 1940 werd opgesloten omdat hij voor de oorlog in het blad “L'Indépendance” anti-Duitse artikels had geschreven, die niet eens zo ver gingen als deze die hijzelf had gepubliceerd (76).

In zijn uiteenzetting (77) in de openbare zitting van het Krijgshof heeft de heer Tulkens namens het Auditoraat Generaal voorzichtigeheidshalve over het incident in de ULB gezwegen. Hij wilde klaarblijkelijk vermijden, dat Henri Rolin – die kort voordien minister van Justitie was geweest – in een moeilijke positie zou worden gebracht.

Ook in de motivering van het vonnis werd hiervan geen gewag gemaakt (78).

Subjectieve geschiedschrijving

De historicus Jean Stengers die de thesis van Rolin is blijven verdedigen, heeft zich blijkbaar nooit afgevraagd waarom in de Krijgsraad deze kwestie werd doodgezwegen.

Wel heeft hij, op grond van de commentaren in de collaboratiepers, gepoogd te bewijzen dat de Man voor de wegzending van Rolin verantwoordelijk was (79). Eerst door te stellen dat de perslekken toch niet konden komen van een van de professoren, die getuige waren van het incident, vervolgens door te beweren dat in één geval bewezen werd, dat de Man hierin de hand heeft gehad.

Als men weet dat Rolin op de Universiteit weinig of geen vrienden had, is het nogal naïef te veronderstellen dat de pers over de ruzie tussen de twee socialistische senatoren in een vergadering die door talrijke lieden werd bijgewoond niets te weten zou komen.

De beschuldiging van Stengers als zou Hendrik de Man een journalist van “Le Soir”, met name Pierre de Ligne, over het incident hebben ingelicht, getuigt van vooringenomenheid, die men van een vermaard historicus niet zou kunnen verwachten.

Jean Stengers baseert zich hiervoor op een document dat de familie de Man na de oorlog aan het Rijksarchief heeft toevertrouwd (80), namelijk een brief die Pierre de Ligne op 14 december 1940 aan een vriend heeft gericht en waarin hij vroeg Hendrik de Man te danken voor de toezending van “le mot au sujet de Rolin”. Deze vriend was niemand anders dan Michel Tommelein, de secretaris van Hendrik de Man. Het document in kwestie was niets anders dan de brief van 2 december 1940 die Hendrik de Man aan Rolin had gericht en waarvan het professorenkorps een exemplaar had

gekregen. Opvallend is dat Stengers de brief van de Ligne maar gedeeltelijk citeert, daar waar deze zegt “En le modifiant un peu, j’ai pu m’en servir …”, maar opzettelijk het vervolg weglaat “malgré la publication antérieure dans “Cassandre”.

Met andere woorden: de brief was al in de pers verschenen en had, zelfs als zou Hendrik de Man hem hebben opgestuurd, voor de Ligne geen enkele nieuwsaarde meer.

Dit gebrek aan objectiviteit van de heer Stengers komt nog meer tot uiting waar hij preciseert dat dezelfde Pierre de Ligne op 5 juli 1940 de Man een enthousiaste brief heeft geschreven naar aanleiding van diens manifest, maar er vergeet bij te voegen dat hij op deze brief geen persoonlijk antwoord van de Man heeft ontvangen.

Ook had de heer Stengers, door dezelfde documentatie te raadplegen, (die met het oog op een objectieve studie door de familie ter beschikking was gesteld) kunnen weten hebben dat de Man hoegenaamd niet hoog opliep met de opdringerigheid van deze journalist. De Ligne vroeg via Tommelein in april een artikel voor het 1 mei - nummer van “Le Soir” en dit werd hem prompt geweigerd (81).

Zijn argumentatie houdt geen steek. Indien de Man zich rechtstreeks tot Pierre de Ligne had gericht, waarom gebruikte deze dan een omweg – via Michel Tommelein – om hem zijn erkentelijkheid te betuigen?

Alles wijst erop dat deze kwestie gans anders is verlopen. Men kan zich toch niet inbeelden dat Hendrik de Man persoonlijk een gestencild exemplaar zou hebben verzonden aan elk lid van het professorenkorps, terwijl hij over een secretariaat beschikte dat zich met zulke administratieve zaken bezighield? Het is meer dan

waarschijnlijk dat hij deze opdracht heeft toevertrouwd aan Michel Tommelein en dat deze, in zijn ijver om de zienswijze van zijn “patron” (zoals hij Hendrik de Man is blijven noemen) kenbaar te maken ook een exemplaar heeft gestuurd aan de voorzitter van de “Cercle du Libre Examen” van de ULB, die hij persoonlijk kende en die niemand anders was dan … Pierre de Ligne.

Uit gans deze belachelijke historie kan men enkel besluiten dat de historicus Jean Stengers spijkers op laag water heeft gezocht.

Nochtans is Rolin – voortgaande op een mededeling van de Eerstaanwezend Substituut Henri Tulkens dat er een document was teruggevonden waarin vermeld stond dat de Man op zijn verwijdering zou hebben aangedrongen (82) – blijven volhouden dat de Man inderdaad bij de Militärverwaltung was gaan aankloppen om hem uit zijn functie te onttrekken.

Ook de historicus Jean Stengers heeft op een subtile wijze naar dit document verwezen en het in verband gebracht met de ULB-affaire (83) als het ultiem bewijs van zijn gelijk.

Met een beetje ernstig vorsingswerk zou hij echter kunnen vaststellen hebben dat het document, waarop men zich baseerde, als overtuigingsstuk volledig waardeloos was. Het had trouwens betrekking op de werking van de Unie van Hand- en Geestesarbeiders (U.H.G.A.) en meer bepaald op de heruitgave van “Le Peuple” als syndicale krant. De activiteiten van de ULB kwamen hier niet ter sprake.

Op het proces in eerste aanleg had de heer Tulkens tijdens zijn “uiteenzetting van de feiten” geciteerd uit een proces-verbaal van een gesprek op 25 november 1940 van Hendrik de Man met twee ambtenaren van de Dienststelle

Hellwig.

Hij deed dit echter op zo'n slordige wijze dat geen onderscheid kon worden gemaakt tussen wat de Man gezegd heeft en wat de Duitse beambte Dr. Messinger in het verslag, als conclusie had genoteerd.

Om hieromtrent alle misverstand op te heffen, is het nodig de teksten te vergelijken.

Ziehier wat Eerstaanwezend Substituut Tulkens verklaarde: "de Man est d' avis que le côté commercial de la parution de la presse ouvrière dans "Le Peuple" n'offrirait pas de difficultés particulières. Dans tout les cas, l'avocat Rolin, qui jusqu'ici à exercé une influence réelle devrait "être éliminé" ('musse ausgeschaltet werden') (84).

Het verslag van Dr. Messinger luidt als volgt: "De Man ist der Auffassung dass sich die Kommerzielle Seite des Erscheinens der Arbeiterpresse im "Le Peuple" ohne besondere Schwierigkeiten erreichen lasse. Allerdings müsse der Advocat Rolin der bisher einen wesentliche Einfluss ausgeübt hat, ausgeschaltet werden." (85).

Waar uit de uiteenzetting van de heer Tulkens men de indruk opdoet dat de Man letterlijk zou verklaard hebben dat Rolin moest uitgeschakeld worden, blijkt uit het oorspronkelijk verslag dat deze noodzakelijkheid door de verslaggever werd vastgesteld.

Wel staat vast dat Hendrik de Man tijdens dit gesprek met de burgerlijke ambtenaren, Dr. Voss en Dr. Messinger, gewag heeft gemaakt van de moeilijkheden die hij enkele maanden voordien vanwege H. Rolin had ondervonden om een heruitgave van het blad "Le Peuple" te bewerkstelligen.

Wat was er toen gebeurd ? Toen in juli '40 de Man de nog in het land verblijvende beheer-

ders van "Le Peuple" had bijeengeroepen om na te gaan in welke voorwaarden men de krant opnieuw kon laten verschijnen, wist H. Rolin dat op grond van juridische bezwaren, namelijk de afwezigheid van de eigenaars, te verhinderen.

Hij dreigde ermee de zaak door het gerecht te laten beslechten. Deze methode had hij overigens met succes toegepast toen de rexist Raymond De Becker beslag wilde leggen op "Le Soir". Dit feit was algemeen gekend en Rolin werd hiervoor geenszins verontrust. Wel riep De Becker de hulp in van de Duitse militaire overheid en kreeg zo toch de krant in handen.

In feite wilde Rolin zijn rivaal de Man in de val laten lopen door hem te verplichten eveneens beroep te doen op de Duitsers maar deze is daar niet ingetrapt, en liet, met respect voor de wettelijke beschikkingen, de zaak op haar beloop.

Rolin had toen al ondervonden dat de Man niet bij de militaire overheid zou gaan aankloppen om hem te dwarsbomen. Zo'n demarche zou die trouwens beneden zijn waardigheid hebben gevonden (86).

In elk geval kan met zekerheid worden gezegd dat de uitspraak dat Rolin moest uitgeschakeld worden enkel betrekking kan hebben gehad op zijn functie als advocaat bij de onderhandelingen met de directie van "Le Peuple" en geenszins in verband kan worden gebracht met zijn activiteiten in de Universiteit. Hiermee kon de Dienststelle Hellwig zich niet bemoeien en zou dit ook niet willen doen hebben wegens haar niet te beste verhoudingen met de Militärverwaltung.

"Le Peuple" werd niet opnieuw uitgegeven. Wel werd in december 1940 met de beheerders

Joseph Lemaire, Papart en Isi Delvigne onderhandeld over de ingebruikneming van het gebouw en de installaties voor het drukken van een nieuw blad "Le Travail".

We hebben omwille van een objectieve geschiedschrijving meer klarheid willen brengen over de feiten en de omstandigheden waarin het incident Rolin-de Man zich heeft voorgedaan.

De thesis volgens dewelke Hendrik de Man zich als een verklikker zou hebben gedragen, berust op geen enkele grond. Daarentegen staat vast dat H. Rolin in november 1940 de Man onheus heeft behandeld en hem bij zijn collega's van de ULB in diskrediet heeft willen brengen. Ook is bewezen dat hij na de bevrijding het gerecht verkeerde inlichtingen over de Man's activiteiten tijdens de bezetting heeft verstrekt en heeft bijgedragen tot diens zware veroordeling (87).

Ondanks alle nefaste gevolgen van deze onverdiende beschuldigingen voor de Man's reputatie, heeft deze na de oorlog schouderophalend gereageerd op de houding van Rolin. Tenslotte kende hij diens haatgevoelens te zijnen opzichte en was hij ook de enige die ze openlijk gemanifesteerd heeft. Met Rolin wist de Man tenminste welk vlees hij in de kuip had.

Meer gekwetst werd hij door de lafhartige houding van diegenen die hem in 1940 hadden gevuld en na de bevrijding hebben verloochend.

Dit legt wellicht uit waarom hij nog hartelijk heeft kunnen lachen met de amusante anekdote die zijn secretaris Michel Tommelein hem in 1951 heeft kunnen vertellen.

Tommelein, die nooit om een grap verlegen zat – had in 1951 een onderhoud met Henri Rolin. Op het einde van het gesprek liet Tommelein

zich ontvallen dat hij de Man in Zwitserland had bezocht en deze over hem had gesproken: "de Man me racontait notamment qu' inculpé de dénonciation à votre sujet, vous avez carrément déclaré qu'il n'en était rien. Cela lui a fait néamoins du plaisir d'apprendre que vous avez été correct dans cette circonstance..." Rolin stond van de hand gods geslagen en brabbelde: "Mais enfin, c'est correct, puisqu'il ne m'a pas dénoncé" Michel Tommelein – even onverstoornbaar – merkte op dat niet iedereen daarvan overtuigd was en het wel de moeite zou lonen dat Rolin dit openlijk zou bekendmaken.

Hierop herhaalde Rolin nogmaals dat de Man hem niet verklikt had en hij dus rechtvaardig had gehandeld. "Malheureusement" voegde hij er zich enigszins hervattend aan toe: "Henri de Man a fait tant de mal en précipitant tant de bons militants dans le précipice ... (88)."

Hierop nam het gesprek een einde, maar Henri Rolin was zo verbouwereerd dat hij de omslagen opende van de brieven, die hij kort voor-dien had dichtgeplakt en gefrankeerd ...

Uit het hele verhaal kan men besluiten dat ook figuren met wereldfaam hun kleine kantjes hebben.

Piet De Buyser

Bronvermelding en aanmerkingen

- (1) Henri Rolin (1891-1973) Dr. in de Rechten. Gecoöpteerd socialistisch senator (1932-1968). Minister van Justitie (1946). Senaatsvoorzitter (1947-1949). Minister van Staat.
- (2) Hendrik de Man (1885-1953) Dr. in de Geschiedenis en de Wijsbegeerte. Gecoöpteerd socialistisch senator (1936-1944). Minister van Openbare Werken (1935). Minister van Financiën (1936). Voorzitter Belgaïsche Werkliedenpartij (1939).
- (3) Jean Stengers – Une page de l'histoire de l'Université de Bruxelles sous l'occupation – Annales de la Société Royale d'Archéologie – Mélanges Mina Martens T. 58 – 1981 – blz. 255 – 263.
- (4) Franz Van den Dungen (1898-1965) Rekenkundige-Ingenieur. Rector ULB. Voorzitter van de Koninklijke Academie (1951).
- (5) Paul Delandsheere – Alphonse Ooms : La Belgique sous les Nazis (I) blz. 177
- (6) Robert Devleeshouwer – Henri Rolin 1891 – 1973 – blz. 265
- (7) Brief Hendrik de Man aan de Rector van de ULB op 12 november 1940 – met de hand geschreven copie. Archieven Krijgshof. Dossier 3333. "Après la déclaration du Président de la réunion, laissant en somme cette assertion pour compte de l'accusateur, je n'ai pas insisté outre mesure pour que l'incident personnel soit vidé sur le champ à un moment où d'aussi graves intérêts généraux étaient en jeu."
- (8) Ibid: "Toutefois, il me paraîtrait inconcevable qu'une accusation aussi attacant à l'honneur puisse être lancée devant une assemblée professorale sans que les autorités académiques ne prennent des mesures pour établir si le corps professoral contient, comme le prétend Mr. Rolin, un délateur, ou, comme je l'affirme un calomniateur".
- (9) De originele brief van Rector Fr. Van den Dungen (14 november 1940) bevindt zich in het dossier 3333 van het Krijgshof. "Je tiens à vous dire que j'apporterai une particulière vigilance à ce qu'une suite très nette soit donnée sans retard à votre lettre".
- (10) Jean Servais (1856-1946) Jurist – Minister van Staat (1926) Professor ULB
- (11) De originele brief van de heer E. Bogaert (18 november 1940) bevindt zich op het Krijgshof: dossier 3333 – overtuigingsstukken in het dossier de Man. "... il est absolument nécessaire que l'atmosphère inadmissible à l'Université, créée par cet incident, soit clarifiée sans retard"
- (12) De uitnodiging van de heer Servais (22 november 1940) gericht aan de Man bevindt zich in het dossier 3333 van het Krijgshof.
- (13) Dit document werd door H. Rolin aan Eerstvoorzitter J. Servais overgebracht met zijn brief van 30.12.40 – Archieven ULB 1 p. 616 – Zie ook de verklaringen van H. Rolin aan Eerst-aanwezend Substituut Henri Tulkens op 1 juni 1946 – Archieven Krijgshof – dossier Not. 14.611 – Aff. 2443 en het interview H. Rolin door Francis Buytaerts. RTBF p. 61 Tekst SOMA.
- (14) Copie brief (niet gedateerd) van Hendrik de Man aan rector Van den Dungen. "J'ai loyalement essayé de faciliter la solution de cet incident dans une atmosphère libre de toute passion politique et en ne tenant compte que des intérêts de l'Université. Je regrette que Mr. Rolin, évidemment possédé du désir de jouer un rôle dans un procès de tendance politique étranger à l'incident académique en cause, ait fait échouer cette tentative." Krijgshof - Dossier 3333 – Fardé 19
- (15) Brief H. de Man (handschrift) (24 november 1940) dossier Krijgshof 3333 – Fardé 19
"Une tentative de ce genre me paraît être vouée à l'échec. Monsieur Rolin, s'obstinant dans une erreur qu'il aurait mieux fait de reconnaître, cherche visiblement à faire dévier le débat en lui donnant le caractère d'un procès de tendance politique, principalement basé sur mon manifeste aux membres du P.O.B."
- (16) Brief van E. Bogaert (ULB) aan H. de Man 2 december 1940 – Krijgshof – overtuigingsstukken dossier 3333.
- (17) Brief H. Rolin aan E. Bogaert – 5 december 1940 – Archives ULB 1 p. 16
"Je ne puis accepter cette sorte de blâme infligé dans des conditions aussi anormales" – Dit laatste hield verband met het feit dat Rolin enkel een copie van de brief gericht aan Man had gekregen.
- (18) Tekst geciteerd door J. Stengers – Une page de l'Histoire de l'Université de Bruxelles sous l'occupation – blz. 257: "Il est dès lors aussi inadmissible de discuter certaines questions en sa présence que de les discuter en présence de M. Commissaire Walz "Tegenover Eerstaanwezend Substituut Henri Tulkens drukte H. Rolin op 1.6.1946 zich als volgt uit: Je déclarai que j'avais voulu dire que de Man était en telle association avec les autorités allemandes, qu'il était aussi absurde de parler de résistance devant lui que devant le Commissaire du Reich "Dossier Krijgshof Not. 14611 Aff. 2443 – Pro Justitia nr. 35
- (19) Robert Devleeshouwer – "Henri Rolin" blz. 266 – Zie ook nota op blz. 277. "... On peut s'interroger sur les raisons du silence de Jean Stengers sur cette partie de la scène (...) Tout cela ne méritait-il aucune relation dans une étude spécialement consacrée à la question ?"
- (20) Rapport de la Commission d'Information instituée par S.M. le Roi Léopold III le 14 juillet 1946 – édition 1947- annexes 84-85-86-87-90, blz. 136-139
- (21) Pro Justitia - Verklaring H. Rolin aan Eerstaanwezend Substituut H. Tulkens – 1 juni 1946 – Dossier Krijgshof Not. 14.611/Aff. 2443
- (22) Robert Devleeshouwer – Henri Rolin 1891-1973 – blz. 266
- (23) Verklaring Otto Abetz aan onderzoeksrechter Roux (13 juli 1946) – Krijgshof - Dossier H. de Man 14.611/Aff. 2443
- (24) Verklaring H. de Man volgens Graat Capelle: Il est exact, comme on vous l'a dit, que j'ai signé avec lui un papier exprimant le souhait que le roi recouvre sa liberté pour exercer une action politique: Receuil – bijlage 35 blz. 83 – SOMA Papieren Capelle p. 24 – nr. 2 blz. 94
- (25) Michel Brélaz – "Léopold III et Henri de Man" Hoofdstuk 11 – blz. 207 - 222
- (26) SOMA – PDG – 624 - nr. 268 Zie brief van Herman Vos aan Hendrik de Man, 21 februari 1941 (...) "Het ergert me vreselijk wanneer ik de dwaasheden hoor die men van zekere zijde over u verkoopt. Het kan zijn dat deze of gene van uw handelingen mij problematisch voorkomen, maar uw bedoelingen met het initiale opzet, lijken mij zoo duidelijk dat ik niet begrijp hoe sommigen daarvan aan de zuiverheid kunnen twijfelen. Ook al zou ik de dankbaarheid niet laten spreken die ik u bewaar voor de moedige en kameradschappelijke manier waarop gij vooral mij het intreden in de arbeidersbeweging hebt mogelijk gemaakt – dan nog zou ik mij genoopt voelen tot deze uitdrukking van begrijpende vriendschap."
- (27) Zo zou H. Rolin, in een rechtaak waarbij zijn cliënten door Rechter P. Vermeulen tot een lichte straf werden veroordeeld, woedend de zaal hebben verlaten met de woorden dat hij nooit meer voor hen zou pleiten. P. Vermeulen Een gulzig leven – blz. 72
- (28) Pierre Vermeulen – Een gulzig leven – blz. 49 en 78
- (29) P.H. Spaak Combats Inachevés – De l'Indépendance à l'Alliance (blz. 33)
- (30) Henri Rolin als Onderstaatssecretaris voor Landsverdediging in 1942 – geraakte door zijn eigengereidheid volledig geïsoleerd en werd tot ontslag gedwongen. Devleeshouwer schrijft hierover in zijn biografie: "Rolin n'a pas d'alliés, il a encore moins d'amis dans l'action". Ook nam Rolin geen deel aan de activiteiten van de socialisten in Londen. (blz. 316)
- (31) Robert Devleeshouwer "Henri Rolin" blz. 343 – Grosse émotion dans sa famille où certaines de ses filles s'opposent à lui avec énergie, hostiles à toute peine de mort. Lui, au contraire, déclarera n'avoir jamais regretté cette décision capitale".
- (32) Journal des Tribunaux: "Il peut être amer, dur, méprisant et si ce mépris est profond, il écrase ses antagonistes avec un incommensurable dédain" – geciteerd door Robert Devleeshouwer – "Henri Rolin" op blz. 343.
- (33) Henri Rolin werd na de Eerste Wereldoorlog juridisch raadgever van de liberale minister van Buitenlandse Zaken Paul Hymans en als diens adjunct verbonden aan het bestuur van de Volkenbond te Genève, waar hij zich genuime tijd heeft neergelegd bij de beslissingen van Frankrijk om Duitsland buiten deze internationale organisatie te houden. Dit standpunt werd door de Belgische liberale ministers gedeeld. Na Wereldoorlog II nam H. Rolin een identieke houding aan en verzetted hij zich tegen de opname van Duitse troepen in een gebeurlijk op te richten Europees defensieleger.
- (34) Brief van 18 november 1939 van H. Rolin aan de nationale secretarissen De Block en Piot – SOMA – dossier PDG 624 – nr. 110.
- (35) Brief (ongedateerd) van Georges Bohy aan Hendrik de Man: "Prenez garde, dimanche, à l'offensive Rolin contre votre article. SOMA PDG – 624 – nr. 111".
- (36) Zie in dit verband Guido Provoost – Res Publica 1978/1 – blz. 26
- (37) Brief van Henri Rolin aan Hendrik de Man op 19 juli 1940 – Rijksarchief – dossier B 1 – 203 – nr. 184
- (38) Verklaring Jules Roland (socialistisch senator) aan Substituut H. Tulkens op 3 juni 1946
"A l'époque, bien peu de militants socialistes marqueront effectivement leur désaccord avec de Man. Je n'ai vu que Joseph Merlot et Henri Rolin affirmer leur hostilité d'une façon bien nette à l'action de de Man". Archief Krijgshof – dossier Not. 14.611 Aff. 2443
- (39) Verklaring H. Rolin in verband met Manifest 28.6.40: "C'était le prolongement d'une attitude, je dirais de collaboration avec Hitler. C'était une collaboration avant l'agression". Interview H. Rolin. J. Gotovitch le 8 juni 1972 – SOMA (band 5)
- (40) Paul Delandsheere – Alphonse Ooms – La Belgique sous les Nazis (I) blz. 131
- (41) Robert Devleeshouwer – Henri Rolin – blz. 264
- (42) Paul Delandsheere – Alphonse Ooms – La Belgique sous les Nazis (I) blz. 177
- (43) M. Vauthier – L'université de Bruxelles sous l'occupation allemande blz. 28
- (44) Télimémoires Francis Buytaerts – Henri Rolin – La Paix par le droit – RTBF 3 mei 1991
- (45) Gerard Libois – José Gotovitch – "L'Année 40" blz. 43
- (46) Gaston Eyskens – Mémoires – blz. 157
- (47) Robert Capelle: 18 ans auprès du Roi Léopold – blz. 335
- (48) Robert De Vleeshouwer – Henri Rolin blz. 260
- (49) Ibid
- (50) Archives ULB – Dossier Henri Rolin 1 p. 616
- (51) De Vleeshouwer – Henri Rolin blz. 264
- (52) Interview H. Rolin door Francis Buytaerts – RTBF - SOMA – getypte tekst p. 61
- (53) Hendrik de Man had de Militärverwaltungschef generaals von Craushaar in 1929 ontmoet in de abdij van Pontigny op studiedagen die door de Fransman Paul Desjardins waren ingericht over het probleem van de burgerlijke en proletarische kunst.
- (54) Hendrik de Man had enkele dagen na de capitulatie een onderhoud met Generaal von Falkenhausen die hem ten behoeve van Leopold III een aantal waarborgen gaf voor een correct bestuur van het land – Hendrik de Man – "Gegen den Strom", blz. 244

- (55) Le Soir 16.11.40 – Cassandre 1.2.41
- (56) Brief van Hendrik de Man aan E. Bogaert (2 december 1940) Archieven Krijgshof – Overtuigingsstukken dossier 3333.
- (57) Ibid Brief van J. Servais aan Hendrik de Man (27.11.40); zie bijlage I
- (58) Zie bijlage I, Algemeen Rijksarchief I-203 nr. 185-186
- (59) Deze brief werd slechts gedeeltelijk gepubliceerd door Jean Stengers in "Une page de l'histoire de l'Université de Bruxelles sous l'occupation". L'incident Rolin – de Man de novembre 1940. Zo laat hij de passus weg waarin de Man uitlegt waarom hij aan het professorenkorps een afschrift stuurt. Archieven Krijgshof, dossier 3333
- (60) Lettre de Henri Rolin adressée aux professeurs de Faculté de Droit et de l'Ecole des Sciences Politiques, présents à la réunion du 11 novembre 1940 (6.12.1940) – Zie bijlage II Archieven Krijgshof – dossier 3333.
- (61) Piet De Buyser - De politieke immenging in het proces de Man. Bulletin de l'Association pour l'Etude de l'Oeuvre d'Henri de Man - nr. 24 – nov. 1997.
- (62) Cahiers de ma Montagne - Jacques Coeur - Argentier du Roi - Réflexions sur la Paix (werd door de Duitsers in beslag genomen).
- (63) Brief van H. Rolin aan Eerstaanwezend Substituut Tulkens (12 juni 1946) - Archief Krijgshof - dossier 14.611/Aff. 2443
- (64) Ibid - Verklaring Marius Renard
- (65) Ibid - Brief van H. Rolin aan Eerstaanwezend Substituut Tulkens (13 juni 1946)
- (66) Zie Verklaringen Delsinne en Nihon (Piet De Buyser – Bulletin de l'Association pour l'Etude de l'Oeuvre d'Henri de Man nr. 25 -) blz. – Gegevens dossier 14.611) Aff. 2443
- (67) Pro Justitia – verklaring H. Rolin (1.6.46) Archief Krijgshof – Dossier 14.611/Aff. 2443 – Zie ook interview met Francis Buytaerts RTBF – dossier SOMA.
- (68) Henri Rolin was trouwens op 1 juni 1946 zelf aan de Eerstaanwezend Substituut gaan vragen om ingenieur François Van den Dungen, de toenmalige rector van de ULB, te ondervragen.
- (69) Archief Krijgshof – dossier H. de Man – Not. 14.611/Aff. 2443 – Van den Dungen: "Je ne me souviens pas qu'il (Dr. Walz) ait cité le nom d'Henri de Man ; s'il l'avait fait, je pense que la chose m'aurait frappé".
- (70) Ibid
- (71) Robert Devleeshouwer – Henri Rolin – blz. 264
- (72) Verklaring H. Rolin aan Eerstaanwezend Substituut Tulkens (1 juni 1946) dossier Krijgshof 14.611/Aff. 2443.
- (73) Hierin stond o.m. vermeld dat de militaire bevelhebber het recht had personen te verbieden een openbaar ambt uit te oefenen.
- (74) Verklaring H. Rolin in de Senaat – 18 juli 1950
- (75) Paul Delandsheere – Alphonse Ooms – La Belgique sous les Nazis I – blz. 193.
- (76) Marcel Houtman: Après quatre ans d'occupation – blz. 19 en 42. (Betrokkene werd een tweede maal door Duitsers aangehouden op 12 juli 1941, met dezelfde wagen waarmee ook H. Rolin moest worden opgepakt. Rolin had echter tijdig kunnen onderduiken en verliet het land op 27 juli
- (77) Exposé des Faits – dossier 14.611 – SOMA PDG – 624 – nr. 627
- (78) Michel Brélaz/H. de Man – Le dossier Leopold III blz. 350
- (79) Jean Stengers – Une page de l'histoire de l'Université (Mélanges Mina Martens) blz. 259 "D'où venaient les informations sur lesquelles la presse se fondait ? Il est permis de douter qu'un membre de la Faculté de Droit ou de l'Ecole des Sciences politiques ait pu glisser une indiscretion à des journalistes de collaboration ..."
- (80) Rijksarchief – Papieren de Man – PDG – 624 nr. 96
- (81) Brief Michel Tommelein (24/4/41) aan Pierre de Ligne – Rijksarchief Papieren de Man nr. 98
- (82) Aktennotiz mit Herrn Professor de Man am 25 November 1940 – Anwesend von der Dienststelle Dr. Voss und Dr. Messinger – Dossier Krijgshof 14.611/Aff. 2443
- (83) Jean Stengers: Une page de l' histoire de l'Université de Bruxelles sous l'occupation blz. 259-260
- (84) SOMA – dossier PDG – 624 – nr. 627 (blz. 14)
- (85) Krijgshof not. 14.611/Aff. 2443
- (86) Henri Rolin getuigde hierover het volgende in "Le Peuple" van 14 september 1955: "Sans doute demeurait-il à De Man la possibilité de recourir à l'occupant (...) mais on n'osa pas aller jusque-là ..."
- (87) Hendrik de Man werd bij verstek veroordeeld tot 20 jaar buitengewone hechtenis en betaling van 10 miljoen BF schadevergoeding.
- (88) SOMA - brief Michel Tommelein aan Hendrik de Man 6 december 1951 - dossier PDG - 624 nr. 600.

Bijlage 1

Monsieur le Professeur Henri-Albéric Rolin à Bruxelles

Monsieur,

Le 11 novembre, vous avez dit à une assemblée du corps professoral de la Faculté de Droit et de l'Ecole des Sciences politiques et sociales, le Conseil d'Administration de l'Université étant présent:

"Je propose de lever la séance. Monsieur de Man vient d'entrer. Dès lors, étant donné ses rapports avec le pouvoir occupant, le secret de nos délibérations n'est plus garanti."

Je demandai aussitôt au Recteur de prendre les mesures requises "pour établir si le corps professoral contient, comme le prétend Mr. Rolin, un délateur, ou, comme je l'affirme, un calomniateur."

Trois semaines se sont écoulées depuis, et les efforts entrepris par les autorités académiques pour résoudre cette question de commun accord et à huis clos n'ont pas abouti.

C'en est assez, et je ne veux pas attendre que le souvenir de l'incident se soit estompé pour mettre ceux qui en furent témoin en état de le juger comme il le mérite.

Mis en demeure de prouver l'imputation infamante que vous avez lancée contre moi, vous avez reconnu que cela vous était impossible.

Mais au lieu de vous rétracter, vous vous êtes réfugié derrière de subtiles distinctions entre ce que vous appelez la délation individuelle et immédiate, l'information collective à longue échéance, l'association ou collaboration habituelle avec le pouvoir récepteur possible d'informations possibles, etc.

Devant ces exercices qui dépassent mon entendement, il m'a suffi de vous rappeler la réalité, à savoir que vous avez essayé de me disqualifier comme membre du corps professoral, en me représentant comme capable de trahir le secret de délibérations.

Vous avez alors tiré argument du fait que, dans un manifeste publié en juin, j'aurais préconisé la non-résistance à l'occupant. Vous avez révélé ainsi que vous ne m'avez insulté gratuitement que parce que vous désapprouvez violemment et depuis longtemps ma politique.

Je ne vous suivrai pas dans cette tentative de faire diversion. Votre opinion sur ma politique ne m'intéresse guère; d'autant moins que vous avez usé sans mesure du droit de prendre des

vessies pour des lanternes, depuis le temps où vous nous demandiez de faire fond sur les sanctions de la S.D.N. jusqu'à celui où vous réclamiez l'intervention armée en Espagne, le droit de passage pour les armées françaises, etcetera. Et je ne vous dois aucun compte au sujet d'une attitude qui m'est inspirée par le souci des intérêts collectifs dont j'ai la charge, et qui me permet de dédaigner les bobards et les ragots des irresponsables.

Mais tout cela n'intéresse aucunement l'Université, ni ne vous autorisait à jeter sur moi un soupçon infamant, et cela dans des conditions où, sous peine de mettre en péril des intérêts supérieurs, la riposte devait se faire attendre.

Elle m'attendra pas plus longtemps. C'est pourquoi j'ai décidé de donner à cette lettre une publicité égale à celle que votre incartade a eue. Il faut que ceux qui en ont été témoins sachent que, n'ayant pas eu la loyauté de vous rétracter, il ne vous reste que le choix entre deux explications: ou bien la sottise du bavard qui ne se rend pas compte de la portée des termes qu'il emploie, ou bien le manque de scrupules du fanatique aveuglé par sa passion, au point d'oublier que la calomnie ne déshonore que le calomniateur.

Le 2 décembre 1940

(signé) H. de Man

Bijlage 2

Lettre de Henri Rolin, adressée aux professeurs de la Faculté de Droit et de l'Ecole des sciences politiques présents à la réunion du 11 novembre 1940.

Sénat

Bruxelles, le 6 décembre 1940

Mon cher collègue,

J'ai reçu en même temps que vous en date du 3 décembre 1940 une lettre ouverte dactylographié portant la griffe H. de Man.

La forme et le ton de cette communication me dispensent de répondre à son auteur.

Au surplus vous fûtes témoin de l'incident du 11 novembre et je n'ai rien à vous apprendre à ce sujet.

Mais Mr. De Man fait état de façon à vrai dire aussi obscure que vénérable des déclarations que j'aurais faites au cours de la tentative de conciliation à laquelle nous fûmes conviés l'un et l'autre le 24 novembre par un représentant de l'autorité académique. Il appartiendra à celle-ci de vous faire connaître, si elle l'estime utile, le compte-rendu qui lui aura adressé à ce sujet par son représentant.

Je ne puis toutefois me dispenser de rectifier et compléter dès à présent sur deux points essentiels la relation que de Man donne de mes déclarations:

1. Je n'ai pas reconnu que j'étais "dans l'impossibilité de prouver l'imputation infamante que j'avais lancée contre notre collègue", mais j'ai indiqué que cette imputation était celle d'être non un éventuel délateur, mais un collaborateur et un associé du pouvoir occupant – c'est le médiateur qui a émis l'avis qu'en cas de procès je ne pourrais être admis à faire la preuve du bien-fondé de cette imputation; en ce sens il a pu être dit que la preuve était "impossible".
2. J'ai fait en fin de discussion la proposition formelle suivante: "de constituer un jury d'honneur de trois membres dont chacune des parties désignerait un membre, le troisième étant nommé de commun accord par les deux premiers désignés. Ce jury aurait à apprécier si les paroles de Mr. Rolin étaient attentatoires à l'honneur de Mr. De Man et s'il était en droit de les tenir à raison de ses informations. La sentence du jury d'honneur serait portée à la connaissance du recteur et transmise aux professeurs présents à l'incident du 11 novembre".

Après avoir demandé 24 heures de réflexion Mr. De Man a décliné cette proposition. Il préfère sa lettre ouverte. Vous appréciez.

Je vous prie d'agréer, mon cher collègue, l'assurance de mes sentiments dévoués.

H. Rolin.

INFORMATIONS

MEDEDELINGEN

* Comité

Assemblée générale de l'Association

La treizième assemblée générale de l'Association a eu lieu le 20 novembre 1999 à l'Erasmushogeschool à Bruxelles (Arbeidershogeschool). Outre les points statutaires habituels, l'assemblée a examiné la question des archives Henri de Man. L'après-midi a été consacré à une table ronde sur le thème de la joie au travail.

L'assemblée a renouvelé pour deux ans le mandat de son président, André Ver Elst, des deux vice-présidents Peter Dodge et Piet De Buyser, du secrétaire général Johnny Anthoons et des membres du comité : Herman Balthazar, Michel Brélaz, Madeleine Grawitz, Marlène de Man-Flechtheim, Adriaan M. Van Peski, Ivo Rens, Piet Tommissen et Mieke Van Hagendoren.

* Comité

Quatorzième

assemblée générale ordinaire en 2001

Réuni à Bruxelles le 1er juillet 2000, le Comité de l'Association a fixé au 16 et 17 novembre 2001 la prochaine assemblée générale et la journée d'études qui comprendra deux volets : le matin une présentation suivie d'une discussion sur l'avenir des archives Henri de Man, l'après-midi un débat sur le thème «De rechtse revolutie van links». Les membres recevront en temps utile des informations plus précises. Le Comité se réunira à nouveau le 13 octobre 2000 à Anvers.

* Michel Brélaz

Le fonds Lambiotte de Man

Grâce à l'obligeance de Mme Rosine Lambiotte Donhauser à New York et de Mme Elisa de Man Lecocq à Bruxelles, nous avons pu rassembler

la correspondance privée échangée par Rose et Auguste Lambiotte avec Henri de Man et constituer le **FONDS LAMBIOTTE DE MAN** destiné à rejoindre un jour les archives Henri de Man. Il est assez exceptionnel de pouvoir réunir les deux volets d'une correspondance de cette ampleur, s'étendant sur plus d'une décennie – la dernière et la moins connue – de la vie d'Henri de Man, depuis sa retraite en Haute-Savoie à la fin de 1941 jusqu'à sa mort en 1953. La présentation et l'inventaire de ce fonds sont réunis dans une brochure à tirage hors commerce dont la diffusion sera possible après le dépôt du fonds auprès de l'institution qui sera choisie par les donateurs avec l'avis de l'Association. Cette brochure peut toutefois être consultée dès à présent par toute institution ou personne justifiant d'un intérêt scientifique et s'engageant à ne pas en faire usage publiquement avant la date du dépôt final. Les modalités de consultation des documents eux-mêmes seront soumises à l'Assemblée générale de novembre 2001. *Pour plus de renseignements, écrire à Michel Brélaz, 8 chemin Champs-Gottreux, CH-1212 Grand-Lancy*

*Michel Brélaz

Les archives Henri de Man

Il existe actuellement quatre fonds principaux constitués auprès des institutions suivantes (date du premier dépôt) :

- **Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (IISG)**, Amsterdam (1953)
- **Archief en Museum van het Vlaamse Cultuurleven (AMVC)**, Anvers (1958)
- **Archives Générales du Royaume (AGR)**, Bruxelles (1959)
- **Centre d'études et de documentation «Guerre et Sociétés contemporaines» (CEGES)**, Bruxelles (1969).
- Fondé en 1980, l'**Archief en Museum van de socialistische Arbeidersbeweging (AMSAB)** à Gand et à Anvers n'existe pas encore au moment où ces fonds furent créés. Il a rassemblé depuis sa création de riches archives sur Henri de Man, l'Ecole Ouvrière Supérieure/Arbeidershogeschool et le Plan du Travail. En 1999, l'AMSAB, sous l'impulsion

de son directeur Wouter Steenhaut, et l'AMVC sont convenus, avec l'accord de la famille, de transférer le fonds Henri de Man du second au premier par un contrat de prêt permanent. L'AMSAB aura ainsi un rôle accru à jouer dans la gestion globale des Archives Henri de Man. Selon la déclaration d'Yves Lecocq au Colloque de Genève en 1973, des dépôts secondaires, parfois mineurs, ont été opérés auprès des institutions suivantes :

- Musée de la Dynastie à Bruxelles
- Archives Publiques du Canada à Ottawa
- Bibliothèque Nationale à Paris
- Staatarchiv à Dresde
- Archivio Storico du Ministère des Affaires étrangères à Rome
- Archives de la Ville de Morat (Suisse).

Des documents isolés avaient en outre été offerts à l'Allemagne fédérale, aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne, à l'URSS, aux Pays-Bas, à la Suisse, à la Pologne, à la Tchécoslovaquie et à l'Autriche. Certains pays déclinèrent l'offre (Tchécoslovaquie, Autriche, laquelle suggéra sagement de ne pas disperser les archives). D'autres ne répondirent pas ou transmirent les documents à une institution intéressée ou ne reçurent finalement rien, de sorte qu'il est difficile d'avoir une idée exacte et complète de tout ce qui fut effectivement attribué. Notons toutefois que cette distribution tous azimuts du début des années 1970 n'a porté que sur un petit nombre de documents dont il existe généralement des copies dans les fonds majeurs.

Le premier dépôt opéré fut celui de l'IISG en 1953 après la mort d'Henri de Man, à la suite d'une promesse faite par lui à cet Institut réputé pour l'histoire du mouvement ouvrier. Il restait cependant encore beaucoup de choses que les héritiers se partagèrent d'un commun accord mais sans intention bien précise, à part peut-être celle de centraliser à Anvers ce qui présentait un intérêt familial et culturel flamand prépondérant et à Bruxelles ce qui avait un caractère plus spécifiquement politique et public.

C'est là qu'on a manqué l'occasion de tout regrouper en un seul centre. Tant les donateurs

que les institutions choisies se sont contentés d'attribuer pour les uns et de recueillir pour les autres divers lots d'archives sans vision d'ensemble. En 1973, lorsque le problème fut évoqué au Colloque de Genève, la dispersion était pratiquement achevée et il n'y avait plus à y revenir. Les explications données par Yves Lecocq au nom de la famille firent même apparaître la dispersion comme un moyen d'assurer la «sécurité» des dépôts et d'attirer par leur multiplication l'attention des chercheurs.

Hugo De Schepper, chargé à l'époque du classement et de l'inventaire du fonds déposé aux AGR, était d'un avis différent. Il estimait à juste titre que la répartition des pièces péchait par son arbitraire. Au lieu de «fonds d'archives organiquement constitués», il s'agissait plutôt de «collections» de documents souvent lacunaires ou complétées après coup par des copies ou des photocopies dans un but autre que celui de la recherche historique. La meilleure solution aurait été de réunir toutes ces collections et de les réorganiser selon des critères scientifiques. Poliment écouté il ne fut malheureusement pas entendu.

Contrairement aux apparences, la responsabilité des héritiers dans cet enchaînement n'a été que subsidiaire. Judicieux ou non, le premier tri opéré en faveur de l'IISG découlait de la volonté testamentaire d'Henri de Man de lui offrir «la correspondance et autres documents qui présentent un intérêt pour cet institut» et que ses enfants ne souhaitaient pas conserver. Ceux-ci ne firent donc en l'occurrence que respecter sa décision. Certes, ils auraient peut-être dû à l'époque saisir l'occasion d'interroger l'IISG sur le problème de l'unité des archives et les moyens de la préserver, mais on ne voit pas comment une solution «unitaire» aurait pu être trouvée sans placer cet institut devant l'alternative «tout ou rien» et, en cas de refus, sans confier le tout à une autre institution telle l'AMVC, contrairement à la volonté exprimée par de Man.

Il faut se souvenir au surplus que les circonstances étaient alors peu propices à une telle initiative. De Man lui-même s'est fort peu soucié du problème, absorbé qu'il était alors

par mille difficultés pratiques en comparaison desquelles le sort de ses archives devait lui paraître assez dérisoire. Sa principale préoccupation fut effectivement de les faire servir à sa défense et il n'est pas surprenant que, après sa mort, ses héritiers, et plus particulièrement son gendre Yves Lecocq qui s'occupait le plus activement de la question à Bruxelles, aient privilégié en elles l'aspect «*in memoriam*» plutôt que l'impératif scientifique. Mais à qui la faute ? Aucun des héritiers (eux-mêmes exposés, ne l'oubliions pas, à un climat globalement hostile) n'était historien ou archiviste. Ils n'auraient sans doute pas refusé une assistance éclairée qui leur fit, hélas, défaut. Ce sont en l'occurrence les archivistes et les historiens qui ont manqué le coche et n'ont pas pleinement rempli leur rôle.

La dispersion des archives n'est d'ailleurs qu'un aspect du problème. Loin d'assurer la sécurité des dépôts et de susciter l'intérêt des chercheurs, elle a conduit à la dispersion des efforts dans leur gestion. Cela montre bien que le dépôt de documents n'est en soi qu'une étape, au demeurant la plus facile. Les vraies difficultés surgissent ensuite. Assurés de détenir le principal, les archivistes parent au plus pressé, contraints qu'ils sont d'établir des priorités. Le résultat est que tel inventaire se fait attendre des années, que tel autre établi ponctuellement est incomplet, même si c'est assurément mieux que rien; qu'un autre encore est d'une qualité remarquable mais que sa présentation a souffert de coupures budgétaires. Tous les dépôts que j'ai cités, à quelques compléments près, ont été faits il y a trente ans et davantage. Ce n'est donc pas le temps qui a manqué. On peut certes espérer disposer prochainement d'une série enfin complète d'inventaires. Mais tout reste à faire sur le plan de leur harmonisation.

Il est particulièrement fâcheux que certains de ces inventaires soient incomplets, en ce sens notamment que toutes les pièces du fonds n'y sont pas recensées de manière exhaustive. Ainsi met-on à la disposition du public des dossiers dont le contenu est en partie livré à l'entière discréption du premier venu. Le véritable chercheur est sans doute trop conscient de la

faveur qui lui est faite pour ne pas mériter scrupuleusement une telle marque de confiance. Mais les archives sont ouvertes, et c'est heureux, à tout le monde. Aucune institution n'est donc à l'abri, sans mesures de surveillance draconiennes et coûteuses, de pertes ou de piratages indétectables. On sait que les fonds d'archives manquent toujours de personnel et de moyens, mais il y a un juste milieu à trouver entre le souhaitable et le possible. Un bon inventaire, dont la première qualité est, à mon sens, l'exhaustivité, n'est pas nécessairement plus coûteux qu'un instrument incomplet et il l'est certainement moins à l'usage pour l'institution elle-même, tant du point de vue de la sécurité des archives que de celui de leur exploitation.

On comprend d'ailleurs mal que les institutions d'archives, qui sont toutes systématiquement confrontées à un manque chronique de personnel et de moyens budgétaires, ne cherchent pas spontanément à diminuer leurs coûts par une meilleure coordination et le développement de synergies. Je ne dis pas que cela ne se fasse jamais, l'exemple récent de l'AMVC et de l'AMSAB étant là pour prouver le contraire. Je dis seulement que cet effort devrait être plus systématique.

Sij'évoque ces imperfections, ce n'est pas pour le plaisir de critiquer ce qui a été fait jusqu'ici. Les institutions d'archives ont des contraintes qu'elles sont les premières à déplorer. Elles sont bien obligées de s'en accommoder et d'en tirer le meilleur parti possible. Comme simples usagers nous ne voyons que le résultat et mesurons mal les difficultés qu'elles ont à surmonter. Au demeurant, je ne connais pas d'archiviste qui ne soit pas disposé à écouter les doléances de ses «clients». Encore faut-il que ceux-ci se donnent la peine de les formuler et ne se découragent pas au premier obstacle. Consciente du problème, l'**Association pour l'Étude de l'Œuvre d'Henri de Man** a caressé dès sa création l'espoir de réaliser un «inventaire des inventaires». La formule était à vrai dire inexacte, car si l'on entend par là simplement une liste ou une simple collection d'inventaires, tout chercheur est en mesure de la faire lui-même sans grandes difficultés.

L'idée était plutôt de les fusionner selon un plan d'ensemble reprenant leurs principales articulations, afin de créer un instrument unique. Mais, compte tenu de leur conception et de leur qualité fort dissemblables, il est à craindre qu'un tel travail ne se résume finalement à une compilation dépourvue d'utilité propre. Pour aller plus loin on ne couperait pas à une réorganisation plus ou moins poussée des archives, avec tous les problèmes pratiques que cela suppose, dont la solution dépendrait entièrement de la bonne volonté des institutions concernées, autant dire de nouvelles difficultés et de nouveaux délais. C'est pourquoi il me paraît important de relancer la réflexion sur la question et de formuler des propositions concrètes.

On trouvera peut-être qu'il est bien tard pour le faire. L'objection serait recevable si le problème se posait en termes de situations définitivement acquises. Or il n'en est rien. Les institutions et les fonds d'archives ne sont pas constitués une fois pour toutes. Ils vivent et évoluent comme toute création humaine. Quand l'Association est née, il était déjà trop tard, comme je l'ai rappelé, pour suggérer la constitution d'un dépôt unique et la seule réponse fut alors cette idée d'inventaire des inventaires. Il n'y en avait pas d'autre. C'est en quoi la situation a, me semble-t-il, profondément changé en un quart de siècle grâce au développement technique de moyens qui n'existaient pas ou étaient encore dans les limbes.

L'ironie de la chose veut que les derniers inventaires soient en voie d'achèvement alors que le support papier est partout supplanté par l'informatique. Comme le passage d'un système à l'autre rend indispensable une nouvelle saisie des données, il n'est peut-être pas irréaliste d'espérer l'adoption d'un concept de base commun pour les **Archives d'Henri de Man** de l'avenir. Il suffirait en somme que les différentes institutions informatisent leurs fichiers selon les mêmes règles de base, *en y incluant le principe de l'exhaustivité*, afin que ceux-ci deviennent compatibles entre eux et forment un inventaire général cohérent, remédiant ainsi en grande partie aux

inconvénients de la dispersion.

Ne resterait alors que l'obstacle de la séparation physique des documents. Rien n'empêche d'ailleurs de suggérer aux principales institutions concernées de regrouper les différents fonds, ou certains d'entre eux, sous forme de cessions, de prêts et de collaborations. Même si cet ultime inconvénient devait être difficile à éliminer, le développement des nouvelles technologies d'information est tel qu'il disparaîtra peut-être de lui-même plus vite qu'on ne le pense. Il n'y a pas de raison que ces méthodes, qui sont en train de bouleverser nombre de nos habitudes les plus ancrées, ne bouleverse pas aussi la science archivistique et sa philosophie du «document roi» vers lequel chemine laborieusement le chercheur au prix de mille difficultés.

A mon sens, ce n'est pas seulement cette relation qui va changer, mais le concept même d'archives, lesquelles devraient être des «sources» coulant vers l'usager, plutôt que des «trésors» figés et statiques réservés à un petit monde d'initiés. Les techniques informatiques permettent déjà de supprimer les lourdeurs qui entraînaient naguère l'organisation, la gestion et la consultation des archives. Elles réduisent les délais, les attentes et les déplacements. Elles exécutent les travaux de routine fastidieux et répétitifs qui absorbaient autrefois la plus grande partie du temps disponible. Elles transmettent les connaissances sans contrainte de temps et d'espace. Bref, elles libèrent les archives et les font vivre.

Les **Archives Henri de Man** ne resteront probablement pas à l'écart de cette évolution et il est important que l'**Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri de Man** en profite pour les réorganiser dans l'esprit souhaité par elle dès ses origines. C'est pourquoi, avant de prendre une décision de principe sur la destination finale du **Fonds Lambiotte de Man**, entre autres, il me paraît indispensable d'engager entre les personnes et les institutions intéressées une concertation dont le but devrait être une réorganisation complète et une coordination des **Archives Henri de Man** et la définition d'un concept commun.

La création du **Fonds Lambiotte de Man** n'est

pas le seul enrichissement en perspective des **Archives Henri de Man**.

Mme Marlène de Man Flechtheim m'a confié le classement d'un solde de documents dont l'inventaire provisoire est achevé (M. Brélaz, *Inventaire Fonds Henri de Man Edegem*, 1998. Partie 1 : 172 numéros. Partie 2 : 134 numéros). Mme E. Lecocq de Man m'a confié de même un autre solde important comprenant de nombreuses lettres d'Henri de Man et de correspondances diverses, dont provient le «volet de Man» incorporé dans le **FONDS LAMBIOTTE DE MAN**. C'est dans ce fonds que se trouve notamment la fameuse lettre de Mussolini dont il est question dans ma contribution *Un Fascisme imaginaire*.

Par mandat de l'Association j'ai établi l'inventaire d'une petite correspondance entre Léon Delsinne et Henri de Man (39 documents) offerte en 1997 par l'Ecole Ouvrière Supérieure de Bruxelles (M. Brélaz, *Inventaire de la correspondance Henri de Man / Léon Delsinne*, 1999).

Au total ce sont plusieurs milliers de documents nouveaux qui viendront s'ajouter aux **Archives Henri de Man** et leur donneront leur aspect à peu près définitif, sous réserve de compléments occasionnels et probablement plus réduits qu'il sera possible de leur apporter au gré de l'une ou l'autre découverte. Les enrichissements en cours de traitement justifient à eux seuls que l'on en profite pour entreprendre la réorganisation et la coordination de l'ensemble de ces archives. C'est là un objectif essentiel pour l'**Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man**.

*** Michel Brélaz**

Appel d'archives

Les nombreux correspondants d'Henri de Man ont reçu de lui des lettres dont il n'a pas toujours conservé copie. Certaines font partie d'autres fonds d'archives dont les coordonnées sont parfois connues, parfois pas. Mais d'autres n'ont pas été déposées auprès d'institutions, soit parce que leurs destinataires ne l'ont pas souhaité, soit qu'ils n'y ont pas pensé. On peut présumer qu'ils les ont conservées et transmises

à leurs héritiers. L'expérience montre cependant que cet archivage privé a ses limites, que très souvent les descendants se désintéressent par la force des choses de leurs «vieux papiers».

C'est pourquoi nous adressons à ces personnes la prière instant de s'adresser à notre Association et de bien vouloir l'informer de ce qu'elles détiennent éventuellement. Il n'est évidemment pas question de les inciter à se séparer de choses qu'elles souhaitent conserver, mais uniquement de les repérer et d'examiner la meilleure façon de les sauvegarder. Rappelons à ce sujet qu'il n'y a pas de documents «négligeables». Une simple carte postale peut être une pièce importante. Il ne faut donc pas hésiter à prendre contact avec notre secrétariat.

*** Trésorier COTISATIONS**

Les membres de l'Association sont invités à s'acquitter de leur cotisation pour l'année 2000 en utilisant l'un des moyens de paiements indiqués ci-après.

Belgique: compte bancaire N° 220-0866780-24 de l'Association pour l'Étude de l'Œuvre d'Henri de Man, Jan Ockeghemstraat 16, B-2650 Edegem auprès de la **Generale Bank, 2650 Edegem**. Les membres trouveront ci-joint un bulletin de virement qui leur simplifiera la tâche.

Suisse: Compte bancaire N° S 96.97.96 de l'Association pour l'Étude de l'Œuvre d'Henri de Man auprès de la Banque Cantonale de Genève, CH-1211 Genève 2. Paiements par virement bancaire au compte précité ou versement /mandat postal international au compte de chèques postaux 12-1-2, **Banque Cantonale, CH-1211 Genève 2** en mentionnant sur le talon: «Compte S 96 97 96 Association Henri de Man».

Barèmes: (Francs belges//Francs suisses): cotisation normale individuelle/couple: 1000/1200//50/60; cotisation de soutien individuelle/couple: 2000/2200//100/110; cotisation réduite (retraités, étudiants etc.): 500/25



Uit onze archieven...

Boven, de docenten en het administratief personeel van de Arbeidshogeschool (Ukkel, 1922), met in het midden de Directeur, Hendrik de Man. Onder, de onderwijzende en de administratieve staf van de Arbeidershogeschool (toen Hoger Instituut voor Sociaal en Kultureel Werk/ HISKWA), met Directeur Luc Van de Velde in 1992. De foto genomen voor de ingang van de school, aan de Brogniezstraat 46 te Anderlecht).

